

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

PORTÉE INTERNATIONALE DES LOIS INTERDISANT LA CLAUSE-OR

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 juin 1936 à 2 heures

PAR

Jacqueline REISS

Président : M. J. P. NIBOYET, professeur
Suffragants { MM. MAURICE PICARD, professeur
AMIAUD, professeur

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1936

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549925_0039

PORTÉE INTERNATIONALE DES LOIS INTERDISANT LA CLAUSE-OR

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 juin 1936 à 2 heures

PAR

Jacqueline REISS

Président : M. J. P. NIBOYET, professeur
Suffragants { *MM. MAURICE PICARD, professeur*
 AMIAUD, professeur

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
23, Rue Soufflot, PARIS, 5^e
—
1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PORTÉE INTERNATIONALE DES LOIS INTERDISANT LA CLAUSE-OR

INTRODUCTION

Le phénomène économique de la dépréciation des signes monétaires n'est pas nouveau. Mais il est devenu beaucoup plus fréquent depuis que s'est développé l'usage de la monnaie de papier. Pendant et depuis la guerre, de nombreux pays ont dû abandonner l'étalon-or et procéder à l'inflation des billets de banque; à la suite de ces mesures, leurs monnaies se sont dévaluées dans des proportions souvent considérables. La crise économique qui s'est ouverte en 1930-1931, a provoqué de nouvelles chutes de monnaies. Or, il est admis dans tous les pays que les débiteurs se libèrent valablement en payant leurs dettes dans la monnaie ayant cours à la date de l'échéance (1). La diminution de la valeur de la monnaie nuit donc aux créanciers de sommes d'argent.

Pour parer aux inconvénients de ces fluctuations monétaires et assurer la stabilité des paiements, les parties peuvent insérer dans leurs contrats une clause-or. Il y a deux sortes de clauses-or : 1° la clause espèces-or qui prévoit la livraison effective de pièces d'or et 2° la clause

(1) Cf. Code civil, art. 1895.

valeur-or par laquelle le débiteur s'engage à payer, en monnaie légale, une somme calculée sur la base de l'or.

Ces clauses sont devenues d'un emploi très fréquent. On les trouve surtout dans des contrats d'une certaine durée, dont l'exécution s'échelonne sur plusieurs années, tels qu'emprunts, baux, emphythéoses, contrats d'assurance sur la vie, de capitalisation ou de rente viagère.

Or, récemment, dans plusieurs pays, des dispositions législatives sont intervenues pour abroger les clauses-or dans les contrats. De pareilles mesures ont soulevé de nombreux problèmes de droit international privé.

La clause-or a été abrogée parfois d'une manière indirecte, parfois directement. En France, par exemple, entre 1914 et 1928, aucun texte n'interdisait les clauses-or; mais les tribunaux les ont déclarées nulles, comme contraires aux lois donnant cours légal et cours forcé aux billets de la Banque de France.

Dans d'autres pays, au contraire, le législateur a expressément aboli les clauses-or; il en a été ainsi notamment aux États-Unis, en Égypte, en Belgique, au Luxembourg, au Brésil, en Allemagne, en Italie, en Roumanie, en Grèce, en Yougoslavie, en Bulgarie, au Mexique, à Costa-Rica, en Suède, en Esthonie, en Autriche, en Colombie, au Guatemala, à Cuba (1).

Remarquons que ces lois sont, pour la plupart, rétroactives, car non seulement elles interdisent de stipuler une clause-or dans les conventions futures, mais encore annulent expressément cette clause dans les contrats conclus antérieurement à leur promulgation.

(1) Voir Nussbaum. *Comparative and International Aspects of American gold clause abrogation*. *Yale Law Journal*, 44 (novembre 1934), p. 53.

Nous allons étudier quelques-unes de ces lois et rechercher quelle est leur portée internationale.

S'appliqueront-elles, dans le pays qui les a édictées, aux contrats contenant des éléments internationaux, ou bien seulement aux contrats de droit interne? Par exemple, la loi américaine abrogeant la clause-or devra-t-elle être appliquée par le juge américain lorsqu'il s'agira d'un débiteur étranger?

D'autre part, ces lois peuvent-elles être invoquées devant les tribunaux, hors de leur pays d'origine? Un décret du gouvernement égyptien ayant aboli la clause-or, le juge français pourra-t-il déclarer le décret applicable, dans un litige porté devant lui?

Cette étude sera donc divisée en deux parties :

PREMIÈRE PARTIE : Le problème à l'égard du pays qui a interdit la clause-or. Cette interdiction produira-t-elle effet en matière internationale? Étude des textes de loi et des principales décisions des tribunaux de ce pays.

DEUXIÈME PARTIE. — Le problème à l'égard des autres pays. De quelques décisions intéressantes rendues dans divers pays, au sujet de l'application d'une loi étrangère répudiant la clause-or. Étude de jurisprudence comparée.

PREMIÈRE PARTIE

LE PROBLÈME A L'ÉGARD DU PAYS QUI A INTERDIT LA CLAUSE-OR

Les lois annulant les clauses-or ont en général un but économique et financier, quelquefois même politique. Elles sont édictées dans l'intérêt national d'un pays déterminé; aussi leur domaine d'application est-il quelquefois limité par le législateur même, ou les tribunaux de ce pays, aux rapports de droit interne.

Quel est donc, dans le pays même où la clause-or a été abolie, la portée d'une pareille mesure?

Nous allons d'abord rappeler la solution adoptée par la jurisprudence et la loi françaises. Puis nous étudierons, à ce sujet, les lois des États-Unis, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Égypte et de quelques autres pays.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT FRANÇAIS

SECTION I

Nullité de la clause-or en période de cours forcé.

La clause-or avait été annulée en France, sous la Révolution, à l'époque des assignats. Un décret du 18 septembre 1790 dispose que « toutes sommes stipulées par acte payables en espèces, pourront être payées en assignats ou promesse d'assignats, nonobstant toutes clauses ou dispositions à ce contraires ».

Mais, depuis que les billets de la Banque de France ont reçu cours légal (loi du 12 août 1870), aucune loi en France n'a expressément prohibé les clauses-or. Ce sont nos tribunaux qui ont déclaré que pareilles clauses étaient nulles en période de cours forcé.

Le cours forcé avait été établi provisoirement en 1848, puis édicté en 1870 et supprimé en 1875. Il fut rétabli par la loi du 5 août 1914. L'article 3 de cette loi dispose en effet que « jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement, la Banque de France et la Banque d'Algérie sont dispensées de rembourser leurs billets en espèces ».

Les clauses stipulant un paiement effectif en pièces

d'or sont évidemment nulles en vertu de cette loi. Quant aux clauses valeur-or, qui prévoient le paiement, en billets de banque, d'une somme égale à la valeur, au jour du paiement, d'une quantité d'or déterminée, on ne voit pas à première vue en quoi le cours forcé pourrait s'opposer à leur exécution. Cependant les tribunaux français ont annulé aussi bien les clauses valeur-or que les clauses espèces-or, les déclarant toutes deux incompatibles avec le régime du cours forcé s'ajoutant à celui du cours légal. L'évolution de cette jurisprudence est bien connue; il suffit de rappeler que les décisions en question étaient généralement ainsi motivées :

« Vu l'article 3 de la loi du 5 août 1914. Attendu que les billets de la Banque de France ont cours légal en France, ceux de la Banque de l'Algérie, cours légal en Algérie; que, aux termes de l'article 3 de la loi du 5 août 1914, jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement la Banque de France et la Banque d'Algérie sont dispensées de rembourser leurs billets en espèces; que ce texte a pour objet de garantir à ces billets, dans la circulation monétaire intérieure, leur pleine valeur de monnaie équivalente à l'or et de frapper d'une nullité d'ordre public toute stipulation obligeant le débiteur résidant en France ou en Algérie, à s'acquitter en France ou en Algérie, soit en or, soit en une monnaie autre que celle ayant cours forcé dans le pays... (1) »

La prohibition est donc assez large. Seront nulles, non seulement les clauses-or, mais encore toutes les clauses tendant à parer à la dépréciation monétaire : promesses

(1) Cass. civ., 17 mai 1927, Affaire Pélissier du Besset, D.1928.1.25, S. 1927.1.289. Voir aussi Cass. Req., 31 juillet 1928, D. H., 1928, p. 461; Cass. Req., 27 mars 1929, D. H., 1929.217.

14 LE PROBLÈME A L'ÉGARD DU PAYS QUI A INTERDIT LA CLAUSE-OR
de paiement en monnaie étrangère, clause d'échelle mobile, etc. (1).

Les tribunaux ont eu peur que les clauses-or puissent porter atteinte au crédit de l'État et accentuer la chute du franc. Il est à remarquer d'ailleurs que les mots « dans la circulation monétaire intérieure » soulignent bien le caractère national de la loi sur le cours forcé.

SECTION II

La clause-or est licite en matière de paiements internationaux.

Mais les tribunaux français ont limité le champ d'application du cours forcé aux contrats de droit interne; ils ont déclaré qu'en matière internationale, les clauses-or étaient valables.

Mais quand y a-t-il clauses d'ordre international? Ce point a donné lieu à d'assez grandes difficultés (2). Les tribunaux sont partis de l'idée que les lois sur le cours forcé sont des lois territoriales, assimilables aux lois de police et de sûreté, qui obligent tous ceux qui résident sur le territoire français, mais n'ont pas d'effet à l'étranger. La Chambre civile de la Cour de cassation dans ses arrêts du 23 janvier 1934 déclare que « le cours forcé, mesure prise dans l'intérêt national, est restreint au territoire de la nation qui l'institue et ne suit pas les valeurs

(1) Cf. Planiol et Ripert. *Traité de Droit Civil*, 11^e éd., t. II, n° 425; A. Mestre. Les contrats en monnaie étrangère. *Revue politique et parlementaire*, 1932, t. 151, p. 242; G. Ripert. La nullité de la clause de paiement en monnaie étrangère. *Semaine Juridique*, 1927, p. 9; Capitant. Des succédanés de la clause payable en or. *D. H.*, 1926, Chronique, p. 1 et 17.

(2) A. Mestre. Les paiements internationaux d'après la jurisprudence de la Cour de cassation. *Cahiers de droit étranger*, n° 5, Paris, Sirey, 1934.

circulant à l'étranger »; dans l'espèce, la clause-or sera valable parce qu'il s'agit d'un paiement à faire non en France, mais à l'étranger, en monnaie étrangère.

La Cour de Paris, dans un arrêt rendu le 15 février 1924 (1) dans l'affaire de la Compagnie de Suez, déclare que « la loi qui a établi le cours forcé n'a d'effet que pour les paiements effectués en territoire français ». La même Cour déclare dans un arrêt du 31 décembre 1926 : « Considérant que les lois sur le cours forcé obligent tous ceux qui habitent le territoire et qu'elles s'appliquent à tout paiement qui doit avoir lieu en France, malgré toute stipulation contraire, quelle que soit la nationalité des parties en cause. »

Mais la jurisprudence abandonna vite le criterium du lieu de paiement qui s'était révélé insuffisant (2). La Chambre civile de la Cour de cassation, dans l'arrêt du 17 mai 1927 (déjà cité) adopte les conclusions du Procureur général Matter : « pour qu'un contrat soit qualifié d'international, il faut qu'il produise comme un mouvement de flux et de reflux au-dessus des frontières, des conséquences réciproques dans un pays et dans un autre ». Il faut donc que la convention produise à la fois une importation et une exportation de valeurs.

La loi de stabilisation du 25 juin 1928, qui met fin au cours forcé, confirme la jurisprudence antérieure. Son article 2 est ainsi rédigé :

« Le franc, unité monétaire française, est constitué par 65,5 milligrammes d'or au titre de neuf cent millièmes de fin.

« La présente définition n'est pas applicable aux paie-

(1) S. 1925.244.

(2) Cf. Mestre, *op. cit.*

ments internationaux qui, antérieurement à la promulgation de la présente loi, ont pu valablement être stipulés en francs-or. »

Cette loi abroge le cours forcé; elle rend donc les clauses-or valables pour l'avenir. Mais les clauses-or conclues antérieurement à sa promulgation resteront nulles, sauf en matière de « paiements internationaux », notion assez peu précise.

La Chambre civile de la Cour de cassation applique encore, après 1928, le critérium du Procureur général Matter, notamment dans les arrêts relatifs au Crédit foncier franco-canadien (3 juin 1930) (1), au port de Rosario (9 juillet 1930) (2), à l'emprunt de la ville de Tokio (14 janvier 1931) (3), à la société d'Héraclée (7 juillet 1931) (4).

Cependant la Cour semble se montrer moins exigeante en ce qui concerne le double mouvement de valeurs. Elle a d'ailleurs tendance à élargir la notion de « paiements internationaux ».

Dans deux arrêts du 24 janvier et du 14 février 1934 (5) (Affaires de la C^{ie} du Chemin de fer de Sao-Paulo à Rio-Grande et de la Banque hypothécaire franco-argentine), la Chambre civile a décidé que « le caractère international d'une opération ne dépend pas nécessairement du domicile des parties et du lieu stipulé pour son règlement, mais de sa nature et de tous les éléments qui entrent en ligne de compte pour imprimer aux mouvements

(1) D. 1931.1.12.

(2) S. 1931.1.124.

(3) D. 1931.1.5.

(4) S. 1932.1.255.

(5) D. 1934.1.73 et note de M. Troabas; S. 1934.1.297 et note de M. Mestre.

de fonds qu'elle comporte un caractère dépassant le cadre de l'économie interne ». La Cour de cassation ne considère donc plus le caractère international du paiement, pour valider la clause-or, mais celui de l'opération dans son ensemble.

Enfin plusieurs arrêts de la Cour de cassation ont déclaré que des ventes par filières, intervenues en France entre Français, échappaient, en raison du caractère international de l'opération principale, à l'application de la loi sur le cours forcé (1).

La notion d'opération internationale est encore extrêmement vague et gagnerait à être précisée. Mais il est intéressant de constater que la jurisprudence française a tendance à valider de plus en plus facilement les clauses-or en présence d'éléments internationaux et à restreindre, par conséquent, le domaine d'application de la loi sur le cours forcé.

Donc, séparation du domaine du droit interne de celui du droit international en matière de lois annulant les clauses-or, telle est la solution admise par la loi et la jurisprudence françaises, solution qui a été vivement critiquée, surtout à l'étranger (2). On a fait remarquer notamment que cette théorie avait simplement pour but de servir les intérêts des porteurs français d'emprunts

(1) Cass. Req., 29 juin 1931, S. 1931.1.300 et note de M. Niboyet; Cass. civ., 18 avril 1931, S. 1933.1.297, note de M. Niboyet et 8 juillet 1931, D. 1931.1.187; Cass. civ., 10 mai 1933, *Revue de droit international privé*, avril 1934; Cass. Req., 20 novembre 1935, *Gazette du Palais*, 1936. 1.263.

(2) Voir Nussbaum. Comparative and International Aspects of American gold clause abrogation. *Yale Law Journal*, novembre 1934 (n° 1), p. 53, et, du même auteur. Multiple currency and index clauses. *University of Pennsylvania Law Review*, Philadelphie, vol. 84, n° 5, mars 1936, p. 569.

étrangers libellés en or, la France étant en effet plus créancière que débitrice de l'étranger. Il faut cependant constater que les sociétés débitrices qui ont été condamnées par nos tribunaux à payer leurs obligataires sur la base de l'or ont été souvent des sociétés françaises (Société du port de Rosario. Banque hypothécaire franco-argentine). Quant aux débiteurs étrangers, si tel a été le but de cette jurisprudence, il n'a pas été atteint : en effet, la plupart des collectivités étrangères qui ont été condamnées, par les tribunaux français, à effectuer leurs paiements sur la base de l'or, ne se sont pas conformées à ces décisions. Tel est le cas de la ville de Tokio. Les décisions françaises rendues à ce sujet se heurtent à une impossibilité radicale d'exécution, car l'État étranger dont relève le débiteur, refusera toujours l'exequatur.

Le reproche le plus sérieux que l'on puisse faire à cette jurisprudence est le suivant : le critérium du paiement international étant extrêmement vague, la validité de la clause-or dépendra, dans la plupart des cas, de l'appréciation des juges du fait, qui seront libres de décider, à propos de chaque espèce, s'il y a ou non contrat international (1).

Rappelons enfin que le cours forcé a été supprimé en France par la loi du 25 juin 1928. Les clauses-or stipulées postérieurement à cette loi sont donc pleinement licites, même en ce qui concerne le droit interne.

Ce bref résumé du droit français en la matière, nous servira de point de comparaison, pour l'étude du domaine d'application des mesures récentes prohibant les clauses-or.

(1) Voir Nussbaum. La clause-or dans les contrats internationaux (*Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 1933, t. I, p. 598).

CHAPITRE II

LOIS ET JURISPRUDENCE DES ÉTATS-UNIS

SECTION I

L'abrogation de la clause-or aux États-Unis.

§ 1. — L'abandon de l'étalon-or aux États-Unis résulte de plusieurs mesures; notamment de l'Emergency Banking Act du 9 mars 1933 et des Executive Orders des 10 mars, 5 et 20 avril 1933, qui prohibent l'exportation de l'or, défendent aux banques de rembourser leurs dépositaires « en monnaie, lingots ou certificats d'or » et créent le délit de thésaurisation (1).

La clause-or fut abolie par la Public Resolution n° 10 du 5 juin 1933. Enfin le Président Roosevelt, en vertu du « Gold Reserve Act » voté par le Congrès le 30 janvier 1934, dévalua officiellement le dollar, par une proclamation du 31 janvier 1934, et fixa le poids du nouveau dollar or à 15 grammes 5/21 (2). Le dollar a été ainsi dévalué d'environ 40 %.

(1) Voir Oualid. La réforme monétaire et bancaire aux États-Unis. *Revue du droit bancaire* (XI), 1933, p. 65.

(2) D'autres mesures sont intervenues aux États-Unis, notamment les Executive Orders des 28 et 29 août 1933, du 25 octobre 1933 et des 11 et 15 janvier 1934.

La Public Resolution n° 10 du Président Roosevelt ou Joint Resolution qui abolit la clause-or, fut approuvée le 5 juin 1933 par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis réunis en Congrès (1). Voici la traduction des motifs et de la partie la plus importante du texte de cette décision :

« En vue d'assurer une valeur uniforme aux pièces et monnaies des États-Unis,

« Attendu que la détention de l'or ou les transactions en or sont d'intérêt public et peuvent, par conséquent, être réglementées ou restreintes; et

« Attendu que la crise actuelle a révélé que les clauses d'obligations ayant pour but de donner au créancier le droit d'exiger un paiement en or, ou en une monnaie déterminée des États-Unis, ou en une somme en monnaie des États-Unis ainsi mesurée, font obstacle au pouvoir du Congrès de régler la valeur de la monnaie des États-Unis et sont incompatibles avec la volonté déclarée du Congrès de maintenir, à toute époque, l'égalité du pouvoir libératoire de tout dollar frappé ou émis par les États-Unis, sur les marchés et pour le paiement des dettes.

« Le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis réunis en Congrès ont décidé ce qui suit :

« a) Toute clause contenue dans une obligation ou relative à une obligation ayant pour but de donner au créancier le droit d'exiger un paiement en or, ou en une espèce déterminée de pièces ou de monnaie, ou en une

(1) Public Resolution n° 10, 73rd Congress, Sess. I, ch. 48, *U. S. Stat.*, 112 (1933), 31, *U. S. C. A.*, § 463 (1935). Voir aussi *United States News*, 3/10/6/33, p. 50 et *Bulletin de l'Institut Juridique International*, avril 1934, tome 30, p. 346.

somme en monnaie des États-Unis ainsi mesurée, est déclarée contraire à l'ordre public. Aucune clause de ce genre ne devra dorénavant être insérée dans une obligation ou s'y référer. Toute obligation antérieurement ou dorénavant conclue, même si pareille stipulation y est insérée ou s'y réfère, sera valablement acquittée par un paiement dollar pour dollar, en pièces ou monnaies qui, au moment du paiement, auront cours légal en matière de dettes publiques et privées. Toute stipulation de ce genre contenue dans une loi autorisant l'émission d'obligations par les États-Unis, ou en vertu d'un pouvoir conféré par les États-Unis, est abrogée, mais l'abrogation d'une telle stipulation ne nuira point à la validité de toute autre stipulation ou de tout pouvoir contenu dans cette loi (1).

« *b*) Tel qu'il est employé dans cette résolution, le terme obligation désigne une obligation (y compris toute obligation des États-Unis ou envers les États-Unis, excepté la monnaie), payable en monnaie des États-Unis; et les termes « pièces et monnaies » désignent les pièces et monnaies des États-Unis... »

(1) « Resolved by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress Assembled, That, (a) every provision contained in or made with respect to any obligation which purports to give the obligee a right to require payment in gold or a particular kind of coin or currency, or in an amount of money of the United States measured thereby, is declared to be against public policy; and no such provision shall be contained in or made with respect to any obligation hereafter incurred. Every obligation, heretofore or hereafter incurred, whether or not such provision is contained therein or made with respect thereto, shall be discharged upon payment, dollar for dollar, in any coin or currency which at the time of payment is legal tender for public and private debts. Any such provision contained in any law authorizing obligations to be issued by or under authority of the United States, is hereby repealed, but the repeal of any such provision shall not invalidate any other provision or authority contained in such law. »

Le domaine d'application de la Joint Resolution aux États-Unis est extrêmement vaste. Cette mesure vise toutes les catégories d'obligations. De plus elle est rétroactive : non seulement elle interdit de stipuler une clause-or dans les contrats futurs, mais encore, elle annule cette clause dans les contrats conclus antérieurement à sa promulgation. Enfin la clause-or était devenue, depuis la dépréciation monétaire qui suivit la Guerre de Sécession, une clause de style aux États-Unis; elle figurait dans presque toutes les conventions conclues dans ce pays. Aussi les répercussions de la Joint Resolution sont-elles très grandes.

§ 2. — La Constitutionnalité de cette mesure fut attaquée devant les tribunaux américains, et leurs décisions vinrent en dernier ressort devant la Cour suprême des États-Unis qui, le 18 février 1935, rendit trois arrêts extrêmement importants, au sujet de la validité de la Joint Resolution (1).

Nous allons les résumer très brièvement.

A. — L'ABROGATION DE LA CLAUSE-OR DANS LES CONTRATS PRIVÉS (2).

La Cour suprême a reconnu, en ce qui concerne l'abrogation de la clause-or dans les contrats privés, que la Joint Resolution était constitutionnelle.

(1) Supreme Court of the United States, nos 270, 471, 472, 531 et 532.

(2) Norman C. Norman v. the Baltimore and Ohio Railroad Company (270). The United States of America Reconstruction Finance Corporation v. Bankers Trust Company and William H. Rixby, Trustees (471) The United States of America Reconstruction Finance Corporation v. Bankers Trust Company and William H. Rixby trustees (472), 294, U. S., 240 (1935).

Il s'agissait, en l'espèce, d'une clause ainsi conçue : « le paiement du capital et des intérêts aura lieu en monnaie d'or des États-Unis d'Amérique, ayant un poids et un titre égaux ou équivalents à ceux de l'étalon en vigueur au 1^{er} février 1930 » (in gold coin of the United States of America of or equal to the standard of weight and fineness existing on February 1st 1930). Tel est en effet le type de clause-or couramment employé aux États-Unis.

La Cour suprême, interprétant cette clause, décide qu'il s'agit d'une clause valeur-or, qui ne prévoit pas simplement la livraison effective de pièces d'or, mais a pour but de parer à la dépréciation monétaire.

Or le Congrès a le droit d'annuler ces clauses, qui entravent l'exercice de ses pouvoirs en matière monétaire.

La Cour suprême fait intervenir dans cette décision des considérations économiques : « La dévaluation du dollar a placé l'économie nationale sur une base nouvelle. C'est en monnaie dévaluée que les États et les municipalités perçoivent leurs taxes, les chemins de fer les sommes correspondant à leur tarif, les services publics le prix de leurs services. Les revenus qui doivent leur permettre d'exécuter leurs obligations, sont basés sur le nouvel étalon. Pourtant, selon la thèse des demandeurs, alors que les revenus sont ainsi soumis à la loi, les dettes résultant des obligations-or devraient être payées par une somme d'argent basée sur l'ancien étalon-or. D'après cette thèse, leurs recettes seraient fixées sur une certaine base, leurs intérêts, leurs charges et le capital de leurs obligations sur une autre. »

B. — L'ABOLITION DE LA CLAUSE-OR EN MATIÈRE
D'OBLIGATIONS GOUVERNEMENTALES (1).

Le demandeur était porteur d'une obligation de 10.000 dollars, d'un emprunt connu sous le nom de « Fourth Liberty Loan 4 1/4 % Gold Bond of 1933-1938 ». Toutes les obligations de cet emprunt contiennent la clause-or.

La Cour suprême décide, en ce qui concerne les obligations gouvernementales, que la Joint Resolution du 5 juin 1933 a outrepassé les droits du Congrès. Si le Congrès a le pouvoir d'annuler les contrats entre particuliers, qui entravent l'exercice de son autorité constitutionnelle, il n'a pas le pouvoir de répudier ses propres engagements. Cependant les porteurs d'obligations gouvernementales ne peuvent valablement intenter une action en justice, n'ayant pas subi de préjudice. En effet, l'économie interne des États-Unis a été placée sur une base nouvelle; le dollar nouveau a le même pouvoir d'achat que l'ancien et, si les porteurs recevaient plus que le montant nominal de leurs titres, ils s'enrichiraient injustement.

Cette argumentation est extrêmement discutable. Rien ne prouve que le nouveau dollar conservera toujours le même pouvoir d'achat, et que les porteurs n'ont pas subi de préjudice. Et que faudra-t-il décider au sujet des porteurs étrangers qui, eux, ont subi un dommage certain?

(1) *Perry v. United States*, n° 532.

C. — L'ABOLITION DE LA CLAUSE-OR EN CE QUI
CONCERNE LES CERTIFICATS D'OR (1).

Le secrétaire du Trésor avait été autorisé, par une loi du 14 mars 1900, à recevoir de l'or en dépôt et à émettre, en contrepartie, des certificats d'or payables à vue. La Cour suprême décide que le porteur d'un certificat d'or qui a été remboursé en dollars dévalués, n'a pas subi de préjudice, et doit, par conséquent, être débouté de sa demande.

Donc la Joint Resolution est une mesure prise dans l'intérêt national, économique et financier des États-Unis. Le Congrès Américain a-t-il voulu excepter de cette mesure les contrats contenant des éléments internationaux? La Joint Resolution doit-elle, en raison de son but, comporter une application restreinte au territoire des États-Unis?

L'importance pratique de ce problème est très grande, les tribunaux étrangers ayant souvent écarté l'application de la Joint Resolution, en déclarant que le législateur américain n'avait pas entendu étendre l'effet de cette mesure hors des frontières des États-Unis.

Nous allons voir ce que décident les tribunaux américains au sujet de la portée internationale de la Joint Resolution.

SECTION II

Portée internationale de la Joint Résolution.

Plusieurs questions peuvent se poser : la Joint Résolution est-elle applicable :

(1) N° 531. F. Eugene Nortz c/ the United States, 55 Sup. Ct. Rep. 428.

- a) aux débiteurs étrangers,
- b) aux créanciers étrangers,
- c) aux contrats conclus en monnaie étrangère,
- d) aux contrats destinés à être exécutés à l'étranger.

Remarquons que le législateur américain semble avoir envisagé des cas dans lesquels la Joint Resolution ne s'appliquerait pas; en effet, le Gold Reserve Act du 30 janvier 1934, qui autorise le Président Roosevelt à fixer le poids du nouveau dollar, prévoit certaines exceptions à l'interdiction de payer en or et en valeur or, et décide que des licences pourront être octroyées. La section III de cet Act stipule en effet que « le Secrétaire du Trésor déterminera, par un règlement approuvé par le Président, les conditions dans lesquelles l'or pourra être acquis, détenu, transporté, fondu ou travaillé, importé, exporté ou poinçonné; ...pour tous autres objets qui, d'après eux, ne seront pas incompatibles avec les objets de cet Act. »

Nous allons examiner quelques décisions intéressantes, rendues par des tribunaux américains, relativement au domaine d'application de la Joint Resolution.

§ 1. — *Affaire de l'emprunt de la Bethlehem Steel Company.* — Arrêt de la Cour suprême de New-York du 31 mai 1935 (1). City Bank Farmers Trust Company c / Bethlehem Steel Company.

La demanderesse et la défenderesse étaient toutes deux des Sociétés américaines soumises à la loi améri-

(1) New York Supreme Court. Appellate Division, First Department 31st may 1935, 244 App. Div. 634, 280 N. Y. supp. 494 (1st Dep^e 1935) et *Bulletin de l'Institut Juridique International* 33 (octobre 1935), p. 261.

caine, et exerçant leur activité aux États-Unis. La City Bank avait acquis, aux États-Unis, des titres d'un emprunt 5 % émis par la Bethlehem Steel Company. Les coupons de ces titres portaient la clause suivante : « La Bethlehem Steel Company paiera au porteur en son siège ou en son agence dans la Cité de New-York, États-Unis d'Amérique..., vingt-cinq dollars en monnaie d'or des États-Unis, ou à Londres, Angleterre, cinq livres deux shillings dix pence, ou à Amsterdam, Hollande, soixante-deux florins vingt-cinq cents, à titre d'intérêt semestriel... etc. ». Les titres contenaient des stipulations analogues. Il s'agissait donc de titres payables, au choix du porteur, ou bien à New-York en monnaie américaine, ou bien à l'étranger, en monnaie étrangère avec option de change. La demanderesse demandait à être payée à Amsterdam, sur la base du florin hollandais. La Cour décida que la Joint Resolution s'appliquait en l'espèce.

Les obligations en question, dit l'arrêt, sont payables en monnaie des États-Unis. Bien que les titres stipulent également un paiement en monnaie anglaise ou hollandaise, ils tombent sous l'empire de la Joint Resolution. « Les citoyens de notre pays sont régis par les termes de la Joint Resolution, spécialement lorsque les titres ont été acquis aux États-Unis, comme c'est le cas; et les parties qui les ont achetés, s'attendaient à être payées en dollars, dont la valeur ne devait être réglée par les lois monétaires d'aucun autre pays. »

L'arrêt ajoute « qu'il serait extrêmement injuste d'obliger la société débitrice à exécuter ses obligations sur la base de l'or, étant donné qu'elle perçoit tous les revenus résultant de son industrie, en monnaie dépréciée.

C'est là, semble-t-il, le motif déterminant de cette décision. Ce sont donc des considérations économiques et d'équité qui ont conduit la Cour à déclarer la Joint Resolution applicable en l'espèce : la société débitrice touche ses revenus en monnaie dépréciée; il est juste qu'elle paye ses créanciers dans la même monnaie.

Enfin la Cour déclare que toute autre solution serait contraire au but visé par le législateur, et ajoute : « L'équité, ainsi que la justice, exigent que tous ceux qui sont soumis à notre gouvernement et à ses lois, et qui en bénéficient, reçoivent le même traitement, du moins en ce qui concerne notre monnaie. » Si le créancier était avantagé au détriment du débiteur, cela serait contraire au but de la Joint Resolution.

La Cour infirme donc le jugement de première instance, qui condamnait la Bethlehem Steel à effectuer le paiement de ses obligations sur la base de l'or.

L'opinion dissidente, celle du Juge Merrel, est extrêmement intéressante. Le Juge Merrel concluait à la confirmation du jugement de première instance pour les raisons suivantes :

Des termes de la Joint Resolution il résulte que le Congrès n'a visé que les obligations payables en monnaie des États-Unis (1). Notamment, dans la section I, subdivision (a) il est dit que les mots « pièces et monnaies » désignent les pièces et monnaies des États-Unis. Le juge Merrel cite aussi le Préambule. Il résulte clairement de ces textes, que le Congrès n'a eu nullement l'intention d'étendre les effets de la Joint Resolution aux obligations payables à l'étranger, en monnaie étrangère.

(1) Voir *suprà*, p. 20 et 21.

« Le Congrès, dit le juge Merrel, en raison des limitations que la Constitution apporte à ses droits, n'avait pas le pouvoir d'étendre le domaine d'application de la Joint Resolution de manière à lui faire produire un effet extraterritorial ». (« Under well recognised constitutional limitation, the Congress had no power to extend the scope of the resolution so as to give it extraterritorial effect »).

En effet, le Préambule de la Joint Resolution fait allusion « au pouvoir du Congrès de réglementer la valeur de la monnaie des États-Unis » et parle de « la volonté déclarée du Congrès de maintenir à toute époque l'égalité du pouvoir libératoire de tout dollar frappé ou émis aux États-Unis, sur les marchés et pour le paiement des dettes. » Ces motifs font défaut lorsqu'il s'agit d'un contrat stipulant que le créancier pourra se faire payer à Amsterdam, en florins. En adoptant cette résolution le Congrès a reconnu qu'il ne pouvait pas rendre cette loi applicable dans un pays étranger. L'ordre public américain n'a rien à voir avec les contrats destinés à être exécutés hors des États-Unis. La Résolution ne vise que les obligations payables en monnaie des États-Unis. Si le porteur avait réclamé son paiement à New-York, la Joint Resolution aurait été applicable. Mais, usant du droit d'option qui lui appartenait, il a réclamé le montant de ses coupons à Amsterdam, en florins; il doit recevoir satisfaction.

L'interprétation que le juge Merrel a donnée de la loi américaine nous paraît exacte. Il ne nous semble pas que les clauses de paiement en monnaie étrangère aient été visées par le législateur américain. Mais ni l'arrêt, ni l'opinion dissidente, n'examinent attentivement l'im-

fluence du lieu de paiement sur l'applicabilité de la Joint Resolution.

La demanderesse n'a pas fait appel de cette décision qui est donc passée en force de chose jugée.

§ 2. — *Décision de la Cour de District de Californie du 17 juin 1935. Mac Adoo c / Southern Pacific Company* (1). — Cette affaire est analogue à celle de l'emprunt de la Bethlehem Steel Company; elle a été tranchée dans un sens différent.

Les deux parties étaient soumises à la loi américaine. Le demandeur était porteur de coupons d'obligations émises par la Southern Pacific Company. Ces coupons étaient payables en monnaie d'or des États-Unis, ou, au choix du porteur, en florins en Hollande, en francs en Suisse, ou dans la monnaie de certains autres pays. Le demandeur, exerçant son option, demandait à être payé en une des monnaies étrangères énoncées au contrat; et la société défenderesse soutenait qu'elle était dispensée de ce paiement, par les lois américaines abrogeant la clause-or.

1° La Cour commence par rechercher si le Congrès a prohibé les contrats en monnaie étrangère. Ce que le Congrès a visé, dit-elle, ce sont les contrats payables en dollars des États-Unis. Elle invoque à l'appui de cette affirmation le préambule et divers passages de la Joint Resolution (v. *suprà*). Elle décide que les droits et obligations des parties, dans les contrats payables en monnaie étrangère, n'étant pas visés par la Joint Resolution,

(1) District Court of California June 17th 1935, 10 F. Supp. 953 (N. D. Cal. 1935) et *Bulletin de l'Institut Juridique International* 35 (octobre 1935), p. 271.

tout se passe, en ce qui concerne ces contrats, comme si cette mesure n'avait jamais été adoptée. Cette opinion est conforme à celle qu'avait soutenue le juge Merrel dans l'affaire de la Bethlehem Steel Company.

2° On avait objecté que ces stipulations avaient été faites uniquement en faveur des porteurs étrangers. Mais cette restriction n'est écrite nulle part et la Cour déclare qu'elle n'a pas le droit d'établir une distinction que les parties n'ont jamais entendu faire;

3° On ne peut dire non plus qu'il y ait impossibilité d'exécution, la monnaie des pays étrangers est une marchandise, qui doit être traitée comme toutes les autres marchandises.

La Cour donne donc raison à l'obligataire, qui a le droit de se faire payer à Amsterdam, la Joint Resolution n'ayant pas prohibé les stipulations en monnaie étrangère.

§ 3. — *L'Affaire Anglo-Continental Treuhand A. G. c/ St-Louis Southwestern Railway Company* (1). — United States Circuit Court of Appeals for the second Circuit, 20 janvier 1936.

La St-Louis Southwestern Railway Company, défenderesse en première instance, avait fait appel d'un jugement de la Cour du District Sud de New York, rendu en faveur de la demanderesse.

L'arrêt de la Cour d'appel fut rendu par le juge L. Hand.

La Compagnie appelante avait émis le 1^{er} janvier

(1) *N.-Y. L. J.*, 25 janv., 1936, p. 339 et *University of Pennsylvania Law Review*, t. 84 (1936), p. 661.

1912, des obligations hypothécaires remboursables le 1^{er} janvier 1952; les coupons semestriels joints aux titres étaient ainsi rédigés : « Au premier jour de la St-Louis Southwestern Railroad Company paiera au porteur, sur présentation et remise de ce coupon en son siège ou agence dans le District de Manhattan, dans la Cité de New-York, 25 dollars en monnaie d'or des États-Unis, ou à Londres, Angleterre, £ 5.2 s. 101 / 2 d. sterling, ou à Amsterdam, Hollande, 62,25 florins, ou à Berlin, Allemagne, 105,05 marks, ou à Paris, France, 129 fr. 50 à titre d'intérêt semestriel..., etc. » Le capital des obligations était remboursable dans les mêmes conditions. La demanderesse, société hollandaise, avait acquis 36 de ces obligations après le 5 juin 1933, mais avant le 1^{er} janvier 1934; elle demandait à recevoir, à Amsterdam, en florins, le paiement des coupons échus depuis le 1^{er} janvier 1934. La Compagnie avait refusé d'effectuer ce paiement en son agence d'Amsterdam.

Le juge remarque d'abord que, si le porteur choisit d'être payé dans une des monnaies étrangères spécifiées au contrat, il courra le risque de la dépréciation de cette monnaie. En effet, aucune clause-or n'a été stipulée relativement aux paiements en monnaies étrangères.

En ce qui concerne la validité de la clause d'option de change, le juge décide que la Joint Resolution ne vise pas les clauses de paiement en monnaie étrangère.

La défenderesse soutenait que le Congrès avait entendu protéger les citoyens américains contre toutes les conséquences de l'abandon de l'étalon-or; qu'il avait voulu, par suite, libérer les débiteurs de dettes en monnaie étrangère, qui étaient accablés par le cours du change,

mais que, dans sa hâte, il n'avait pas pensé à les mentionner.

Mais, dit le juge, le Congrès n'a jamais manifesté une telle intention. Rien ne nous autorise à supposer que le Congrès ait voulu libérer les débiteurs de dettes libellées en monnaie étrangère. Sur ce point, l'arrêt donne donc raison à l'obligataire.

D'autre part, l'obligataire prétendait que la Joint Resolution ne s'appliquait pas aux créanciers étrangers. L'arrêt rejette cette discrimination entre porteurs américains et porteurs non américains.

En effet, si la loi américaine avait entendu viser les obligations contractées par un citoyen américain envers un étranger, et destinées à être exécutées à l'étranger, elle serait, dans la plupart des cas, inopérante. Jamais les tribunaux du lieu d'exécution n'en tiendraient compte; or, il est presque universellement admis et le droit américain notamment reconnaît, que la validité de l'exécution d'un contrat est soumise aux lois du lieu d'exécution.

Si la résolution en avait décidé autrement, elle eût constitué une atteinte aux prérogatives des autres pays, et eût été considérée, à juste titre, comme contraire aux règles de la « courtoisie » (comity) réciproque des États.

Une telle intention ne peut donc être présumée; il faut que le législateur l'ait expressément manifestée. « Si la résolution n'a pas visé les titres possédés par des étrangers au moment de sa promulgation, elle n'a pas visé non plus ceux qui étaient possédés par des citoyens. Nous ne pouvons donner aux mêmes termes un sens différent selon qu'il s'agit d'une catégorie de créanciers

ou d'une autre. Ou bien le Congrès a interdit l'exécution de ces stipulations, ou bien il ne l'a pas fait. »

L'arrêt conclut en ces termes : « Il y a une limite aux pouvoirs des tribunaux d'interpréter les termes d'une loi conformément au but de cette loi, et ici nous ne sommes même pas certains de l'existence d'un tel but. »

Donc, d'après cette décision : 1^o les stipulations de paiement en monnaie étrangère sont valables, car elles n'ont pas été visées par la Joint Resolution.

2^o Il n'y a pas de discrimination à faire entre les porteurs américains et les porteurs étrangers.

Le jugement de première instance est donc confirmé. La Compagnie appelante devra effectuer le paiement des coupons litigieux, en florins, à Amsterdam.

Ainsi, trois décisions ont déjà été rendues aux États-Unis au sujet des clauses d'option de change. Nous croyons que la solution donnée dans les deux derniers arrêts est la plus conforme à l'esprit et au texte de la Joint Resolution. Telle est d'ailleurs l'opinion adoptée par Nussbaum (1), qui la justifie notamment de la manière suivante : dès que le créancier a exercé son option et réclamé son paiement sur une place étrangère, en monnaie étrangère, la clause de paiement en dollars disparaît; il n'y a plus qu'une créance libellée en monnaie étrangère. Or, les stipulations en monnaie étrangère n'ont pas été visées par la Joint Resolution. Il y a en effet de très grandes différences au point de vue économique entre la clause-or et la clause de paiement en monnaie étrangère. En particulier :

1^o Il existait, en 1933, aux États-Unis, environ 75 bil-

(1) A. Nussbaum. Multiple currency and index clauses. *University of Pennsylvania, Law Review*, Philadelphie, vol. 84, n^o 5, mars 1936, p. 569.

lions de dollars d'obligations-or (chiffre cité dans les arrêts de la Cour Suprême), dont les intérêts annuels étaient d'environ 3 ou 4 billions de dollars. C'est pour alléger le fardeau d'une pareille dette, que la clause-or a été abolie. Mais les dettes en monnaie étrangère ne sont pas aussi importantes; elles ne représentent qu'un total d'environ 99 millions de dollars.

2° De plus la clause-or est une clause de style, tandis que les stipulations de paiement en monnaie étrangère « ont toujours été faites en connaissance de cause, et non pas sous la pression d'une coutume à laquelle il était impossible de se soustraire ».

3° Enfin, on ne peut dire que la clause d'option de change ne sera valable qu'en ce qui concerne les créanciers étrangers; le Congrès n'a pas eu l'intention de faire cette discrimination, qui romprait l'égalité entre porteurs d'un même emprunt.

Nussbaum admet cependant que certains contrats en monnaie étrangère, conclus postérieurement à la promulgation de la Joint Resolution, puissent être annulés pour fraude à la loi. Rappelons que cette notion semble avoir joué un certain rôle au sujet de l'annulation des clauses de paiement en monnaie étrangère en France (1).

D'autres procès ont été intentés aux États-Unis, relativement à la validité de pareilles clauses (2). Il faut espérer que la question sera bientôt tranchée d'une ma-

(1) A. Mestre. Les contrats en monnaie étrangère. *Revue politique et parlementaire*, 1932, t. 151, p. 242.

(2) La N. V. Anglo-Continental Trust Maatschappij de Rotterdam et le Mondiale Handels-und-Verwaltungs A. G. de Lichtenstein ont assigné la Bethlehem Steel Company devant la Cour de district de Philadelphie en vue d'obtenir leur paiement sur la base du florin hollandais.

nière définitive par une décision de la Cour Suprême des États-Unis.

§ 4. — *Compania de Inversiones Internacionales c/ Industrial Mortgage Bank of Finland*. — Cour suprême de l'État de New-York (Court of Appeals), 20 novembre 1935 (1).

Les parties, dans cette affaire, étaient toutes deux des sociétés étrangères, ayant leur siège à l'étranger.

La demanderesse, société colombienne, possédait trois obligations-or de 1.000 dollars chacune, émises par la défenderesse, société finlandaise, et payables en monnaie d'or des États-Unis, égale en poids et en titre à l'étalon en vigueur au 1^{er} juillet 1924 (in gold coin of the United States of America, of the standard of weight and fineness as it existed on July 1st 1924).

L'emprunt avait été émis à New-York. Le capital et les intérêts des obligations étaient stipulés payables à New-York, au siège de la banque Lee, Higginson and C^o. New-York étant le lieu de conclusion et d'exécution du contrat, le débiteur et le créancier étant tous deux étrangers, la Joint Resolution est-elle applicable? Il y a en réalité, deux questions à distinguer :

1^o La loi américaine est-elle compétente pour régir les effets du contrat dont s'agit.

2^o Si la loi américaine est compétente, la Joint Resolution est-elle applicable aux créanciers et aux débiteurs étrangers.

1^o La Cour décide que ce contrat est soumis au droit

(1) New-York Supreme Court, Court of Appeals, 20 novembre 1935, 269-N. Y. 22, 198 N. E. 617 (1935) et *Bulletin de l'Institut Juridique International* 34 (1936), p. 84.

américain, parce que telle a été l'intention des parties : « L'intention des parties, expresse ou tacite détermine les lois qui régissent un contrat. De plus, en l'absence d'une intention expresse, si un contrat a été conclu et doit être exécuté en un même lieu, c'est la loi de ce lieu qui est compétente ».

La Cour tranche donc un problème de conflit de lois et déclare que la convention dont il s'agit est soumise au droit américain.

2^o D'après la loi américaine, les dispositions annulant la clause-or aux États-Unis sont-elles applicables, lorsqu'il s'agit d'un contrat entre étrangers, domiciliés à l'étranger? Le Congrès possédait-il le pouvoir d'étendre les effets de la Joint Resolution à des contrats de ce genre? Avait-il entendu faire une exception en faveur des débiteurs étrangers et leur permettre de s'obliger valablement en dollars-or? La Cour pense qu'interpréter la Joint Resolution de cette manière serait créer une dualité du système monétaire, alors que cette disposition avait pour but d'établir un système monétaire unique, dans lequel tous les dollars seraient considérés comme équivalents pour le règlement des dettes.

La Cour après avoir analysé le texte de la Joint Resolution, déclare que le Congrès a voulu que cette mesure s'appliquât aux débiteurs étrangers, comme aux débiteurs nationaux. La Cour cite aussi le fait qu'un amendement présenté par le sénateur Carter Glass, en vue d'exclure les obligations étrangères de l'application de cette loi, n'a pas été admis.

De plus l'arrêt fait ici appel à la notion d'ordre public : « L'intention des parties contractantes, de quelque manière qu'elle soit exprimée, ne peut faire échec aux lois

du pays où le procès est engagé, lorsque l'ordre public de ce pays est impliqué. »

Même si un droit étranger était compétent pour régir la convention, le juge américain ne pourrait appliquer une disposition de ce droit qui serait contraire à l'ordre public américain. Par conséquent, peu importe le droit qui régit le contrat : que ce soit un droit étranger ou le droit américain, la solution est la même : le juge américain n'appliquera pas une loi contraire à la Joint Resolution, c'est-à-dire une loi admettant la validité des clauses-or.

Il y a là, nous semble-t-il, un sérieux abus de la notion d'ordre public. En effet, cette solution conduit au résultat suivant : le juge américain appliquera toujours, et dans tous les cas, la *lex fori* en cette matière; il ne pourra donc même plus y avoir conflit de loi. Et l'on pourrait cependant très bien concevoir des cas où un paiement en or ne porterait aucune atteinte à l'ordre public américain : par exemple le cas d'un paiement à effectuer à l'étranger.

Ce qu'il faut surtout retenir dans cette décision, c'est l'affirmation que la Joint Resolution est applicable aux débiteurs et aux créanciers étrangers. Cette solution a une grande importance pratique. En effet, dans de nombreux pays, des procès ont été engagés contre des débiteurs non-américains qui avaient contracté en dollars-or et prétendaient se libérer valablement en dollars-papier; les créanciers ont souvent soutenu, lorsque le droit américain était reconnu applicable, que le Congrès n'avait pas entendu étendre cette mesure aux débiteurs non-américains. L'arrêt que nous venons d'analyser décide du contraire; à l'avenir, cet argument aura donc

peu de chances d'être invoqué avec succès. En effet, si on déclare le droit américain applicable, il faut l'interpréter conformément aux décisions des tribunaux américains.

La *Compania de Inversiones Internacionales* se pourvut devant la Cour Suprême des États-Unis contre l'arrêt de la Cour Suprême de New-York. La Cour Suprême des États-Unis rejeta ce pourvoi, sans donner de motifs, par une décision rendue le 20 janvier 1936 (1). La question de l'applicabilité de la Joint Resolution, en ce qui concerne les débiteurs non américains, semble donc définitivement tranchée.

Nous pouvons donc dire que la Joint Resolution s'applique à toutes les stipulations ayant pour objet un paiement en dollars aux États-Unis, que le débiteur soit américain ou étranger.

Cette solution diffère de celle qui est admise en France : en effet, lorsqu'il s'agit d'un débiteur étranger, résidant à l'étranger et devant effectuer des paiements en France, nos tribunaux décident qu'il y a paiement international et que la clause-or est valable.

La solution américaine a été approuvée notamment par Nussbaum, qui a très vivement critiqué la thèse française (2) : « La loi américaine, dans un but de justice (fairness), et aux dépens des intérêts américains, exige que les débiteurs et les créanciers non américains subissent exactement le même traitement. C'eût été, de la part des États-Unis, un coup très habile, que d'exclure des bénéfices de cette mesure, conformément à la doc-

(1) *Yale Law Journal*, t. 45 (février 1936), p. 723.

(2) Nussbaum. Comparative and international aspects of American gold clause abrogation. *Yale Law Journal*, novembre 1934, n° 1, v. p. 78.

trine française, les contrats comportant des paiements internationaux. Une telle exception aurait procuré aux États-Unis un profit égal ou supérieur à celui dont a bénéficié la France. De plus, en raison de l'ambiguïté des termes « paiement international » et « contrat international », la règle américaine est préférable, du point de vue de l'équité internationale. »

A cela on pourrait répondre que la solution française n'a pas seulement pour résultat d'obliger les débiteurs étrangers à effectuer leurs paiements sur la base de l'or, mais aboutit aussi à faire condamner les débiteurs français envers les créanciers étrangers (1). Mais, en ce qui concerne le peu de précision du critérium du « paiement international » le reproche est certainement fondé.

La Joint Resolution a soulevé d'autre part un grave problème de droit public. Un État peut-il invoquer ses propres lois pour refuser d'exécuter ses engagements envers un État étranger? Le Gouvernement des États-Unis a prétendu payer en dollars dévalués le loyer de la zone du Canal de Panama cédée aux États-Unis par un traité de 1904. La République de Panama refusa d'accepter un chèque de 250.000 dollars, montant nominal de la créance, et prétendit être payée, conformément à l'article XIV de la Convention du Canal de Panama, « en dollars-or des États-Unis ». La République de Panama soutient qu'il s'agit de dollars-or conformes à l'étalon en vigueur au moment où la Convention fut signée. Les États-Unis prétendent que le dollar actuel, bien que dévalué de 40 %, est encore un dollar-or, étant défini par un poids d'or. Le différend porte donc sur la

(1) Ce que Nussbaum reconnaît d'ailleurs (*Multiple currency and index clauses, op. citée*).

question de savoir ce qu'il faut entendre par « dollar-or des États-Unis ». Il se peut que le litige soit porté devant la Cour Permanente de Justice internationale de La Haye.

En résumé, en l'état actuel du droit américain, la clause-or est nulle, aussi bien en matière de droit international qu'en matière de droit interne. La clause de paiement en monnaie étrangère semble devoir être considérée comme valable dans les deux cas.

CHAPITRE III

LE DROIT ANGLAIS

Aucun texte de loi n'abolit expressément les clauses-or en Angleterre. Mais on peut se demander si la loi qui a édicté le cours forcé dans ce pays, n'a pas eu pour effet d'annuler de pareilles clauses.

La jurisprudence anglaise a-t-elle adopté en cette matière des solutions analogues à celles des tribunaux français? Fait-elle une distinction entre le droit interne et le droit international? Telles sont les questions que nous allons examiner dans les sections suivantes.

SECTION I

Les lois monétaires anglaises.

Les billets de la Banque d'Angleterre furent dotés du cours légal par le « Coinage Act » de 1870 (1).

(1) Coinage Act 1870. Sect. 6 et 7 « Every contract, sale, payment, bill, note, instrument and security for money, and every transaction, dealing matter, and thing whatever relating to money, or involving the payment of or the liability to pay any money, which is made, executed or entered into, done or had, shall be made, executed, entered into, done or had according to the coins which are current and legal tender in pursuance of this Act, and not otherwise, unless the same be made, executed, entered into done or had, according to the currency of some British possession or some foreign State. »

Jusqu'en 1925, les billets émis par la Banque d'Angleterre et la Trésorerie (en vertu du « Currency and Bank Notes Act 1914 ») furent librement convertibles en or.

Le Gold Standard Act (loi sur l'étalon or) de 1925 exempta la Banque d'Angleterre de l'obligation de rembourser ses billets en pièces d'or. Les « currency notes » de même ne furent plus librement convertibles en or. Cet Act déclarait cependant que la Banque serait tenue de livrer au porteur qui le lui demanderait, de l'or en barre, à un prix et dans des conditions déterminés; les billets de Banque étaient donc encore convertibles en or. Par le Currency and Bank Notes Act, 1928, la Banque d'Angleterre reçut l'autorisation d'émettre des billets d'une livre et de 10 shillings, et les « Currency notes » existants furent convertis en billets de banque. D'autre part, la Banque reçut le droit d'obliger tout habitant du Royaume-Uni, possédant de l'or, sous forme de monnaie ou de métal d'une valeur de plus de 10.000 livres, à vendre son stock à la Banque contre paiement (en cas de monnaie d'or) de sa valeur nominale. La livre sterling demeurerait donc une monnaie d'or, mais les billets de banque n'étaient plus librement convertibles, et il n'y avait pratiquement plus d'or en circulation.

En septembre 1931, le Gouvernement britannique résolut d'abandonner l'étalon-or et, dans ce but, fut promulgué le Gold Standard (amendment) Act 1931, qui suspendait, à partir du 21 septembre 1931, l'application de l'article premier de la deuxième partie du Gold Standard Act 1925, c'est-à-dire dispensait la Banque d'Angleterre de l'obligation de vendre de l'or en barres. Par conséquent, depuis le 21 septembre il est devenu impossible aux porteurs de billets de banque d'exiger de la

Banque d'Angleterre soit de l'or, soit des lingots d'or en échange de leurs billets. Les billets de la Banque d'Angleterre ont donc à la fois cours légal et cours forcé.

En France, les tribunaux ont déclaré que la nullité de la clause or en droit interne résultait de la juxtaposition des lois édictant le cours légal et le cours forcé des billets de banque. Quelle a été sur ce point l'opinion des tribunaux anglais? La clause-or est-elle nulle en droit anglais, si oui, cette nullité s'étend-elle aux rapports internationaux?

Remarquons que la clause-or est beaucoup moins fréquemment stipulée, en Angleterre, que dans les autres pays, les Anglais ayant une très grande confiance en leur monnaie. Ainsi la tranche anglaise de l'emprunt Young est la seule à ne pas contenir la clause-or; elle est simplement rédigée en livres sterling.

SECTION II

La jurisprudence anglaise.

Nous allons brièvement analyser :

1^o L'arrêt rendu par la Chambre des Lords le 15 décembre 1933, dans l'affaire *Feist c / Société Intercommunale Belge d'Electricité*;

2^o Le jugement rendu le 16 janvier 1936 par la Haute Cour de Justice (King's Bench Division), dans l'affaire *British and French Trust Corporation c / New Brunswick Railway Company*;

3^o Nous mentionnerons enfin une décision du Conseil Privé du Roi du 12 avril 1934.

§ 1. — L'affaire *Feist c/ Société Intercommunale Belge d'Électricité*. Arrêt rendu par la Chambre des Lords le 15 décembre 1933 (1).

La Société Intercommunale Belge d'électricité, société belge, ayant son siège social à Bruxelles, avait émis, le 25 septembre 1928, des obligations 5 1/2 % amortissables en trente-cinq ans; le montant total de l'emprunt était de 500.000 livres sterling. Le demandeur était porteur d'une obligation de 100 livres sterling. D'après les clauses insérées dans les obligations, la Société s'engageait à en payer le capital et les intérêts en sterling, en pièces d'or du Royaume-Uni, d'un poids et d'un titre égaux ou équivalents à ceux de l'étalon en vigueur au 1^{er} septembre 1928 (« in gold coin of the United Kingdom of or equal to the standard of weight and fineness existing on the 1st day of September, 1928 »). Une autre clause stipulait que l'obligation serait interprétée, et les droits des parties déterminés, conformément au droit anglais, et que les parties acceptaient la compétence des tribunaux anglais.

La compétence de la loi anglaise ne fut mise en doute ni par les juges, ni par les parties. La seule question qui se posait était donc celle de la validité de la clause-or en droit anglais. Le demandeur prétendait que la clause litigieuse était une clause valeur-or, et que la Société devait lui payer, en monnaie anglaise ayant cours légal au moment du paiement, une somme suffisante pour acquérir sur le marché, à ce jour, une certaine quantité d'or du poids et du titre en vigueur au 1^{er} septembre 1928.

(1) *Law Times Reports* 150 (1934), p. 41; *Law Reports (Appeal Cases)*, 1934, p. 161.

En première instance (1) et en appel (2), la Société eut gain de cause, les juges ayant déclaré que la clause-or visait le mode de paiement de la dette et non pas son étendue. En d'autres termes, la Société, d'après eux, s'étant engagée à payer 100 livres en monnaie d'or, était dispensée de cette dernière obligation par la loi, et pouvait valablement s'acquitter de sa dette en payant 100 livres en billets de banque; il est évident, en effet, que les clauses or-espèces ne peuvent être exécutées en période de cours forcé.

La Chambre des Lords, au contraire, dans l'arrêt rendu par lord Russell of Killowen, estima qu'il s'agissait en l'espèce d'une clause valeur-or.

De l'état de choses existant à l'époque de l'émission, dit lord Russel, il résulte que les parties ont entendu, par la clause-or, se prémunir contre la dépréciation de la monnaie anglaise. Elles ont envisagé la possibilité de la dévaluation de la livre sterling et n'ont jamais entendu stipuler la livraison effective de pièces d'or.

La clause-or ne doit pas être interprétée littéralement, mais conformément à l'intention des parties.

La référence à la monnaie d'or ne vise pas le mode de paiement, mais l'étendue de la dette (3). La Société s'est engagée, non pas à payer 100 livres, mais à payer, en monnaie anglaise ayant cours au jour du paiement, une somme équivalente à la valeur, à ce jour, de 100 livres en pièces d'or du Royaume-Uni égales en poids et en

(1) Jugement du Juge Farwell, 17 octobre 1932.

(2) Cour d'Appel, 17 mars 1933, *Law Times Reports* 149 (1933), p. 108. *Law Reports*, 1933, 1, Ch. 684.

(3) « The reference to gold coin of the United Kingdom is clearly not a reference to the mode of payment, but to the measure of the Company's obligation. »

titre à celles qui existaient le 1^{er} septembre 1928. La Chambre des Lords reconnut la validité de cette clause et accueillit la demande de l'obligataire.

Cet arrêt fut vivement approuvé dans tous les pays. Il établit clairement que le Gold Standard (Amendment) Act 1931 qui a édicté le cours forcé en Angleterre, n'a pas interdit la clause-or. Cependant cette décision n'a pas une portée aussi grande qu'on pourrait le croire (1). Le procès, en effet, portait sur une question d'interprétation de la clause, et les juges ne seront pas liés par la décision de la Chambre des Lords, toutes les fois que la clause ne sera pas rédigée en termes identiques; interprétant différemment la clause-or, ils pourront l'annuler, comme nous allons le voir dans le paragraphe suivant.

En tous cas, l'arrêt de la Chambre des Lords établit clairement que les clauses de ce genre ne sont pas contraires à l'ordre public en Angleterre.

§ 2. — Jugement de la Haute Cour de Justice, Division du Banc du Roi (King's Bench Division), du 16 janvier 1936 (2).

Affaire *British and French Trust Corporation c / New Brunswick Railway Company*.

La *New Brunswick Railway Company*, société canadienne, ayant son siège au Canada, avait émis, en 1884, 6.000 obligations hypothécaires en livres sterling or, qui devinrent toutes remboursables le 1^{er} avril 1934. La demanderesse possédait plusieurs de ces obligations et demandait à être payée sur la base de l'or.

(1) Voir à ce sujet H. C. Gutteridge. *Chronique de droit international privé* Anglais en 1933. *Revue critique de droit international* 1934, p. 646.

(2) *Law Times Reports*, 29 février et 7 mars 1936.

Les obligations stipulaient, en effet, que la société s'engageait à payer au porteur, le 1^{er} août 1934, la somme de 100 livres sterling, en monnaie d'or anglaise de l'étalon actuel de poids et de fin, en son agence de Londres, avec les intérêts des titres au taux de 5 % l'an, payables semi-annuellement à Londres ou dans l'État de New Brunswick au choix du porteur (The New Brunswick Railway Company, for value received hereby, promises to pay to the bearer or registered holder hereof on the 1st August 1934, the sum of 100 l. sterling gold coin of Great Britain of the present standard of weight and fineness, at its agency in the City of London, England, with interest thereon at the rate of 5 l. sterling per centum per annum, payable semi-annually on the first days of February and August in each year, in the said City of London, or, at the option of the holder at the office of the Company in New Brunswick »...).

La clause-or n'était pas reproduite sur les coupons. Le jugement fut rendu par le juge Hilbery. La validité de la clause-or, dit-il, dépend de la manière dont le contrat doit être interprété. Etant donné que l'objet du contrat est le paiement d'une somme d'argent, la question à résoudre est la suivante : la clause-or vise-t-elle le mode de paiement de l'obligation ou bien l'étendue de la dette? A-t-elle pour but de déterminer le montant de la somme due, ou bien d'indiquer la manière dont le paiement devra être effectué? Pour répondre à cette question, il faut, dit le juge, interpréter le contrat en recherchant quelle a été l'intention des parties, et en tenant compte des circonstances dans lesquelles l'emprunt a été émis. Or, la clause est contenue dans l'obligation, mais on ne la trouve nulle part ailleurs; elle n'est pas inscrite sur les

coupons. Ce qui me paraît le plus important dans le titre, dit le juge Hilbery, c'est l'engagement de payer 100 livres; le fait même que les mots « en monnaie d'or » ne figurent qu'à propos de la promesse de paiement, indique qu'ils se réfèrent à la manière dont le porteur sera payé.

La demanderesse avait invoqué l'arrêt rendu par la Chambre des Lords dans l'affaire de la Société Intercommunale Belge d'Electricité (voir *suprà*), qui avait décidé que la clause-or indiquait l'étendue de l'obligation. Le juge Hilbery déclare que dans l'espèce la clause-or doit recevoir une interprétation différente.

En effet, la Chambre des Lords avait raisonné de la manière suivante : à la date de l'émission de l'emprunt (1928), 1^o les parties avaient pu envisager l'éventualité de l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne et 2^o il n'y avait plus de pièces d'or en circulation en Angleterre; donc les parties, en insérant la clause, avaient entendu se prémunir contre la dépréciation de la monnaie anglaise.

Au contraire, en 1884, lors de l'émission de l'emprunt de la New Brunswick Railway Company, la monnaie d'or circulait librement et l'on ne pensait pas que la livre sterling pût un jour se détacher de l'or; donc, ce que les parties ont entendu stipuler, c'est le paiement effectif de 100 livres en pièces d'or.

Lord Russel, à propos de l'affaire précitée, invoquait encore d'autres considérations : la clause-or ne figurait pas seulement à propos du remboursement des titres, mais aussi à propos du paiement des intérêts; il était dit aussi que l'obligation faisait partie d'une émission de 500.000 livres sterling, en monnaie d'or du Royaume-Uni.

Et lord Russel avouait que son interprétation n'était pas conforme à la lettre du document et qu'elle était difficile à concilier avec certaines des stipulations qu'il contenait.

Or, dit le juge Hilbery, toutes ces considérations font défaut dans le cas présent. Je ne vois, ajoute-t-il, aucune raison de ne pas donner ici, aux termes de l'obligation, leur sens littéral et habituel. (I can find no reason, in the present case, for not giving the words in the bond before me their litteral and ordinary meaning).

Donc, la clause en question, étant une clause de paiement en espèces, ne peut avoir d'effet, en raison de la loi donnant cours forcé aux billets de banque. La Société débitrice se libérera valablement en payant à son obligataire, en livres papier, une somme égale au montant nominal des obligations litigieuses. La demanderesse est déboutée de sa demande.

§ 3. — Mentionnons enfin l'arrêt du Conseil Privé du Roi (Privy Council) du 12 avril 1934 (1), rendu sur appel de la Cour suprême de Chypre, dans l'affaire Banque Ottomane de Nicosia (appelante) c / Dascalopoulos.

Le défendeur était entré comme employé de la Banque Ottomane en 1905. Sa retraite avait été stipulée en livres turques qui, à cette époque, étaient des livres or. La livre turque s'est détachée de l'or pendant la guerre et s'est très fortement dépréciée. Le défendeur prit sa retraite en 1931 et prétendit recevoir le paiement, en livres de Chypre (équivalentes aux livres sterling), d'une somme calculée sur la base de la livre turque-or. Le Conseil Privé admit cette prétention et, reconnaissant en

(1) *Law Times Reports* t. 150, 1934, p. 151.

quelque sorte l'existence d'une clause-or tacite, condamna la Banque Ottomane à servir la pension de son employé en or ou sur la base de l'or.

Ainsi la clause-or est tantôt valable, tantôt nulle en droit anglais; c'est une question d'espèce. Elle produira effet chaque fois que les parties auront indiscutablement entendu se prémunir contre la dépréciation monétaire. La validité de la clause-or dépendra, par conséquent, de l'interprétation qu'en donneront les juges. Mais quel est le champ d'application de la loi anglaise sur le cours forcé? Les juges anglais, examinant la question de la validité de la clause-or, font-ils une distinction entre contrats internes et internationaux?

Dans l'affaire de la Société Intercommunale Belge d'Électricité, la société débitrice était étrangère; elle était domiciliée à l'étranger. Or, ni la Chambre des Lords, ni les juridictions inférieures n'ont pris ces faits en considération. De même, dans l'affaire de la New Brunswick Railway Company, le fait que la société débitrice était canadienne et qu'elle avait son siège au Canada, fut sans influence sur la décision du tribunal, du moins au point de vue juridique.

En effet, certaines considérations économiques n'ont peut-être pas été sans influence sur les décisions rendues en Angleterre en matière de clause-or. La New Brunswick Railway Company exerce toute son activité au Canada; elle touche tous ses bénéfices en dollars canadiens; or cette monnaie dont le sort est lié à celui de la monnaie anglaise, s'est également dépréciée; le Canada fait en effet partie du « bloc sterling » (Sterling Area). Aussi la décision de la King's Bench Division se justifie en équité, sinon en droit : la société débitrice qui touche

ses bénéfices en monnaie dépréciée paiera ses dettes également en monnaie dépréciée. Dans l'affaire Feist, au contraire, la société débitrice exerçait son activité en Belgique, pays qui faisait encore à cette époque partie du « bloc or »; la Société touchait ses revenus en monnaie-or, elle fut condamnée à payer ses obligataires sur la base de l'or. Y a-t-il un rapprochement à faire entre ces deux cas? Y a-t-il une distinction à établir entre les débiteurs domiciliés dans les pays du bloc sterling et ceux qui résident dans un pays à monnaie d'or? Et que décideront les tribunaux anglais lorsqu'il s'agira d'un paiement à faire à un créancier étranger résidant à l'étranger? Ces questions demeurent encore sans réponse. Pour le moment, semble-t-il, les lois monétaires anglaises sont applicables chaque fois que le droit anglais est compétent pour régir les effets d'un contrat.

CHAPITRE IV

LE DROIT BELGE

SECTION I

Les mesures prises en 1914 et la loi de stabilisation du 25 octobre 1926.

En 1914, dès le début de la guerre, le cours forcé des billets de banque fut décrété en Belgique. L'Arrêté Royal du 2 août 1914 dispose que « la Banque Nationale de Belgique est dispensée, jusqu'à nouvel ordre, de l'obligation de rembourser ses billets en espèces; les billets doivent être reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers, nonobstant toute convention contraire. » Cet arrêté fut consacré par une loi du 4 août 1914. Il est à rapprocher de la loi française du 5 août 1914.

La jurisprudence belge fut unanime à déclarer que les clauses espèces-or étaient nulles en vertu du cours forcé, mais la Cour de Cassation admit la validité des clauses valeur-or, fixant le montant de la dette sur la base de l'or ou d'une monnaie étrangère (1).

De pareilles clauses étaient donc valables, que le con-

(1) Cass. Belge, 30 mai 1929, *Belgique Judiciaire*, 1929, p. 403; Cour de Liège, 10 avril 1930, *Clunet*, 1930, p. 761.

trat eût été conclu entre Belges ou non, dût ou non être exécuté en Belgique. La jurisprudence belge différerait en cela de la jurisprudence française, qui déclarait les clauses valeur-or nulles en droit interne, valables en matière de paiements internationaux.

Mais les tribunaux belges ne se rallièrent pas sans réserve à la thèse de la Cour de Cassation et parurent subir l'influence de la jurisprudence française, surtout après la promulgation de la loi de stabilisation du 25 octobre 1926.

Les décisions relatives à l'emprunt du Congo de 1901 sont intéressantes à cet égard. Les coupons de cet emprunt étaient stipulés « payables en monnaie d'or ».

La Cour d'appel de Bruxelles, dans un arrêt du 2 octobre 1930, déclara la clause nulle et jugea que le montant nominal des coupons pouvait être valablement payé en billets de banque.

Examinant les effets des lois sur le cours forcé, l'arrêt déclare :

« Attendu que les dispositions en question ont établi le cours forcé et donné aux billets de banque valeur libératoire pour leur valeur nominale à l'égard de toute dette, fût-elle stipulée en monnaie métallique;

« Attendu, dès lors, que même si l'expression en monnaie d'or avait eu pour but, comme le soutiennent les appelants, de protéger le porteur contre la dévaluation monétaire, cette clause perdrait tout effet par application des lois et arrêtés de 1914, auxquels l'arrêté du 26 octobre 1926 dit expressément qu'il n'a rien été modifié en ce qui concerne la valeur libératoire.....

« Attendu qu'il serait vain de prétendre que la demande ne tombe pas sous l'application de ces lois parce

qu'elle a pour objet, non pas d'obtenir de l'or, mais les billets nécessaires pour acquérir, au cours du jour, la quantité d'or prévue, telle qu'elle résulte des lois monétaires de l'époque.

« Attendu, en effet, que c'est là faire abstraction de la valeur libératoire du billet de banque. »

L'affaire vint devant la Cour de Cassation belge qui, par un arrêt du 27 avril 1933, rejeta le pourvoi formé par les porteurs de titres de cet emprunt, pour les motifs suivants :

« Attendu que l'arrêt conclut de ces constatations souveraines, en respectant les termes de l'acte, qu'il ne s'agit pas d'un emprunt international, mais d'un emprunt entièrement émis et payable en Belgique.

« Attendu qu'aux termes de l'Arrêté Royal du 2 août 1914 et de l'article 7 de l'Arrêté du 25 octobre 1926, la clause de paiement en monnaie d'or, dans un tel contrat, est nulle et de nul effet, alors même que les parties auraient l'intention, comme le prétendent les demandeurs, de garantir les emprunteurs contre la dévaluation monétaire;

« Attendu, en effet, que ce dernier arrêté a créé la fiction de l'équivalence du franc actuel et du franc d'avant guerre, en ce sens que le franc nouveau peut servir à exécuter les obligations contractées en francs sous la législation antérieure, exactement comme si le franc nouveau renfermait la même quantité de métal précieux que l'ancien... »

Un revirement semble donc s'être produit dans la jurisprudence de la Cour de Cassation belge et la solution adoptée aujourd'hui est identique à celle qui est admise par nos tribunaux : les clauses-or conclues antérieure-

ment à la loi de stabilisation, c'est-à-dire en période de cours forcé, sont nulles en matière interne, valables en matière internationale.

Seulement le critérium du paiement international n'est peut-être pas le même en Belgique qu'en France.

Dans l'affaire de l'emprunt du Congo, les obligations et les coupons étaient stipulés payables à Bruxelles et à Paris (option de place) et pourtant la Cour de Cassation belge a décidé, qu'en l'espèce, il ne s'agissait pas d'un paiement international.

Le cours forcé prit fin en 1926. L'Arrêté Royal du 25 octobre 1926 intervint pour stabiliser le franc belge. Celui-ci fut de nouveau rattaché à l'or; sa teneur en or fut fixée au 1/7 de sa teneur ancienne.

L'article 8 de cet arrêté abolit le cours forcé; la Banque Nationale sera tenue d'effectuer le remboursement de ses billets, à vue, soit en argent, à sa valeur-or, soit en devises-or sur l'étranger au choix de la Banque.

L'article 7 dispose que « les billets émis par la Banque continuent à avoir leur cours légal », et que « rien n'est modifié, par le présent arrêté, aux lois existantes quant à la force libératoire de ces billets et à l'obligation, pour les caisses publiques et les particuliers, de les recevoir comme monnaie légale nonobstant toute convention contraire. »

Donc, comme en France, le cours légal des billets de banque est maintenu, le cours forcé aboli.

Les clauses-or postérieures à cette loi sont évidemment valables, tant en droit interne qu'en droit international (1).

(1) Les tribunaux belges admettent d'ailleurs cette validité d'une façon très large. Cf. Trib. Bruxelles, 5 mai 1934, S. 1934.4.21.

Le sort des clauses antérieures à la loi de 1926 n'a pas changé : elles seront, d'après le dernier état de la jurisprudence belge, nulles en droit interne, valables en droit international.

SECTION II

L'Arrêté Royal du 11 avril 1935.

La monnaie belge a subi une nouvelle dévaluation en 1935. En effet, la loi monétaire du 30 mars 1935 et l'Arrêté Royal du 31 mars 1935 ont modifié la parité-or du franc belge, en la ramenant de 0 gr. 209211 par belga à 0 gr. 150632.

De plus, la Belgique a expressément abrogé la clause-or dans certains contrats, tout comme les États-Unis.

La loi du 15 mars 1934 (art. 6) prévoit que le Roi pourra prendre, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les mesures utiles à l'adaptation aux circonstances des contrats contenant des prestations périodiques. C'est en vertu de cette loi que fut prit l'Arrêté Royal n° 158, du 12 avril 1935 abolissant la clause-or dans les contrats de ce genre (1). Voici le texte de cet arrêté :

« ARTICLE PREMIER. — Lorsque dans les contrats de location d'immeubles, d'emphythéose ou de prêt, conclus antérieurement au 31 mars 1935, les obligations du débiteur sont stipulées soit en une quantité d'or, soit en francs avec clause de garantie par référence à l'or, le débiteur ne doit que la somme numérique de francs qui, à la parité-or définie par l'Arrêté Royal du 25 octobre

(1) *Moniteur Belge*, n° 102 du 12 avril 1935, p. 2452.

1926 correspond à ses obligations, et il ne doit que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

« ART. 2. — Lorsque dans les contrats de location d'immeubles, d'emphythéose ou de prêt, conclus antérieurement au 31 mars 1935, les obligations du débiteur sont stipulées en francs avec clause de garantie par référence à une monnaie étrangère, le débiteur ne peut être tenu de payer, en raison de cette clause, une somme numérique de francs supérieure à celle qui, au cours du change au 1^{er} mars 1935, correspond à ses obligations, et il ne doit que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

« ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté ne modifient aucune des obligations résultant d'emprunts conclus ou garantis par l'État, la Colonie, les provinces ou les communes.

« ART. 4. — Le présent arrêté sortira ses effets à partir du 31 mars 1935.

« Nos ministres de la Justice et des Finances sont chargés de son exécution. »

Ce texte appelle quelques observations :

1^o La clause-or n'est abrogée que dans certains contrats, qui comportent des prestations périodiques : baux, emphythéoses et prêts; c'est en effet dans les conventions de ce genre que la clause-or est le plus fréquemment employée. Hors de ces trois cas, la clause-or peut être valablement stipulée; un contrat de vente, par exemple, pourra la comporter. De plus, la clause-or demeure valable en ce qui concerne les emprunts émis par certaines collectivités de droit public : l'État, la Colonie belge du Congo, les provinces et les communes.

2° Les clauses qui sont déclarées nulles sont :

- 1) la clause or-espèces;
- 2) la clause valeur-or (obligations stipulées « en francs avec clause de garantie par référence à l'or »).

3. la clause de paiement en francs « avec garantie par référence à une monnaie étrangère ». Sera nulle, par exemple, la clause stipulant un paiement en francs d'une somme qui subira une augmentation proportionnelle à la hausse de la livre sterling sur le marché des changes.

La clause de paiement en monnaie étrangère n'est pas visée par cet Arrêté. Le rapport au Roi qui le précède contient le passage suivant : « Le projet d'arrêté ne vise pas non plus les contrats dans lesquels les obligations du débiteur sont stipulées en nature ou par référence aux prix des denrées, ni ceux où les obligations ne sont stipulées qu'en monnaie étrangère.la stipulation d'une monnaie étrangère n'est pas une clause de sauvegarde; elle est la clause essentielle du contrat; les parties non seulement n'ont point traité en monnaie belge, mais le sort de cette monnaie a été délibérément exclu des prévisions du contrat. »

Sont donc valables les clauses de paiement en monnaie étrangère, ainsi que les clauses d'option de change. Mais la clause d'option de change ne peut jouer le rôle de clause de garantie contre la dévaluation du franc; elle sera considérée simplement comme une stipulation de paiement en monnaie étrangère.

Les seules clauses annulées sont celles qui pourraient avoir pour résultat le paiement, par le débiteur, d'un nombre de francs belges supérieur au montant nominal de la créance.

Rappelons qu'en France, au contraire, les clauses de

paiement en monnaie étrangère ont été assimilées aux clauses-or et annulées par la jurisprudence, la solution française est critiquable, car le créancier qui stipule en monnaie étrangère ne le fait pas toujours pour échapper à la dépréciation de la monnaie nationale et, d'autre part, il encourt le risque des fluctuations de valeur de la monnaie en laquelle il stipule.

Aux États-Unis, rappelons-le, la validité des contrats libellés en monnaie étrangère est controversée. L'arrêt belge est plus précis, à ce sujet, que la Joint Resolution.

4. L'arrêt ne fait pas de distinction entre les contrats internes et les contrats internationaux.

Mais le Rapport au Roi contient le passage suivant : « Les dispositions du projet d'arrêt ne peuvent, évidemment recevoir d'application aux contrats qui ne sont régis que par une loi étrangère. L'article 3 du projet, qui dispose que les prescriptions de l'arrêt ne modifient aucune des obligations résultant d'emprunts conclus ou garantis par l'État, la colonie, les provinces et les communes, est une application de ce principe. La stipulation d'une clause de garantie n'a été généralement prévue, en effet, dans ces emprunts, que lorsqu'ils étaient soumis à une législation étrangère. Mais le texte de l'article 3 est général; il s'applique aux emprunts conclus ou garantis par l'État, la colonie, une province ou une commune, alors même que ces emprunts sont soumis à la loi belge. Le gouvernement croit, en effet, qu'il n'est pas équitable que les pouvoirs publics belges traitent différemment les porteurs de titres des emprunts de la première et de la seconde catégorie.

Enfin cette disposition est rétroactive :

a) en ce sens qu'elle produira effet à une date antérieure à sa promulgation, et

b) parce que, de même que la Joint Resolution, elle modifie des obligations qui avaient été valablement contractées sous le régime des lois antérieures.

L'abrogation expresse de la clause-or est un fait nouveau en Belgique. Nous ne savons pas encore quelles seront les répercussions de l'Arrêté Royal Belge du 12 avril 1935.

CHAPITRE V

LE DROIT ÉGYPTIEN

SECTION I

Le décret du 2 août 1914 (1).

Le régime monétaire de l'Égypte présentait avant la guerre certaines particularités qu'il convient de rappeler. La monnaie égyptienne se composait de la livre-or et de la pièce d'or de 50 piastres. Les billets de la National Bank of Egypt n'avaient pas cours légal. Les pièces d'or des pays de l'Union latine, équivalant à la pièce française de 20 francs, étaient admises dans la circulation sur le territoire égyptien au taux uniforme de L. E. 0,7715, en vertu d'une ordonnance de 1834 et du décret du 14 novembre 1885. La livre sterling or était également admise à la circulation. Ces monnaies avaient été tarifées d'après le rapport de leur poids d'or à celui de la livre égyptienne d'or.

Au lendemain de la guerre, le Gouvernement égyptien instituait le cours légal et le cours forcé des billets de la National Bank of Egypt, par le décret du 2 août 1914, ainsi conçu :

« Nous, Khédive d'Égypte :

(1) Cf. La loi égyptienne sur le cours forcé. Son application aux conventions de droit interne et aux rapports internationaux, *Clunet*, 1935, p. 1103.

« Vu l'article 2 de Notre Décret du 25 juin 1898, instituant la National Bank of Egypt;

« Considérant que les graves événements qui bouleversent l'Europe ont leur répercussion en Égypte;

« Que, dans ces conditions, pour prévenir et conjurer une crise monétaire possible, il est indispensable et urgent de raffermir la situation financière du pays, en défendant le crédit public contre les spéculations illégales et les paniques injustifiées;

« Considérant qu'à cet effet, il y a lieu de maintenir autant que possible la circulation monétaire normale en empêchant l'accaparement et le retrait du numéraire, et en maintenant la réserve d'or nécessaire pour la régularité de cette circulation;

« Considérant qu'il y aurait péril en la demeure;

« Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de notre Conseil des Ministres;

« Décrétons :

« **ARTICLE PREMIER.** — Les billets (banknotes) de la National Bank of Egypt ont la même valeur effective que les espèces d'or ayant cours légal en Égypte. En conséquence et jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, tous paiements effectués au moyen desdits billets, pour quelque cause et valeur que ce soit, seront effectifs et libératoires au même titre que s'ils étaient faits en or, nonobstant toutes clauses ou conventions contraires existantes ou à intervenir entre les intéressés.

« **ART. 2.** — La National Bank of Egypt est autorisée provisoirement et jusqu'à nouvel ordre à différer le remboursement des billets qui lui seront présentés à cet effet. »

Ce décret contient donc trois dispositions.

1° Il donne cours légal aux billets de la National Bank of Egypt qui jusque-là n'avaient que cours facultatif.

2° Il établit le cours forcé de ces billets.

3° Enfin, il abroge expressément les clauses-or dans les contrats en cours et les interdit pour l'avenir.

Ce décret a posé plusieurs questions.

1° L'abrogation de la clause-or est-elle constitutionnelle? Cette mesure a-t-elle été valablement prise par le gouvernement égyptien?

2° La clause-or, en admettant qu'elle ait été valablement abrogée en droit interne, demeure-t-elle licite dans les rapports internationaux.

Ces problèmes cependant ne se sont guère posés avant 1931. En effet, le cours de la livre égyptienne a été lié à celui de la livre sterling par une loi du 30 octobre 1916, qui autorisait la National Bank of Egypt à remplacer, en partie, la couverture-or de ses billets par des Bons du Trésor Britannique. La monnaie égyptienne ne se déprécia pas tant que la Grande-Bretagne demeura fidèle à l'étalon-or. Mais lorsque la livre sterling fut dévaluée en septembre 1931, de nombreux conflits surgirent relativement à l'application du décret du 2 août 1914.

§ 1. — Le décret du 2 août 1914 est-il constitutionnel? Est-il applicable aux étrangers? En Égypte, en effet, le système des Capitulations donne lieu à certaines difficultés. Aux termes de l'article 12 du Code civil égyptien mixte, et en exécution d'accords internationaux, certaines lois, notamment celles qui modifient la législation existante, doivent, pour être applicables aux étrangers, être approuvées par les États Capitulaires, représentés par l'Assemblée législative de la Cour d'appel mixte.

Mais il est d'autres lois, que l'État Égyptien peut édicter en pleine indépendance envers les étrangers au même titre qu'envers les Égyptiens, à la seule condition qu'elles ne portent pas atteinte aux droits et immunités qui leur sont reconnus par les Capitulations, et à la législation mixte : telles sont par exemple les dispositions d'ordre monétaire. Or le décret du 2 août 1914 n'avait pas été soumis à l'Assemblée législative de la Cour d'Appel mixte, le gouvernement égyptien considérant qu'au titre de loi monétaire, il pouvait être promulgué en dehors de tout contrôle international.

La validité de la disposition édictant le cours forcé ne fit aucun doute. Mais, par contre, la question de la validité de la disposition abrogeant la clause-or fut vivement controversée. Si cette mesure est un loi monétaire elle est valable. Si, au contraire, on considère qu'elle modifie rétroactivement les obligations des débiteurs, qu'elle touche au droit des contrats, elle est nulle en ce qui concerne les étrangers, comme constituant une modification de la législation égyptienne mixte.

Les tribunaux rendirent en cette matière des jugements contradictoires.

Plusieurs décisions admirent la validité de cette mesure : Tribunal Civil d'Alexandrie (1^{re} Chambre) 3 mars 1934 (1). Tribunal Civil de Mansourah 20 juin 1934 (2). Tribunal de commerce de Mansourah 20 décembre 1934 (3); ce dernier jugement décide que « le décret du 2 août 1914 en tant que règle de droit interne, s'applique

(1) *Clunet*, 1934, p. 1114.

(2) *Clunet*, 1934, p. 1010.

(3) Société Immobilière de l'Avenue de la Reine Nazli c/ Caisse Hypothécaire d'Égypte. *Journal des Tribunaux mixtes d'Égypte*, 11/12 mars 1935, n° 1873.

dans toutes ses dispositions, et sans distinction de nationalité, à tous les habitants du territoire égyptien. »

D'autres décisions se prononcèrent en sens contraire : le Tribunal Civil d'Alexandrie (2^e Chambre), le 21 mars et le 4 avril 1933 (1), déclara que la clause-or demeurerait valable en droit interne nonobstant le cours forcé. Le Tribunal civil du Caire (1^{re} Chambre), le 8 juin 1933 (2), se prononça dans le même sens; un autre jugement du Tribunal civil du Caire (3^e Chambre), du 19 mars 1935 (3), contient des motifs intéressants :

« Il est hors de doute que le droit régalien de battre monnaie, le droit de déterminer et authentifier la monnaie nationale, sont des attributs de la souveraineté dont l'exercice n'est nullement limité à l'État égyptien par les Capitulations, ni par la législation mixte. Il ne serait, en effet, nullement aisé de soutenir que ces capitulations et cette législation reconnaissent en Égypte, aux étrangers, le droit à un régime monétaire déterminé. D'où la conséquence que toute loi égyptienne sur le régime monétaire oblige les étrangers au même titre que les indigènes...

« Or, si le cours forcé qui se limite à suspendre la convertibilité de la monnaie de papier ne se heurte à aucun privilège capitulaire, ni à aucune disposition de la loi mixte, il n'en est pas également ainsi quant à la disposition contenant défense de toute clause « or » ou « valeur or ». Car cette disposition comporte une modification substantielle au principe fondamental en matière

(1) *Clunet*, 1933, p. 1058.

(2) *Clunet*, 1933, p. 1061.

(3) *Clunet*, 1935, p. 1076. *Journal des Tribunaux mixtes*, 27/28 mai 1935, n° 1906.

d'obligation, de la liberté des conventions et de l'autonomie de la volonté, lequel résulte des articles 199 et 200 du Code civil mixte. »

Il est vrai que l'abolition de la clause-or avait été édictée comme une conséquence de la promulgation du cours forcé. Mais le Tribunal déclare que ce fait n'a pas pour résultat de rendre cette abolition plus valable.

« Le Gouvernement égyptien est donc parfaitement libre de fixer de sa propre volonté et souverainement ce qui est la monnaie et ce qui circulera comme monnaie, mais non pas ce que les parties, en vertu des dispositions formelles de la loi mixte, déterminent souverainement comme montant de leurs obligations. »

De plus le Tribunal, contrairement à la jurisprudence française, déclare que la validité de la clause-or n'est nullement incompatible avec le régime du cours légal et du cours forcé. « Il est hors de doute que la clause-or effectif est nulle en période de cours forcé; les clauses valeur-or sont parfaitement valables (1). »

La Cour d'appel mixte n'a pas encore eu à statuer sur la controverse. La question de la constitutionnalité du décret du 2 août 1914, et de son applicabilité aux étrangers, n'est donc pas encore définitivement tranchée.

§ 2. — *La validité de la clause-or dans les rapports internationaux.* — Les tribunaux égyptiens, suivant en cela l'exemple des tribunaux français, ont été unanimes à proclamer que la clause-or demeurerait valable dans les contrats internationaux. De nombreuses décisions ont été rendues à ce sujet :

(1) Voir dans le même sens Tribunal Civil du Caire, 16 avril 1935.

1^o Tribunal civil mixte du Caire, 21 janvier 1932 (1). Commissaires de la Dette Publique égyptienne c / Gouvernement égyptien.

Les titres de la Dette publique étaient libellés en livres sterling or. L'article 3 de la loi du 28 novembre 1904 relatif à la Dette égyptienne est ainsi conçu : « les coupons sont payables et les titres remboursables en or sans aucune déduction ». En octobre 1931, à la suite de la baisse de la livre anglaise qui avait entraîné celle de la livre égyptienne, le Gouvernement égyptien déclara qu'il entendait désormais assurer le Service des Dettes Unifiée, Privilégiée et Garantie, en livres sterling papier. Il fut assigné par les commissaires français et italien de la dette ainsi que par d'autres parties, qui soutenaient que les titres et les coupons étaient payables en or. Le Tribunal décida qu'il s'agissait d'une clause valeur-or, reconnut sa validité au regard de la loi égyptienne, et admit la prétention des demandeurs.

2^o Tribunal mixte du Caire (1^{re} Chambre civile), 16 février 1933. Affaire des obligations à lots du Crédit Foncier égyptien (2).

Le Crédit foncier égyptien avait émis des obligations foncières de 250 francs, au cours des années 1886-1903-1911, payables en Égypte au pair et en Europe au cours du change sur Paris. Le Tribunal, après avoir reconnu l'existence d'une clause valeur-or, déclare :

« Attendu que le Crédit foncier égyptien excipe du décret du 2 août 1914, qui a donné cours légal et forcé aux billets de la National Bank of Egypt, pour soutenir,

(1) *Clunet*, 1933, p. 428.

(2) Gabriel Atallah & autres c / Crédit Foncier Égyptien. *Clunet*, 1933 p. 437.

également à tort, qu'en tous cas la clause-or serait inopérante et sans effets, en l'état de l'interdiction législative d'effectuer des paiements comportant un agio sur la monnaie légale;

« Mais le Tribunal rappelle la jurisprudence tant égyptienne qu'étrangère — France — ou internationale — Cour permanente de La Haye — décidant que la stipulation de paiement or reste valable lorsqu'il s'agit d'un contrat international, ce qui est le cas en l'espèce. » Le Crédit foncier égyptien est condamné à assurer le service de ses emprunts à la parité de l'or, et cela, soit qu'il s'agisse de paiements à faire à l'étranger, soit qu'il s'agisse de paiements en Égypte, étant donné la nécessité d'assurer une égalité de traitement aux porteurs des mêmes titres, qui doivent recevoir partout la même valeur, quelles que soient les espèces.

3^o Tribunal mixte du Caire (1^{re} Chambre civile) 5 juin 1933 (1). Affaire des obligations sans lots du Crédit foncier égyptien. Le Tribunal déclare que « les lois sur le cours forcé, qui sont des lois de défense nationale financière, sont de par cette nature même, du ressort exclusivement territorial, et ne s'appliquent pas aux titres internationaux, quel que soit parmi les divers lieux de paiement indiqués, celui où le porteur réclame son dû. »

4^o Le tribunal mixte d'Alexandrie (1^{re} Chambre civile) 3 mars 1934 (2) décide, à propos d'une stipulation de paiement en monnaie étrangère, que « l'institution du

(1) N. Sursock et Fils & autres c/ Crédit Foncier Égyptien. *Clunet*, 1933, p. 1060; *Journal des Tribunaux mixtes*, 9-10 juin 1933.

(2) *Clunet*, 1934, p. 1014. *Journal des tribunaux mixtes*, 6 mars 1934.

cours forcé ne s'applique qu'aux relations de droit interne et ne régit pas un titre international. »

5^o Tribunal mixte du Caire (1^{re} Chambre civile); 25 mars 1935. Affaire des obligations de l'Agricultural Bank of Egypt (1).

L'Agricultural Bank of Egypt avait contracté, en Angleterre, des emprunts en livres sterling or, au cours des années 1904-1905-1906-1907 et 1908. Les titres contenaient la mention « en or »; le principal et les intérêts étaient payables à Londres et au Caire, ou dans tout autre lieu qui serait ultérieurement désigné. Après la baisse de la livre sterling, la banque prétendit que la loi anglaise lui permettait de procéder au remboursement de ses obligations sur la base de la livre papier.

Elle fut assignée par plusieurs de ses obligataires, qui demandaient à être payés en livres sterling à la parité de l'or. Le Tribunal donna raison aux porteurs, en invoquant les motifs suivants :

Le contrat d'emprunt est soumis à la loi égyptienne et non pas à la loi anglaise comme l'a prétendu la défenderesse. « Il n'est en effet même pas concevable qu'une société anonyme, autorisée par le Gouvernement égyptien et qui a son siège social et son exploitation en Egypte, soit assujettie, en sus de la législation égyptienne que ses statuts rappellent, à celle anglaise, par le simple fait, non exceptionnel d'ailleurs, d'avoir libellé ses titres en monnaie britannique...

« Quant à l'émission en Angleterre des titres d'une société anonyme créée pour fonctionner exclusivement en Égypte, la seule conséquence qui en découle, c'est que

(1) Affaire Maurice Farahat-Lévy c/ Agricultural Bank of Egypt. *Journal des Tribunaux mixtes*, 3/4 avril 1935.

ces titres sont soustraits, quant à la valeur de la monnaie y indiquée, à la loi monétaire locale, sans pourtant qu'ils soient soumis à celle anglaise, le recours aux capitaux étrangers réalisant le phénomène de « flux et reflux au-dessus des frontières » que le Procureur Général de la Cour de Cassation de France a signalé comme l'une des causes de l'internationalisation des opérations financières qui donnent lieu à émission de titres. »

L'arrêt semble donc décider que les parties peuvent faire en droit international toutes les stipulations qu'il leur plaira. En effet nous trouvons, un peu plus loin, la phrase suivante : « Le Tribunal a la conviction que les rapports entre l'Agricultural Bank of Egypt et ses obligataires sont régis par la clause-or, ainsi que la demanderesse et l'intervenante l'affirment. » Il y a là un abus manifeste de la théorie de l'autonomie de la volonté; le contrat échapperait ainsi à la fois à l'empire de la loi anglaise et à celui de la loi égyptienne.

Il est vrai que le Tribunal justifie, un peu plus loin, d'une façon meilleure, l'inapplicabilité des lois anglaises et égyptiennes sur le cours forcé : « la loi anglaise, qui ne peut pas régir les titres d'une société que ses statuts placent exclusivement sous l'empire de la législation égyptienne mixte, doit fournir simplement l'indication de la valeur de la monnaie en laquelle, à l'époque de l'émission, ont été libellées les obligations en question. »

Quant au décret égyptien du 2 août 1914, il est inapplicable, mais seulement en raison du caractère international du contrat d'emprunt :

« Ainsi que le tribunal de céans a eu l'occasion de l'affirmer dans ses jugements ci-haut rappelés, les lois et décrets qui établissent le cours forcé sont, comme toute

autre disposition en matière monétaire, inapplicables aux paiements dus en exécution de contrats internationaux nantis de la clause-or, et cela pour le motif que ces lois et décrets sont, de par leur nature, d'ordre et de ressort strictement territorial, en vertu du principe de droit public que ce n'est qu'entre les limites de ses propres frontières que chaque État peut exercer l'attribut souverain de réglementer son système monétaire, en fixant le titre, poids et frappe de ses espèces métalliques et en admettant à la circulation légale ou forcée, sa monnaie papier.

« S'il en était autrement les effets du cours forcé établi dans un pays s'étendraient en dehors du territoire, au mépris de la présente règle fondamentale de droit public.

« La jurisprudence, après les fluctuations inévitables, en une matière qui touche à des questions très compliquées, a fini par affirmer, en application de ce même principe, que les paiements dus en force de contrats internationaux stipulés en or, sont soustraits aux lois nationales sur le cours forcé. »

Ainsi tous les tribunaux étaient bien d'accord sur ce point : le décret du 2 août 1914 n'est pas applicable aux rapports internationaux. C'est pour lutter contre cette jurisprudence, pour mettre fin à cette interprétation, que fut pris le décret-loi du 2 mai 1935.

SECTION II

Le décret-loi du 2 mai 1935.

§ 1. — Le décret-loi n° 45 du 2 mai 1935 (1) fut pris sur les instances et dans l'intérêt de plusieurs grands

(1) *Journal des Tribunaux mixtes*, 6/7 mai 1935, n° 1897, p. 9. *Bulletin de l'Institut Juridique International* 33 (juillet 1935), p. 94.

établissements égyptiens, qui, en vertu de la jurisprudence précitée, avaient été condamnés à payer leurs obligataires sur la base de l'or, et qui, d'autre part, ne percevaient leurs revenus qu'en monnaie dépréciée. Il en était notamment ainsi du Crédit Foncier égyptien dont tous les revenus provenaient de prêts hypothécaires. Le Gouvernement égyptien, désireux de venir en aide à cet établissement et d'obtenir de lui des concessions en faveur des débiteurs fonciers, promulgua un nouveau décret, qui, sous prétexte d'interpréter le décret du 2 août 1914, déclare les clauses-or nulles même en matière internationale.

Voici les parties essentielles de ce décret :

« Nous, Fouad I^{er}, Roi d'Egypte,

« Vu notre Rescrit n° 67 de 1934

« Vu le décret du 2 août 1914 établissant le cours forcé des banknotes de la National Bank of Egypt;

« Considérant qu'il y a lieu de préciser, dans l'ordre monétaire égyptien, les effets des clauses-or stipulées dans les contrats comportant des paiements internationaux et libellés en livres égyptiennes, en livres sterling ou en une autre monnaie étrangère ayant eu cours légal en Égypte (franc ou livre turque).

« Sur la proposition de nos Ministres de la Justice et des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

« Décrétons :

« ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées nulles et de nul effet les clauses-or stipulées dans les contrats qui comportent des paiements internationaux et qui sont libellés en livres égyptiennes, en livres sterling ou en une

autre monnaie ayant eu cours légal en Égypte (franc ou livre turque) ».

Donc, contrairement à la loi française du 25 juin 1928, le décret renverse la jurisprudence antérieure relative à la validité de la clause-or dans les contrats internationaux. Cette disposition est interprétative, donc rétroactive.

De plus, ce décret applique le cours forcé aux monnaies étrangères admises en Égypte dans la circulation (livre sterling, franc, livre turque) et ayant joué pratiquement jusqu'en 1914, le rôle de monnaies à cours légal.

Ce décret est précédé d'une note explicative, qui s'élève contre l'interprétation des tribunaux, inspirée par la jurisprudence française. D'après cette note, la situation n'est pas la même en Égypte qu'en France : à la différence de la loi française, le décret égyptien du 2 août 1914 a expressément annulé la clause-or. De plus la jurisprudence française est conforme aux intérêts du pays, la France étant créancière et non débitrice de l'étranger. « En présence de ce texte où le législateur égyptien a nettement fixé sa pensée, la jurisprudence française, basée sur des considérations tirées de l'économie nationale, est sans aucune application possible en Égypte. »

§ 2. — Plusieurs questions se posent à propos de ce décret :

A. — Cette mesure est-elle constitutionnelle? Est-elle applicable aux étrangers? En effet le décret du 2 mai 1935, de même que celui du 2 août 1914, n'a pas été approuvé par l'Assemblée législative de la Cour d'appel mixte. Le Gouvernement égyptien peut-il, de sa propre

autorité, sous prétexte d'édicter une disposition d'ordre monétaire, modifier la législation égyptienne mixte? Le problème, nous l'avons vu, s'est posé à propos du décret de 1914 et n'a pas encore été tranché par la Cour d'appel mixte; il se pose de nouveau, à plus forte raison, à propos du décret du 2 mai 1935.

B. — Quel sera l'effet du nouveau décret sur les procès en cours. Que décideront les juges en matière de contrats internationaux, et de dettes contractées en monnaies étrangères? Nous allons étudier à ce sujet quelques décisions intéressantes, rendues depuis la promulgation de ce décret.

1^o Arrêt de la Cour d'appel d'Alexandrie, 18 février 1936 (1). Affaires des obligations à lots et sans lots du Crédit foncier égyptien et affaire des obligations 3 1/2 % de la Land Bank of Egypt.

Nous allons résumer l'arrêt rendu dans l'affaire des obligations à lots du Crédit Foncier égyptien. Les deux autres arrêts, rendus en même temps que le premier, sont rédigés en termes à peu près identiques.

Le Crédit Foncier avait fait appel du jugement du Tribunal civil mixte du Caire du 16 février 1933 (2), qui l'avait condamné à payer ses obligataires sur la base de l'or.

La Cour limite le litige aux questions suivantes :

- a) Quelle est la nature du contrat dont s'agit;
- b) Quelle est la loi applicable au contrat;
- c) Quelle est la monnaie stipulée;
- d) Quelle est, sur la monnaie contractuelle, l'influence

(1) *Journal des Tribunaux mixtes*, 13/14 mars 1936.

(2) Voir *suprà*, p. 68.

des lois monétaires égyptiennes qui ont édicté le cours forcé et aboli les clauses-or.

a) Sur la nature du contrat. La Cour observe que la dénomination contrats internationaux est empruntée au droit public et ne peut s'appliquer à des contrats entre particuliers. Il en résulte deux propositions : « En premier lieu, ces contrats qui, d'après leur nature, ne sauraient pas trouver leur règlement sur le plan supérieur des rapports entresouverainetés étatiques indépendantes, ne peuvent être régis que par une loi nationale... En second lieu, le titre dans lequel la stipulation contractuelle est insérée, sera régi par la même loi nationale qui régit le contrat » et la Cour ajoute que les titres dits internationaux n'échappent nullement » à l'autorité des lois nationales qui en gouvernent la création, la vie, l'exécution et l'extinction. »

Il faudra, dans chaque cas, rechercher quelle est la loi applicable au rapport. Cette conception est, selon nous, extrêmement juste. Elle marque une réaction contre l'abus qu'avaient fait les tribunaux du principe de l'autonomie de la volonté (1).

b) Sur la loi applicable au contrat. La Cour décide que la loi égyptienne est applicable en l'espèce, parce qu'elle est à la fois la loi du pays du débiteur, la *lex loci contractus* et la *lex loci solutionis*, qu'il s'agit de titres au porteur et enfin parce que les parties n'ont pas fait de stipulation contraire.

Ces différents points seront étudiés dans la deuxième partie, relativement aux conflits de lois. Ce qui nous intéresse, pour le moment, c'est le domaine d'application de la loi égyptienne.

(1) Voir deuxième partie, chapitre I.

c) Sur la substance de la dette : la Cour recherche quelle est la monnaie du contrat et décide que c'est le franc égyptien, représenté aujourd'hui, comme il était représenté à l'époque des émissions litigieuses, par la somme invariable de Piastres 3,8575.

d) Quelle est la portée des lois monétaires égyptiennes sur les droits des obligataires. Cette partie de l'arrêt est la plus intéressante.

En premier lieu y a-t-il clause-or en l'espèce? « La Cour ne croit pas qu'il soit nécessaire, ni même utile, de s'arrêter à un tel examen. Car, même en admettant que la clause-or existe, elle serait inopérante aux termes du décret-loi n° 45 du 2 mai 1935. Ce décret constitue une mesure d'ordre public, à laquelle ne peuvent déroger les conventions particulières.

Pour écarter l'application du décret les obligataires excipent :

1° de la territorialité du décret,

2° de sa légalité,

3° de l'intangibilité des droits acquis des étrangers auxquels l'application du décret porterait atteinte :

1° Sur la territorialité du décret.

La Cour fait les observations suivantes :

« Toute loi est territoriale, puisque la souveraineté dont elle émane ne saurait exercer aucun pouvoir au-delà des limites géographiques de son étendue. Le principe ne peut donc être raisonnablement invoqué que :

« soit pour en déduire la conséquence qu'une loi de cours forcé ne peut pas être utilement invoquée devant les juridictions qui relèvent d'une souveraineté autre que celle dont relèvent ces juridictions;

« soit pour en déduire la conséquence qu'une loi de

cours forcé ne peut pas être utilement invoquée à l'égard d'un rapport juridique destiné à produire ses effets au delà du territoire dans lequel la loi de cours forcé a été édictée.

« Or, la première de ces propositions n'est d'aucune portée en l'espèce, puisque la loi du cours forcé est invoquée devant la juridiction qui relève de la même souveraineté dont elle émane. On demande que, en Égypte, une loi égyptienne soit appliquée. Le juge qui exerce sa fonction en Égypte ne peut que l'appliquer.

« L'autre proposition tombe sous le même sort. Il s'agit en effet, ainsi qu'il a été démontré, d'un rapport juridique dont on discute les effets dans les limites territoriales du pays même qui est régi par la loi du cours forcé, c'est-à-dire dans la sphère d'application territoriale propre de cette loi. Le principe de territorialité est donc un élément impératif, et non pas une circonstance exclusive de l'application du décret. »

La Cour fait donc ici une distinction très nette entre les cas où le juge doit appliquer la loi nationale (comme dans l'espèce) et les cas où il s'agit de l'application d'une loi étrangère.

2^o Sur la légalité du décret : La Cour décide que le décret dont il s'agit est une disposition d'ordre monétaire, donc applicable aux étrangers.

3^o La Cour déclare enfin que le principe de la non rétroactivité des lois s'impose au juge, mais non au législateur.

La Cour infirme donc le jugement du tribunal de première instance et déboute les obligataires. Le service de l'emprunt sera valablement assuré en monnaie égyptienne dépréciée.

Ainsi la Cour reconnaît qu'en vertu du décret du 2 mai 1935, les clauses-or sont maintenant nulles en droit égyptien, aussi bien en matière internationale qu'en droit interne.

2^o Arrêt de la Cour d'appel mixte d'Alexandrie du 15 février 1936 : Affaire de la Dette Publique égyptienne.

La Cour d'appel mixte décide que les Tribunaux mixtes n'ont pas pouvoir de juridiction pour examiner les demandes présentées à l'origine par les commissaires français et italien de la Dette publique ainsi que par d'autres parties, qui prétendaient que l'intérêt de la Dette était payable en or. De ce fait, la décision du Tribunal mixte du Caire, rendue le 21 janvier 1932 (1) se trouve invalidée.

Les milieux égyptiens ont été très satisfaits de ce jugement car, si la Cour d'Appel avait confirmé le jugement du Tribunal de première instance, les finances égyptiennes auraient été gravement atteintes.

Cet arrêt de la Cour d'Alexandrie ne constitue cependant qu'une décision d'incompétence. Le litige demeure donc entier. La question va être maintenant discutée par voie diplomatique; faute d'un accord, elle sera sans doute portée devant la Cour permanente de Justice Internationale de La Haye.

§ 3. — Le décret-loi du 2 mai 1935 et la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez (2).

La Compagnie du canal de Suez est une société égypt-

(1) Voir *suprà*, p. 68.

(2) V. *Journal des Tribunaux mixtes*, 21 /22 juin 1935, n° 1917. Déclarations du Marquis de Vogüe, président du conseil d'administration de la Compagnie de Suez, à l'Assemblée Générale tenue à Paris le 3 juin 1935. Et *Journal des Tribunaux mixtes*, 1^{er} août 1935, n° 1934.

tienne (1). Il est intéressant de se demander quelles seront les répercussions du nouveau décret égyptien sur une compagnie dont le caractère universel et l'importance sont bien connus.

Or, d'une part, la Compagnie touche les droits de transit d'après un tarif fixé sur la base de l'or. D'autre part, elle a été condamnée par la Cour d'appel d'Alexandrie (2), à payer ses obligataires en francs-or.

Au sujet de l'obligation de payer en francs-or, la question qui se pose est la suivante : le décret du 2 mai 1935 peut-il affecter les rapports déjà réglés par des décisions judiciaires passées en force de chose jugée, et rendues elles-mêmes en l'état du décret du 2 août 1914?

Il semble que si le décret de 1914 n'était pas applicable à la Compagnie, le décret de 1935 ne doive pas la toucher davantage. Cependant la Compagnie de Suez a dû décider de suspendre, pour le moment, le service de ses obligations à la parité de l'or, sous réserve expresse des droits des porteurs (3). Un procès lui a été intenté par un des obligataires (4), qui soutient notamment que le législateur ne peut étendre sa souveraineté à une monnaie étrangère (il s'agit, rappelons-le d'obligations libellées en francs).

Quant au tarif de transit, le nouveau décret ne doit pas lui être applicable, car il ne relève pas d'un contrat, mais d'un droit que la Compagnie tient de sa concession.

1) V. C. d'Appel mixte d'Alexandrie, 4 juin 1925. *Clunet*, 1925, p. 1080.

(2) Cour d'Appel mixte d'Alexandrie, 4 juin 1925. *Clunet*, 1925, p. 1080.

(3) Certains actionnaires ayant en effet prétendu être lésés par le paiement en or des obligataires.

(4) Affaire Pierre Constantinides c/ la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez.

Il est d'ailleurs l'objet de négociations entre la Compagnie de Suez et le Gouvernement égyptien.

Le législateur égyptien a donc essayé de donner aux mesures abrogeant la clause-or le maximum d'effets en matière internationale. Les juges égyptiens seront tenus d'annuler la clause-or dans tous les contrats qui leur seront soumis, sans distinguer entre paiements internes et internationaux. Mais rappelons que les Tribunaux et la Cour d'appel mixte pourraient très bien refuser d'appliquer ce décret en le déclarant inconstitutionnel.

CHAPITRE VI

LÉGISLATIONS DE QUELQUES AUTRES PAYS

A part la Suisse et la Hollande, qui sont restées constamment fidèles au régime de l'étalon-or, presque tous les pays ont, ces dernières années, décrété le cours forcé de leurs billets de banque. Certains d'entre eux ont expressément abrogé la clause-or. Nous allons brièvement passer en revue quelques-unes de ces législations.

SECTION I

Allemagne.

Le décret allemand du 28 septembre 1914 (1) décidait que les conventions antérieures au 31 juillet 1914 et prévoyant un paiement en or, ne lieraient plus les parties jusqu'à nouvel ordre.

Depuis la création du nouveau mark, la clause-or est valable en Allemagne (2).

La Cour suprême du Reich (Reichsgericht), dans un arrêt du 5 juillet 1935, a formellement reconnu la validité

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1914, p. 417.

(2) V. *Reichsgericht*, 6 octobre 1933; *Juristische Wochenschrift*, 1933, § 2583 et *Bankarchiv*, 1933, n° 6, § 125; *Reichsgericht*, 12 novembre 1934; *Bankarchiv* 34 (1935), p. 163; v. aussi *Clunet*, 1936, p. 410 et S.

des stipulations en marks-or, qui précisaient qu'un mark-or équivalait à 10/42 dollar des États-Unis.

Les clauses de ce genre sont très fréquentes en Allemagne, car les parties, se souvenant de la chute vertigineuse du mark après la guerre, veulent se prémunir contre toute nouvelle dévaluation de la monnaie allemande et assurer à leurs prestations une valeur fixe.

Mais pratiquement cette validité n'a d'intérêt qu'en ce qui concerne la circulation intérieure de l'Allemagne. En matière de règlements extérieurs, en effet, le régime allemand actuel est un régime d'exception; à la suite de nombreuses mesures qui ont été édictées, moratoires, interdiction d'exporter des capitaux, etc., les paiements extérieurs allemands sont pratiquement suspendus. Il ne peut s'agir de clause-or lorsqu'il n'y a plus de paiement.

SECTION II

Autriche.

L'Autriche a édicté en 1933, toute une série d'ordonnances concernant la clause-or et le commerce des devises (1), dont la principale est l'Ordonnance sur la clause-or du 23 mars 1933 (Goldklauselverordnung), sur l'exécution des obligations libellées en monnaies étrangères ou en or (2). Il y a depuis cette ordonnance deux cours du change officiels en Autriche : celui de la Banque Nationale d'Autriche qui est arbitrairement fixé, cachant la dévaluation du schilling autrichien sur les marchés

(1) Voir *Bulletin de l'Institut Juridique International* 30 (avril 1934), p. 258.

(2) *Bundgesetzblatt*, n° 73 du 24 mars 1933.

internationaux, et celui dit « Privatreuekurs » (cours du change fixé par la Bourse) qui exprime la vraie valeur internationale de la monnaie autrichienne.

Cette ordonnance établit qu'en principe, le débiteur d'une dette libellée en monnaie étrangère peut se libérer en payant d'après le change officiel de la Banque nationale autrichienne. Mais ce règlement n'est pas applicable aux obligations contenant la clause « effectif ».

D'autres ordonnances (ordonnances de devises) sont intervenues le 23 mars 1933, le 29 mars 1933, le 24 juin 1933, le 21 juillet 1933 et le 6 février 1934.

La Cour suprême de Vienne, le 1^{er} février 1933 (1), a décidé qu'une clause-or, se référant au prix courant de l'or à Londres et insérée dans un contrat concernant un prêt en schillings autrichiens demeurerait valable sous le régime de l'ordonnance de devises.

Cette question est d'ailleurs très controversée, et la solution de la Cour suprême diffère de celles qui avaient dominé jusque-là en doctrine et en jurisprudence.

SECTION III

Brésil.

Les États-Unis du Brésil, suivant l'exemple des États-Unis d'Amérique, ont abrogé la clause-or par le décret n° 23.501 du 27 novembre 1933 (2) dont voici les principaux passages :

« Le Chef du Gouvernement provisoire de la République des États-Unis du Brésil, usant des attributions

(1) *Rechtsprechung*, 1933, p. 45; *Clunet*, 1933, p. 1030.

(2) *Bulletin de l'Institut Juridique International* 30 (1934), p. 261.

que lui confère l'article 1^{er} du décret n° 19.398 du 11 novembre 1930 et,

« Considérant que c'est une fonction essentielle et exclusive de l'État que de soutenir et de défendre sa monnaie en lui assurant le pouvoir libératoire,

« Considérant que c'est une attribution inhérente à la souveraineté de l'État que de décréter le cours forcé du papier-monnaie, comme une mesure d'ordre public,

« Considérant qu'une fois le cours forcé donné au papier monnaie, il ne peut être dérogé à la loi qui le décrète, par des conventions particulières tendant à éluder ses effets, en stipulant des moyens de paiement qui équivalent à la répudiation ou à la dépréciation de la monnaie à laquelle l'État a accordé le même pouvoir libératoire qu'à la monnaie métallique; ...

« Considérant, par conséquent, que ne peut être considérée comme licite sur le territoire brésilien, aucune clause, convention ou aucun artifice, visant à soustraire le créancier au régime du papier monnaie de cours forcé en en rejetant ou diminuant le pouvoir libératoire intégral, que l'État, en sa souveraineté, lui confère;

« Considérant que le contraire serait admettre la possibilité de conventions de droit privé dérogeant aux lois de droit public;

« Décrète :

« ARTICLE PREMIER. — Est nulle toute stipulation de paiement en or ou en une espèce déterminée de monnaie ou par tout moyen tendant à rejeter ou restreindre, dans ses effets, le cours forcé des mille réis papier.

« ART. 2. — A partir de la publication du présent décret, est prohibée, sous peine de nullité, dans les contrats

exécutables au Brésil, la stipulation de paiement en monnaie qui n'a pas cours légal.

« ART. 3. — Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication, son texte devant être transmis à qui de droit pour publication immédiate, étant révoquées les dispositions à lui contraires, y inclus celles de caractère constitutionnel. »

La clause-or est donc annulée par le gouvernement brésilien parce qu'elle est contraire aux lois d'ordre public sur le cours forcé.

Ce décret a un effet rétroactif, comme la Joint Resolution. Remarquons qu'à la différence de la Joint Resolution et de l'Arrêté royal belge du 11 avril 1935, le décret brésilien annule expressément les clauses de paiement en monnaies étrangères.

De plus, la prohibition de stipuler un paiement en monnaie n'ayant pas cours légal ne concerne que les contrats exécutables au Brésil.

Le Rapport qui précède le décret (1) précise que le cours forcé écarte toute convention contraire, parce que d'ordre public. La clause-or porte atteinte à l'ordre public par l'obstacle qu'elle oppose à la libre circulation des billets; elle contrevient directement aux lois qui, dans un intérêt supérieur, ont édicté le cours forcé. Ces lois constituent de véritables lois de police et de sûreté, d'une portée territoriale, et s'imposent à tous.

SECTION IV

Luxembourg.

Le Luxembourg a suivi l'exemple de la Belgique, en abrogeant les clauses-or et les clauses de garantie par

(1) *Bulletin de l'Institut Juridique International* 30 (avril 1934), p. 264.

rapport à une monnaie étrangère, par l'Arrêté Grand-Ducal du 14 mai 1935 (1). L'article 1^{er} de cet arrêté dispose que : « Lorsque dans un contrat de location d'immeuble, d'emphythéose, de prêt, de fourniture, de vente, conclu antérieurement au 1^{er} avril 1935, les obligations du débiteur sont stipulées soit en une quantité d'or, soit en francs avec clause de garantie par référence à l'or, le débiteur ne doit que la somme numérique de francs qui, à la parité-or définie par la loi du 19 décembre 1929, correspond à ses obligations, et il ne doit que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement. » L'article 2 contient une disposition analogue au sujet des obligations stipulées en francs avec clause de garantie par référence à une monnaie étrangère. Enfin l'article 4 est ainsi rédigé : « Les dispositions du présent arrêté ne modifient aucune des obligations résultant d'emprunts émis, en tout ou en partie, sur le marché étranger par l'État, le Crédit foncier ou des particuliers. »

Nous pouvons donc remarquer, au point de vue de la portée internationale de cette mesure :

1^o qu'elle n'a pas abrogé les clauses de paiement en monnaie étrangère,

2^o qu'elle ne s'applique pas à toute une catégorie de contrats internationaux : les emprunts extérieurs. Cette exception a d'ailleurs une grande importance pratique, car elle vise les emprunts grands-ducaux 5 % de 1930-1932 ainsi que l'emprunt 5 % du Crédit foncier, série 6 et celui de la Société anonyme des Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange (Arbed) 7 %, 1926.

(1) *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, 15/5/35, n^o 33.

SECTION V

Dantzig.

A la suite de la dévaluation du florin dantzigois fut promulgué le décret du 2 mai 1935 (1) qui déclare notamment que les obligations libellées en florins dantzigois, même si elles comportent une clause-or ou une clause de garantie de valeur, de quelque sorte qu'elles soient, peuvent être valablement exécutées par le débiteur en florins nouveaux, tels que définis par la loi monétaire du 1^{er} mai 1935.

Mais la Ville libre de Dantzig a considérablement restreint la portée de ce décret en matière internationale. Son paragraphe 3, est en effet, ainsi rédigé : « Les prescriptions ci-dessus édictées ne sont pas applicables aux emprunts suivants émis à l'étranger, ainsi qu'aux droits relatifs à leur garantie.

1^o Emprunt 7 % 1925, de la ville de Dantzig;

2^o Emprunt d'État 5 1/2 % 1927, de la ville libre de Dantzig (Monopole des tabacs);

3^o Emprunt 6 1/2 % 1927, de la Commission du port et de la navigation fluviale de Dantzig;

4^o Emprunt 7 % 1928, de la Société des tramways électriques de Dantzig.

Il en est de même pour les contrats mentionnés dans l'article 194 de la convention du 24 octobre 1924 conclue entre la Ville libre de Dantzig et la Pologne. »

(1) *Gesetzblatt für die freie Staat Danzig*, 1935, n° 37 et *Bulletin de l'Institut Juridique International* 33 (1935), p. 93.

SECTION VI

Pologne et pays divers.

Le décret polonais du 12 juin 1934 (1) abroge la clause-or, en ce qui concerne les paiements qui doivent avoir lieu à l'intérieur de la Pologne. En matière de paiements internationaux, l'article 4 de ce décret décide que la clause-or n'est valable qu'autant qu'elle sera reconnue par la législation des nations dont la monnaie a servi au libellé des créances. C'est là une solution nouvelle de la validité de la clause-or en matière internationale.

Les dettes en monnaie étrangère et payables à l'étranger demeurent valables, en vertu de ce décret, ainsi que les obligations libellées en zlotys or, qui sont payables à la fois en Pologne même et à l'étranger.

Notons enfin que l'Italie a décrété le cours forcé en 1914, mais n'a pas abrogé la clause-or à cette époque.

Plus tard intervint le décret-loi du 7 mars 1920, n° 243 aux termes duquel « la faculté de procéder dans le royaume italien au paiement des obligations circulant à l'étranger moyennant l'emploi de la monnaie légale, avec adjonction du change dans une proportion n'excédant pas 125 liras, pour chaque 100 liras en or, ou en monnaie étrangère équivalente, est également applicable aux obligations payables à l'étranger, en or ou dans les monnaies des pays respectifs ».

La loi et la jurisprudence italiennes n'ont jamais fait

(1) La clause-or dans la législation polonaise du 12 juin 1934 par Martin Domke. *Bulletin Trimestriel de la Société de Législation comparée*, 63 (juillet 1934), p. 365.

en cette matière de distinction entre paiements internes et internationaux.

En Roumanie a été promulguée une loi du 25 décembre 1916 qui annule toutes les clauses-or. Un arrêt de la Cour de Bucarest du 12 juin 1920 affirme que cette loi ne s'applique pas aux paiements à faire à l'étranger, même si le contrat est soumis au droit roumain (1).

Enfin en Hongrie, est intervenue l'ordonnance du 5 mars 1935, n° 2.360, qui prescrit la déclaration obligatoire à la Banque nationale de Hongrie de toute possession d'or, et contient des dispositions sur la défense de contracter en or et d'acheter de l'or (2).

Le nombre des lois qui annulent la clause-or a donc beaucoup augmenté ces dernières années; quelques-unes de ces lois interdisent expressément les stipulations en monnaie étrangère.

Plusieurs précisent que leur domaine d'application sera limité au droit interne. D'autres, qu'elles seront applicables aux rapports internationaux. Quelques-unes sont muettes à ce sujet, et laissent à la jurisprudence nationale le soin de déterminer leur portée internationale.

(1) Cf. *Clunet*, 1922, p. 196 et 1924, p. 932.

(2) *Handelsberichten*, 21 /3 /35, n° 12, p. 300.

DEUXIÈME PARTIE

LE PROBLÈME A L'ÉGARD DES AUTRES PAYS. DE L'APPLICATION D'UNE LOI ÉTRANGÈRE ANNULANT LA CLAUSE-OR

Dans la première partie de cette étude, nous nous sommes placés dans l'hypothèse où le juge recherchait le domaine d'application d'une loi nationale annulant la clause-or. Nous allons maintenant étudier les problèmes qui se posent au sujet de l'application d'une loi étrangère abolissant pareille clause.

Dans le premier cas, le juge et le législateur appartiennent au même pays. Dans le deuxième cas, juge et législateur appartiennent à deux pays différents.

En d'autres termes, quel est l'effet dans un pays B, de l'abrogation de la clause-or édictée dans un pays A. Prenons un exemple : un litige relatif à une promesse de paiement en dollars-or est porté devant un tribunal français; celui-ci jugera-t-il que la Joint Resolution est applicable en l'espèce, et que la clause-or est nulle? Sur quels arguments de fait et de droit fondera-t-il sa décision? Il s'agit, pour le juge, de déterminer l'empire d'une certaine catégorie de lois monétaires impératives dans l'espace;

c'est là un des problèmes les plus difficiles du droit international privé.

Les conflits qui se sont posés dans la plupart des pays, à la suite de la promulgation des lois récentes que nous avons étudiées, se ressemblent souvent. L'importance du droit comparé en la matière est très grande, car les solutions données dans un pays déterminé, influent souvent sur l'opinion des juges des autres pays.

Il y a, en cette matière, une sorte d'interdépendance des diverses jurisprudences nationales.

Nous allons d'abord examiner les questions de droit qui se posent en matière d'application d'une loi étrangère répudiant la clause-or. Puis nous étudierons quelques décisions importantes, rendues à ce sujet, dans divers pays.

CHAPITRE PREMIER

LES QUESTIONS DE DROIT SOULEVÉES EN CETTE MATIÈRE

Ces questions sont les suivantes :

- 1° Quelle est la loi applicable en matière de contrat en général;
- 2° Quelle est la loi applicable en matière de clause-or;
- 3° Les lois abrogeant la clause-or ont-elles une portée strictement territoriale;
- 4° Le rôle de la notion d'ordre public;
- 5° Quel est le domaine laissé à la liberté des conventions.

SECTION I

La loi applicable aux contrats en général (1).

Le problème qui nous occupe est relatif à un contrat qui contient un ou plusieurs éléments étrangers (notamment la monnaie stipulée). Il est donc utile de rappeler brièvement quels sont les principes qui, en matière de

(1) Cf. Niboyet. *Manuel de Droit International Privé*, 2^e édition. Paris, Sirey, 1928, p. 789, § 681 et suivants; Niboyet. *La théorie de l'autonomie de la volonté*. Cours à l'Académie de La Haye (*Recueil des Cours*, 1927. p. 1.)

conflits de lois, déterminent la législation compétente pour régir les effets d'un contrat.

Une grande confusion a été créée à ce sujet par la théorie de l'autonomie de la volonté. Cette doctrine, élaborée par la jurisprudence, a beaucoup exagéré le rôle de la volonté en matière contractuelle et trop méconnu l'autorité des lois impératives. Elle a été définie de la manière suivante :

« L'autonomie de la volonté est le droit reconnu aux parties de choisir la loi compétente dans ce domaine, chose qui leur est refusée ailleurs » (1). « La compétence législative appartiendra à la loi choisie, désignée expressément ou tacitement par les intéressés (2) ».

Si les parties ont choisi expressément une loi pour régir leur contrat, cette loi est compétente, si elles ne l'ont pas fait, le juge devra rechercher quelle a été leur intention, quelle est la loi qu'elles ont tacitement adoptée.

Cette théorie est celle de la jurisprudence dans presque tous les pays; elle est surtout admise dans les pays anglo-saxons. Dicey (3) déclare que les contrats sont toujours régis par la loi d'autonomie qu'il appelle « the proper law of contract », la loi propre du contrat. « Dans ce traité, les mots loi propre du contrat désignent la loi ou les lois par lesquelles les parties contractantes ont entendu, expressément ou tacitement, que le contrat fût régi; ou (en d'autres termes) la loi ou les lois auxquelles les parties ont eu l'intention expresse ou présumée de se soumettre ». (In this Digest, the terms proper law of contract means

(1) Niboyet, *op. cité*, p. 794, n° 684.

(2) Lévy-Ullmann. *Cours de droit international privé*, 1931-32, p. 418.

(3) Dicey. *Digest of Conflict of Laws*, 5^e éd., Londres, 1932, p. 590.

the law, or laws, by which the parties to a contract intended, or may fairly be presumed to have intended the contract to be governed; or (in other words) the law or laws to which the parties intended, or may fairly be presumed to have intended, to submit themselves).

Mais la doctrine moderne critique à juste titre cette théorie jurisprudentielle.

Il n'y a pas d'autonomie de la volonté en matière de contrats, mais simplement une certaine liberté des conventions.

« La volonté des parties n'est jamais supérieure, ni même parallèle à la loi, mais elle doit toujours se mouvoir dans le cercle admis par la législation compétente » (1).

En droit interne, il faut distinguer les lois impératives et les lois facultatives.

Les lois impératives sont celles auxquelles on ne peut déroger par une convention particulière.

Or, les lois qui sont impératives en droit interne doivent, pour atteindre leur but, conserver ce caractère en droit international.

La volonté est impuissante à créer du droit à l'encontre de la loi.

Pour que la liberté des conventions puisse se manifester, il faut qu'on ne rencontre pas, sur le point envisagé, de loi impérative.

« Les parties ont tout simplement une certaine liberté de convention dans les limites fixées par la loi compétente. »

Et quand elles se réfèrent à une loi étrangère, elles usent simplement de cette liberté.

(1) Niboyet. *Op. cité*, p. 803, § 690.

« Pour tout dire, elles n'ont jamais aucune autonomie, considérée comme le pouvoir de choisir une loi compétente; elles n'ont pas à résoudre elles-mêmes un conflit de lois. La loi étrangère n'intervient qu'en qualité de droit matériel et non pas à titre de droit international » (1).

D'après cette conception, qui s'oppose à celle de l'autonomie de la volonté, lorsque le juge se trouvera en présence d'un contrat, il devra :

1^o Déterminer avant tout quelle est la loi compétente pour le régir, en recherchant pour cela quel est l'État qui a le plus d'intérêt à ce que son droit s'applique en l'espèce; ce sera l'État sur le territoire duquel se trouve économiquement et juridiquement localisée l'opération;

2^o Une fois déterminée cette loi compétente, le juge recherchera le domaine qu'elle laisse à la liberté des conventions;

Au contraire, d'après la théorie jurisprudentielle de l'autonomie de la volonté, le juge devra rechercher au préalable quelle a été l'intention des parties afin de déterminer la loi compétente.

Nous avons cru utile de rappeler ces conceptions parce qu'elles ont joué un rôle important dans les procès relatifs à la clause-or.

On a beaucoup abusé de la théorie de l'autonomie de la volonté en cette matière. D'autre part, on aboutit à des résultats tout différents, selon que l'on adopte le premier système (autonomie de la volonté) ou le deuxième (recherche préalable de la loi compétente).

Presque tous les tribunaux se rallient au principe de

(1) Niboyet. *Op. cit.*, p. 807.

l'autonomie de la volonté. Les juges anglais, notamment, en font une très large application; les tribunaux français de même.

Pourtant, dans quelques décisions récentes, une tendance en faveur de l'adoption du second système semble se faire jour.

Il en est ainsi, notamment, dans un arrêt de la Cour de Bruxelles du 5 février 1936 (1) et dans l'arrêt de la Cour d'appel mixte d'Alexandrie du 18 février 1936 (2), qui déclare que les contrats d'emprunts ne peuvent être régis que par une loi nationale.

« La possibilité d'un conflit de lois, qui serait à résoudre suivant les normes reçues en droit international privé, n'affecte en rien la portée du principe. Car même dans ce cas, le conflit aurait précisément pour objet la recherche de la loi nationale applicable au contrat, suivant les règles de compétence internationale... » « Il sera donc toujours question de rechercher la loi nationale applicable au rapport. » La Cour recherche quelle est cette loi régulatrice et décide qu'en l'espèce, ce ne peut être que la *lex loci contractus*, la loi du lieu où le contrat s'est formé et elle ajoute : « Le principe souffre naturellement exception, toutes les fois que, dans la sphère licite de l'autonomie de la volonté, une stipulation contraire résulte, consentie par les intéressés. Mais tel n'est pas le cas en l'espèce. » Les mots « sphère licite » prouvent bien que, dans l'opinion de la Cour, la volonté des parties est limitée par la loi.

Lorsqu'on adopte le principe de l'autonomie de la volonté, un problème se pose : les parties peuvent, en

(1) Voir *infra*, chapitre IV, p. 140.

(2) Voir *supra*, p. 75.

vertu de cette théorie, choisir la loi qui régira leur contrat. Mais sont-elles tenues de prendre le droit auquel elles se sont référées, dans son ensemble, ou bien peuvent-elles choisir, dans ce droit, certaines dispositions, et en écarter d'autres. Par exemple, les parties qui se sont soumises aux lois américaines ont-elles le droit d'écarter l'application de la Joint Resolution?

La question a été diversement résolue (1). Mais il nous semble qu'il serait abusif de reconnaître ce droit aux parties; elles échapperaient ainsi à la fois aux mesures impératives de leur loi nationale et à celles de la loi qu'elles auraient choisie; elles ne seraient plus régies par aucune loi.

Enfin, lorsqu'on adopte le second système, de quelle manière faut-il déterminer la loi compétente?

Il convient, pour cela, de rechercher, contrat par contrat, la loi qui paraît la plus qualifiée pour régir chaque contrat. Il est d'ailleurs admis qu'une même convention puisse être régie par plusieurs lois différentes. Tel a été l'avis de la Cour Permanente de La Haye ainsi que nous le verrons plus loin.

SECTION II

La loi applicable en matière de contrat contenant une clause-or.

§ 1. — Nous allons rechercher quelle est la loi qui régit une certaine catégorie de contrats : ceux qui stipulent le paiement d'une somme déterminée, en or, ou sur la base de l'or.

(1) Cf. Niboyet. *Manuel*, p. 802, n° 689.

D'après une jurisprudence bien établie, il faut, avant tout, faire une distinction entre la substance de la dette et les modalités de paiement; cette distinction a été surtout mise en lumière par la Cour Permanente de Justice Internationale de la Haye, dans les célèbres arrêts rendus à propos des emprunts des gouvernements serbe et brésilien (1).

La substance de la dette vise l'ensemble des conditions dans lesquelles les parties se sont trouvées juridiquement engagées : formation du contrat, conditions d'existence et de validité —, détermination de la nature juridique de la dette, de son étendue. Les modalités de paiement concernent les conditions dans lesquelles le débiteur devra exécuter son obligation : détermination des signes monétaires qui seront libératoires, etc.

Or, un contrat, nous l'avons vu, n'est pas forcément soumis à une loi unique.

« ...Il est bien possible que ce ne soit pas la même loi qui régit l'obligation sous tous ses rapports; la distinction qui semble s'imposer, pour les besoins de l'affaire, est notamment celle entre la substance de la dette et certaines modalités de son paiement ». (2)

Même les partisans de la loi unique du contrat, admettent des dérogations à cette règle, notamment en matière de paiements (3).

Les modalités de paiement seront donc soumises à la *lex loci solutionis*, la loi du pays où le paiement sera effectué. Le lieu d'exécution détermine notamment la monnaie en laquelle le paiement doit avoir lieu.

(1) Voir chap. II.

(2) Arrêts de la Cour Permanente, v. chap. II.

(3) Niboyet. *Recueil des Cours de l'Académie de La Haye*.

Les lois sur les modalités de paiement sont en effet des lois générales qui, d'après leur but, doivent régir tous les paiements qui seront effectués sur le territoire de l'État qui les a édictées. C'est là une règle universellement admise en droit international privé (1). La jurisprudence française en a fait maintes applications (2). Elle est également adoptée aux États-Unis :

« La loi du « lieu d'exécution » détermine le mode d'exécution et spécialement le mode de paiement par lequel la promesse de payer doit être exécutée; c'est là une règle de droit bien établie, qui n'est pas particulière aux États-Unis (« that the law of the « place of performance » determines the manner of performance, and especially the medium of payment in which the promise to pay money is to be performed is a well settled rule of law, not confined to the United States ») (3).

Le Restatement of the Law of Conflict of Laws, de même, décide que la loi du lieu d'exécution détermine le mode de paiement d'après lequel la promesse de paiement doit être exécutée (« The law of the place of performance determines the medium of payment in which a contract to pay money is to be performed ».) (4)

Et le paragraphe 358 du Restatement contient les passages suivants :

a) Le droit du lieu d'exécution détermine les modes et

(1) André Prud'homme. De la règle : le lieu de paiement détermine la monnaie de paiement. *Clunet*, 1925, p. 865; Domke. *La clause « Dollar »*, 2^e éd., Paris, 1935, p. 52.

(2) Voir *Répertoire de Droit International Privé*, La Pradelle et Niboyet. Supplément 1934, p. 230, paiements.

(3) A. Nussbaum. Comparative and international aspects of American gold clause abrogation. *Yale Law Journal*, novembre 1934, n^o 1, p. 53.

(4) Restatement of the Law of Conflict of Laws publié par l'*American Law Institute*, 1934, section 384.

procédés d'exécution, et la légalité des actes d'exécution;

b)... Il n'y a pas de démarcation logique entre les questions relatives à l'obligation contractuelle qui sont régies par la loi du lieu de conclusion du contrat et les questions d'exécution régies par la loi du lieu d'exécution. Il y a cependant une ligne de démarcation pratique, tracée dans chaque cas par les circonstances de l'espèce. »

[a) The law of the place of performance determines the manner and method as well as the legality of the acts required for performance...

b)... There is no logical line which separates questions of the obligation of the contract, which is determined by the law of the place of contracting, from questions of performance, determined by the law of the place of performance. There is, however, a practical line, which is drawn in every case by the particular circumstances. »]

Enfin l'article 170 du Code Bustamante de droit international privé (1), déclare que « la loi locale réglemente les conditions du paiement et la monnaie en laquelle il doit être fait. »

En ce qui concerne la substance de la dette, le juge devra rechercher la loi applicable au contrat comme tel, d'après les principes que nous avons résumés dans la section I.

On a voulu trouver une règle unique de rattachement pour déterminer cette loi. On a pensé à la loi du lieu de conclusion du contrat (*lex loci contractus*), mais celle-ci est très difficile à déterminer, notamment en matière d'emprunts internationaux. Certains auteurs déclarent que le domicile ou le siège social du débiteur déterminent

(1) Code Bustamante de droit international privé adopté par la 6^e conférence panaméricaine de La Havane le 20 février 1928.

la loi applicable. Quelques jugements ont adopté cette règle.

Mais on admet, en général, que le juge devra rechercher, dans chaque espèce, quelle est la loi compétente, en tenant compte des circonstances de fait pour déterminer quel est l'État qui a le plus d'intérêt à ce que sa loi s'applique.

Un seul point semble définitivement acquis : un État souverain ne peut être soumis qu'à sa propre loi, en ce qui concerne la substance de la dette qu'il a contractée, à moins qu'il n'ait expressément stipulé le contraire (1).

§ 2. — Or, la stipulation de paiement en or, ou sur la base de l'or, fait-elle partie de la substance de la dette ou des modalités de paiement?

Prenons, par exemple, l'obligation de payer 100 dollars-or. Si on considère cette clause comme une clause de paiement en espèces or, il n'y a pas de doute, elle se rattache aux modalités de paiements.

Mais aujourd'hui la jurisprudence admet, d'une façon presque générale (2) que des clauses de ce genre doivent être interprétées comme des clauses valeur-or, permettant au créancier de recevoir, en monnaie légale, une somme équivalente à la valeur, au jour du paiement, des espèces or mentionnées au contrat.

La clause-or n'a donc pas pour but de préciser de quelle manière le débiteur doit se libérer, mais de déterminer le montant de sa dette. Elle se réfère non pas à la monnaie de paiement, qui sert à exécuter les prestations

(1) Arrêts de la Cour Permanente de La Haye.

(2) En sens contraire, v. C. d'Appel de La Haye, 14 janvier 1935, *suprà*, chap. VI et la décision de la High court of Justice (King's Bench Division) du 8 novembre 1935, *suprà*, chap. V.

contractuelles, mais à la monnaie de compte qui sert à les évaluer. La loi qui abroge les clauses-or en matière contractuelle et déclare libératoire un paiement en monnaie dépréciée, modifie les obligations du débiteur et les droits du créancier; elle touche à la substance même du contrat, en modifiant son objet.

Malgré cela, la jurisprudence a tendance à décider que les lois abrogeant la clause-or sont des lois monétaires, se référant aux modalités de paiement et que, par conséquent, la validité de la clause-or dépend de la loi du lieu d'exécution (*lex loci solutionis*).

La Cour Permanente (arrêts précités), a jugé notamment que le débat n'avait trait qu'aux modalités de paiement, c'est-à-dire aux conditions d'exécution de la dette : le débiteur pourra-t-il s'acquitter en monnaie dépréciée? Aussi a-t-elle appliqué, pour trancher la question de la validité de la clause-or, la *lex loci solutionis*, en l'espèce la loi monétaire française du 25 juin 1928.

La Cour semble avoir été influencée par l'idée que les lois prohibant la clause-or font partie du système monétaire d'un pays.

Nous croyons cette interprétation inexacte : la disposition qui abroge la clause-or n'est pas une loi monétaire, mais une loi relative au droit des obligations. La plupart des auteurs modernes sont de cet avis et critiquent, à ce point de vue, les décisions de la Cour Permanente : « Les gouvernements serbe et brésilien furent condamnés à payer aux porteurs, dans la monnaie du lieu de paiement contractuel choisi par le porteur, une somme équivalente à la valeur des francs-or mentionnés dans les titres. Il ne s'agit plus ici de la question des modalités de paiement, mais clairement de la substance de la dette,

car le montant de la dette est, évidemment, un élément essentiel de la dette. Aussi, d'après la distinction faite par la Cour, la loi Serbe aurait dû être compétente pour déterminer la validité de la clause-or. (It held the Serbian and Brazilian governments liable to pay the bondholders, in the local currency of the contractual place of payment chosen by the bondholder, a sum equivalent to the value of the gold coins corresponding to the amount of francs-or mentioned in the bonds. Here is no longer the question of the « manner of payment », but clearly of the « substance of the debt », as the amount of the debt is, of course, an essential element of the debt. Therefore, owing to the distinction made by the Court, Serbian law should have been decisive in respect to the validity of the gold clause) » (1).

D'après cette opinion, la validité de la clause-or dépend de la législation compétente pour déterminer la validité du contrat en général. Le juge ne pourra rechercher cette loi compétente qu'en appliquant les règles de la *lex fori*. (In our opinion, the validity of the gold clause must be considered to rest on the legal system which, in general, determines the validity or non validity of the contract. This choice of law can be made only by application of the rules of the *lex fori*) (2).

D'autres auteurs (3) reconnaissent également que les lois interdisant les clauses-or modifient l'étendue même de la prestation due par le débiteur, et ne visent pas simplement les modalités d'exécution de la dette.

Nous nous rangeons à cette opinion : la validité de la

(1) A. Nussbaum. *Yale Law Journal*, article précité.

(2) *Ibid.*

(3) Cf. Domke. *La clause « Dollar-or »*, 2^e éd., 1935, p. 55.

clause-or doit dépendre de la loi applicable à la substance de la dette. Les tribunaux, cependant, admettent rarement ce point de vue.

Notons enfin que la question de savoir si la clause-or se rapporte à la substance de la dette ou à son mode d'exécution est une question de qualification. Elle sera donc toujours tranchée d'après la loi du juge saisi (*lex fori*).

SECTION III

Les lois abrogeant la clause-or ont-elles une portée » strictement territoriale ».

Les lois qui abrogent la clause-or et modifient des obligations valablement contractées sont évidemment des mesures exceptionnelles, exorbitantes du droit commun. Elles sont d'ailleurs édictées, en général, dans un but politique et économique, et dans l'intérêt particulier d'un pays déterminé.

Aussi a-t-on soutenu que leur domaine était restreint au territoire de la nation qui les instituait et que, même si un droit étranger était compétent pour régir une convention, la disposition de ce droit abolissant les clauses-or ne pouvait être appliquée en dehors de son pays d'origine. Le problème de la territorialité de ces lois monétaires restrictives suppose donc résolu celui du conflit de lois : le droit étranger a été reconnu applicable en l'espèce, mais les mesures qui abrogent la clause-or, ont, de par leur nature, un domaine d'application limité, en matière internationale. Supposons qu'un tribunal français décide que la clause-or contenue dans un contrat est

régie par le droit des États-Unis; il peut, ou bien en conclure que la Joint Resolution est applicable et que, par conséquent, la clause est nulle, ou bien décider que la Joint Resolution est une loi strictement territoriale, qui ne peut recevoir d'application à l'étranger; dans ce cas, la clause demeurera valable.

Il ne faut pas confondre la question de la portée territoriale des lois abrogeant la clause-or avec celle de l'ordre public.

En effet l'exception d'ordre public est un remède destiné à éviter l'application d'une loi étrangère normalement compétente; le principe de la territorialité signifie, au contraire, que la compétence normale de certaines lois ne dépasse pas les frontières du pays qui les a édictées.

Cette théorie a été très clairement exposée par Arminjon dans son *Précis de droit international privé* (1). Nous allons nous efforcer de la résumer.

Certaines mesures législatives d'un genre particulier, telles que les lois politiques ou fiscales, ont un domaine d'application limité en droit international privé (2). Elles sont territoriales, en ce sens qu'elles régissent tous les faits qui se passent sur le territoire de l'État qui les a promulguées; le juge étranger ne pourra les appliquer (3).

Par exemple, il a été jugé, dans plusieurs pays, que la loi allemande du 16 juillet 1925, dont le paragraphe 15 revalorise rétroactivement au 25 % de leur montant calculé en marks-or, les créances réglées entre 1922 et 1924, ne pouvait pas avoir d'effet hors du territoire allemand

(1) 2^e éd., Paris, 1934, t. II, p. 367, n^o 131.

(2) Arminjon. Les lois politiques et le droit international privé. *Revue de droit international privé*, 1930, p. 385.

(3) V. Niboyet. *Manuel*, p. 539, n^o 436.

et ne pouvait être invoquée devant un tribunal étranger. Le Tribunal civil de Genève, dans un jugement du 31 mai 1930, se prononce dans ce sens. De même, le Tribunal civil de Strasbourg (2^e Chambre), le 15 juillet 1930 (1), déclare que « les lois monétaires étant territoriales et d'ordre public, la loi allemande de revalorisation du 16 juillet 1925..... ne peut avoir aucune influence sur le paiement d'une obligation née à Strasbourg et dont le paiement est à effectuer à Strasbourg. »

La Cour d'appel mixte d'Alexandrie (2^e Chambre), dans un arrêt du 15 juillet 1930 (2) déclare que cette loi de revalorisation n'est pas applicable en Égypte, car elle ne s'inspire pas seulement des principes d'équité et de bonne foi, mais plutôt de nécessités supérieures d'ordre économique et politique particulières à l'État allemand.

La Cour d'appel de Paris dans un arrêt du 30 juin 1933 (3), refuse d'appliquer la loi russe du 25 juin 1917 qui a restreint la liberté d'exportation des capitaux, pour les motifs suivants : « Considérant que ces lois... constituent des textes d'une seule portée politique et pénale, dont l'application ne peut, par suite, qu'être territoriale; que n'ayant d'autre objet que de protéger la monnaie nationale, elles demeurent sans effet devant une juridiction française, même en cas de contestation entre ressortissants russes... »

Enfin un arrêt de la Cour de Cassation, du 14 avril 1934 (4), dans une affaire relative à la vente d'un immeuble situé en Allemagne, déclare qu'une loi fiscale alle-

(1) *Clunet*, 1931, p. 684.

(2) *Clunet*, 1931, p. 684.

(3) Affaire de la Banque Russo-Asiatique. *Clunet*, 1933, p. 963.

(4) S. 1935.1.201, note Niboyet.

mande réclamant rétroactivement un supplément de droits de mutation, ne peut recevoir d'application en France.

Les lois politiques et fiscales, dit Arminjon, sont toujours de la compétence exclusive de la *lex fori*; ce qui caractérise ces lois « c'est qu'elles font exception au droit commun dans l'intérêt d'un État, d'un parti, d'une classe voire de certaines croyances ou idées. Conçues pour des raisons propres à un pays déterminé, les lois de ce genre ne confèrent de droit qu'entre ses frontières; étant donné l'intérêt spécial et extra-juridique qui est leur raison d'être, elles s'y imposent aux étrangers comme aux nationaux si leur portée n'a pas été limitée à ces derniers, mais elles ne sont pas sanctionnées dans les pays où cet intérêt spécial n'existe pas et où il n'y a pas de motif de déroger au droit commun. Elles se trouvent donc en dehors du domaine du droit international privé, c'est-à-dire qu'il ne peut se produire à leur égard de conflits de lois. Là où elles sont en vigueur, elles s'appliquent en principe à toutes les personnes, à tous les actes et à tous les rapports de droit qu'elles visent et inversement, elles ne sauraient être invoquées ailleurs. »

Donc le juge étranger ne pourra jamais appliquer de telles lois. Or, les dispositions qui ont établi le cours forcé ou bien ont abrogé les clauses-or dans les contrats, et ont déclaré que les parties se libéreraient valablement en monnaie dépréciée, ont un caractère à la fois politique et économique. Elles ont pour but de maintenir le cours intérieur des billets de banque, d'agir sur le prix des marchandises, d'éviter la thésaurisation ou les sorties d'or. Elles sont promulguées dans l'intérêt national, quelquefois dans l'intérêt d'une certaine classe d'indi-

vidus (les débiteurs hypothécaires fonciers par exemple). Ce sont des mesures de « défense nationale financière », que les tribunaux étrangers devront refuser d'appliquer, au même titre que les lois pénales ou fiscales, et cela sans tenir compte ni de la nationalité ou du domicile des parties, ni de la loi compétente pour régir les effets du contrat. D'ailleurs la modification du montant de la dette est une mesure tellement exceptionnelle qu'on ne peut concevoir son application hors du territoire où elle a été promulguée.

Evidemment, si la loi en question prévoit elle-même qu'elle ne pourra être appliquée à l'étranger ou bien qu'elle ne régira pas les rapports internationaux (1), les juges étrangers n'auront pas à l'appliquer. Mais même dans le cas où la mesure en question décide qu'elle sera applicable à l'étranger, ou en matière internationale (2), le juge étranger devra refuser de lui donner effet.

Cette doctrine n'est pas admise par tous les auteurs, mais la jurisprudence l'a très souvent adoptée, notamment en France, en Belgique et en Égypte.

Le Tribunal civil de la Seine, dans le jugement rendu le 31 mai 1933 en l'affaire du Crédit foncier égyptien (3) refuse d'appliquer le décret égyptien du 2 août 1914, pour les motifs suivants :

« Attendu que le cours forcé, mesure prise dans l'intérêt national, est restreint au territoire de la nation qui l'institue et ne suit pas les valeurs circulant à l'étranger; qu'il n'est pas opposable en matière de paiement international ». Les mêmes motifs sont invoqués par le Tri-

(1) Voir loi du 25 juin 1928, 1^{re} partie, chap. I.

(2) Décret égyptien du 2 mai 1935, v. 1^{re} partie, chap. V.

(3) V. ci-après, chap. III.

bunal civil de la Seine dans le jugement rendu à propos des obligations de la Bethlehem Steel Company le 27 mars 1935.

La jurisprudence égyptienne a maintes fois appliqué ce principe. La Cour d'appel mixte d'Alexandrie, dans l'arrêt du 13 juin 1934 (1) relatif aux pensions des retraités de la Banque Ottomane déclare que, ni la loi ottomane de 1915 sur le cours forcé, ni aucune loi promulguée en cette matière, n'a prétendu étendre son domaine sur les paiements et les opérations faites à l'étranger. Et le Tribunal de Commerce d'Alexandrie, dans le jugement rendu le 15 avril 1935 rappelle qu'il a été admis et a été jugé comme un principe certain que les lois sur le cours forcé sont strictement territoriales et, qu'en conséquence, la loi turque sur le cours forcé ne saurait faire obstacle au paiement en or exigé en Égypte.

Enfin, dans le jugement rendu par le tribunal de première instance d'Anvers le 5 janvier 1935, à propos de l'emprunt de la Ville d'Anvers, nous relevons ces motifs :

« Attendu... que les lois monétaires américaines dont il est fait état, ont un caractère strictement territorial; qu'elles sont des lois de police et de sûreté qui obligent tous ceux qui se trouvent sur le territoire des États-Unis... »

Mais l'arrêt de la Cour de Bruxelles, qui infirme cette décision, analyse la notion de territorialité d'une façon nouvelle et beaucoup plus précise : dire qu'une loi est territoriale cela ne signifie pas que le juge étranger ne pourra jamais l'appliquer; cela signifie simplement qu'elle ne pourra s'appliquer à d'autres faits qu'à ceux

(1) Journal des Tribunaux mixtes du 4 décembre 1934. *Clunet*, 1934, p. 1008.

qui se produisent sur le territoire où elle a été promulguée. Aussi le juge belge peut-il refuser l'application de la loi américaine sur son propre territoire, mais il pourra « reconnaître l'empire de cette loi sur le territoire pour lequel elle a été édictée », en l'espèce il appliquera la Joint Resolution à une obligation née et exécutable uniquement aux États-Unis. De même, le Restatement of the Law of Conflict of Laws admet que les lois territoriales ont, à l'intérieur des frontières de chaque pays, une compétence internationale, c'est-à-dire que les droits régulièrement créés par ces lois seront reconnus internationalement (1).

Si la jurisprudence a, ces dernières années, si souvent adopté la théorie de la territorialité des lois sur le cours forcé, la raison en est qu'il est devenu de plus en plus difficile, en cette matière, de faire appel à la notion d'ordre public, comme nous allons le voir dans le paragraphe suivant.

SECTION IV

La question de l'ordre public.

Lorsque les stipulations de paiement en or sont régies par un droit étranger et que le juge a déclaré applicable la disposition spéciale de ce droit étranger qui annule la clause-or, il reste un dernier moyen d'éluder l'application de cette mesure; ce moyen consiste à invoquer l'exception d'ordre public. Il y a des cas, en effet, où, bien

(1) Cf. Restatement of the Law of Conflict of laws art. 44 et Pierre Wigny. Le « Restatement » américain *Revue critique de droit international*, 1936, p. 67.

que la loi étrangère soit normalement compétente, le juge national décide que cette loi, ou certaines de ses dispositions ne peuvent s'appliquer, parce que contraire à l'ordre public (1).

« Il semble que sur certains points la jurisprudence ait établi une barrière devant la loi étrangère, une réserve pour la loi française » (2).

Mais la notion d'ordre public est très peu précise; elle varie dans le temps et dans l'espace. Ce qui était contraire à l'ordre public d'un pays déterminé, il y a quelques années, ne l'est plus aujourd'hui.

On pourrait très bien concevoir que les tribunaux d'un pays demeuré fidèle au régime de l'étalon-or, déclarent contraire à l'ordre public une loi étrangère, permettant aux débiteurs de se libérer en monnaie dépréciée.

Mais il y a peu de décisions dans ce sens.

Quant aux tribunaux des pays qui ont eux-mêmes abrogé la clause-or, il leur est assez difficile de dire qu'une loi analogue, émanant d'un législateur étranger, ne peut être appliquée dans leur pays parce que contraire à l'ordre public.

D'ailleurs les mesures restrictives dont il s'agit ne peuvent plus être considérées comme exceptionnelles, tant elles se sont multipliées au cours de ces dernières années.

Aussi les tribunaux refusent-ils, en général, de faire appel à la notion de l'ordre public pour mettre obstacle à l'application de ces lois, malgré leur caractère parfois rétroactif.

La Hollande est restée fidèle à l'étalon-or et pourtant

(1) V. Niboyet. *Manuel*, p. 525, nos 429 et suiv.

(2) Lévy-Ullmann. *Cours de droit international privé*, 1931-1932.

dans le jugement rendu par le tribunal d'arrondissement de La Haye, le 15 février 1934 dans l'affaire des emprunts de la Royal Dutch (1), nous trouvons les motifs suivants :

« Attendu qu'on ne saurait regarder comme contraire à l'ordre public une mesure comme celle de la Public Resolution, qui fut prise, ainsi qu'il appert des considérants, parce qu'elle était commandée par l'extrême nécessité, dans l'intérêt général (aux États-Unis d'Amérique) et non (comme la demanderesse avec raison n'a pas allégué) dans le but de porter préjudice à des créanciers. »

Plus récemment, l'arrêt rendu par la Cour de Bruxelles le 5 février 1936, dans l'affaire de l'emprunt de la Ville d'Anvers (2), déclare que l'ordre public belge n'est pas compromis par l'application de la Joint Resolution et ajoute :

« Attendu, d'autre part, que la notion d'ordre public varie non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps; qu'en Belgique, elle a évolué de manière notable sous la pression des événements; que les nombreuses prescriptions d'une portée analogue, édictées dans le pays depuis la guerre, empêchent le juge belge d'admettre que la prohibition de clause-or, ou de clauses valeur-or, ou l'annulation rétroactive, en tout ou en partie, de conventions qui avaient été légalement formées, sont actuellement en opposition avec cette notion. »

Ainsi l'exception d'ordre public ne semble devoir jouer qu'un rôle très restreint en matière de lois abrogeant la clause-or. Cependant, la Cour Suprême des Pays-Bas, dans un arrêt rendu le 13 mars 1936 (affaire de l'em-

(1) V. *infra*, chap. V.

(2) C. Bruxelles, 5 février 1936, *G. P.*, 14 mars 1936.

prunt de la Royal Dutch), décide que la Joint Résolution est contraire à l'ordre public néerlandais.

SECTION V

Le domaine laissé à la liberté des conventions.

Les partisans du système de l'autonomie de la volonté admettent qu'en matière internationale, les contractants jouissent d'une liberté presque illimitée, puisqu'elle leur permet même de choisir la loi compétente pour régir les effets de leur contrat.

Mais lorsqu'on adopte la théorie d'après laquelle le contrat est forcément soumis à une loi impérative ou à plusieurs lois, on admet cependant que, dans le cadre de ces lois, les parties peuvent faire toutes les stipulations qu'elles désirent, en vertu du principe de la liberté des conventions.

Par exemple, si la loi française ou la loi belge est reconnue compétente, on appliquera l'article 1134 du Code civil, al. 1. « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. »

Or, souvent, les parties, par une clause de leur contrat, se réfèrent expressément aux lois d'un pays déterminé.

Cette clause sera, par exemple, ainsi rédigée :

« Le présent contrat sera soumis aux lois en vigueur dans l'État de New-York. » Quelle est la valeur d'une pareille stipulation?

Elle sera valable, dans les limites fixées par la loi compétente et le droit étranger n'interviendra qu'à titre de droit matériel.

Mais, si les parties ont stipulé que la loi étrangère serait

compétente, il faudra l'appliquer en bloc, en tenant même compte de la disposition qui annule la clause-or.

Les parties peuvent, en vertu de la liberté qui leur est laissée, stipuler que le paiement se fera dans un ou plusieurs lieux déterminés. S'il est stipulé, par exemple, que le créancier aura le droit d'exiger, soit 10 livres sterling à Londres, soit 50 dollars à New-York ou 1.250 francs à Paris, il y a option de change. S'il est stipulé que le créancier aura le droit d'exiger soit 50 dollars à New-York, soit leur équivalent en livres sterling à Londres ou en francs à Paris, calculé d'après le cours du dollar sur ces deux places, au jour du paiement, il y a simple option de place. L'option de change concerne la monnaie de compte, l'option de place ne concerne que la monnaie de paiement. La clause d'option de place a toujours été reconnue valable; elle ne change pas l'étendue de la dette. La clause d'option de change, au contraire, permet au créancier de se faire payer dans celle des monnaies qui est la plus avantageuse; en cas de dépréciation de l'une de ces monnaies, cette clause joue le rôle d'une clause de garantie; elle a donné lieu à des difficultés, car on a voulu souvent l'assimiler, soit aux stipulations de paiement en monnaie étrangère, soit aux clauses-or.

Ainsi, dans la limite tracée par les lois impératives compétentes pour régir leur rapport, les parties ont la faculté de faire toutes les stipulations qu'elles désirent. Les juges rechercheront, dans chaque espèce, quelle a été leur intention, en interprétant le contrat conformément aux principes de la *lex fori*. Tels sont les principaux problèmes que pose la question de l'application, par le juge national, des lois étrangères abrogeant les clauses-or.

Nous allons analyser quelques décisions récentes, rendues dans divers pays, en cette matière, en essayant, pour chacune d'elles, de déterminer la nature et la portée des solutions adoptées par les juges et les conceptions auxquelles elles semblent se rattacher.

Nous ne retiendrons, d'ailleurs, dans les points de droit tranchés par ces décisions, que ceux qui se rapportent à notre sujet.

Il faut noter, au préalable, que les tribunaux ne fondent pas toujours leurs décisions en cette matière sur des motifs d'ordre exclusivement juridique; mais invoquent souvent, au contraire, des considérations économiques ou financières et quelquefois même des raisons d'équité.

CHAPITRE II

LES ARRÊTS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE DE LA HAYE

Affaires des emprunts des États serbe et brésilien.

Nous commencerons par étudier les seules décisions rendues en cette matière par une juridiction internationale.

La Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye, saisie à la suite de deux compromis d'arbitrages signés entre le Gouvernement français, d'une part et les gouvernements serbe et brésilien, d'autre part, prononça, le 12 juillet 1929, deux arrêts (1) qui ont eu de très grandes répercussions en droit international privé, le premier relatif à un litige entre le gouvernement français et l'État serbe, le deuxième à un litige entre le gouvernement français et l'État brésilien.

Le Brésil et la Serbie avaient émis, avant la guerre, des emprunts sur plusieurs places financières : Paris, Bruxelles, Londres.

(1) Publications de la Cour Permanente, Série A, nos 20 et 21. Série C; nos 16-III et IV. *Revue de Droit international privé*, 1929, p. 427, note Niboyet. *Clunet*, 1929, p. 977, S. 1929.4.17; D. 1930.2.45; G. P., 1929.2.339. Cf. André Prudhomme. Les emprunts des États brésilien et serbe devant la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye. *Clunet*, 1929, p. 837.

Ces emprunts avaient indiscutablement un caractère international. Leur montant, le paiement des intérêts, le remboursement du capital, étaient indistinctement stipulés en « francs » et en « francs-or ». Le paiement des intérêts et l'amortissement devaient se faire, dans tous les lieux autres que Paris, en « francs au cours du change à vue sur Paris ». Il y avait donc, en l'espèce, option de place et non option de change.

Les porteurs des titres d'emprunts émis par le Brésil et la Serbie devaient-ils être payés en francs-or, tels que définis par la loi du 17 Germinal an XI, ou en francs français dépréciés par la loi du 25 juin 1928?

La Cour Permanente commence par décider qu'il s'agit d'une stipulation de paiement en francs-or de la valeur déterminée par la loi de Germinal an XI, constituant non pas une clause espèces-or, mais une clause valeur-or. « Traiter la clause-or comme si elle indiquait une pure modalité de paiement sans référence à un étalon de valeur serait, non pas l'interpréter, mais la détruire. »

Puis elle recherche la loi applicable au contrat d'emprunt. Est-ce la loi serbe ou brésilienne, ou bien la loi française? « C'est là », dit l'arrêt relatif aux emprunts brésiliens, « une question de droit international privé, que la Cour doit résoudre en s'inspirant de la nature même des obligations dont il s'agit et des circonstances qui ont accompagné leur création, sauf à tenir compte également de la volonté exprimée ou présumée des parties. »

La Cour fait donc allusion, à la fois à la théorie de l'autonomie de la volonté et à la théorie de la recherche préalable de la loi compétente.

La Cour Permanente écarte le principe de la loi unique du contrat, et fait une distinction devenue célèbre, entre la substance de la dette qui sera régie par la loi serbe ou brésilienne, et les modalités de paiement qui seront soumises au droit français.

« Il y a lieu de remarquer que, même abstraction faite des règles d'ordre public, il est bien possible que ce ne soit pas la même loi qui régit l'obligation sous tous ses rapports. »

La substance de la dette, nous l'avons vu, vise les conditions d'existence et de validité du contrat, les conditions dans lesquelles l'État serbe ou brésilien s'est juridiquement engagé, l'objet du contrat, la détermination de l'étendue de la dette. Les modalités de paiement concernent l'exécution de la dette.

Quelle est la loi applicable à la substance de la dette, en matière de contrat d'emprunt international? Sur ce point encore la décision de la Cour Permanente est très intéressante : « Il résulte de la nature même des titres au porteur que la substance de la dette, qui, en principe, doit être la même pour tous les porteurs, ne peut dépendre de la personne du porteur ou de la place où il a acquis son titre. » Donc dans le silence des actes d'emprunt, la loi du contrat sera celle du débiteur. « Seule la personne de l'emprunteur est fixée; c'est, dans l'espèce, un État souverain, qui ne peut être présumé avoir soumis la substance de sa dette et la validité des engagements pris par lui à ce sujet à une loi autre que sa loi propre. »

Un État souverain peut se soumettre à une loi étrangère, mais il faut qu'il le stipule expressément. C'est un fait trop grave pour être présumé.

Par conséquent, la substance de la dette sera régie par la loi serbe ou la loi brésilienne.

Quant aux modalités de paiement, elles seront toujours soumises à la loi du lieu de paiement, en l'espèce la loi française. « C'est là, en effet, un principe généralement reconnu, que tout État a le droit de déterminer lui-même sa monnaie. L'application des lois de cet État ne soulève pas de difficultés, tant qu'elle n'affecte pas la substance de la dette à payer et qu'elle n'entre pas en conflit avec la loi qui régit ladite dette » (1).

Nous croyons devoir interpréter ce passage de la manière suivante : la loi française s'appliquera aux modalités de paiement, non pas parce que les obligations sont libellées en francs français, mais parce que le paiement doit avoir lieu en France.

Et la Cour décide que le débat n'a trait qu'aux modalités de paiement, c'est-à-dire aux conditions d'exécution de la dette : le débiteur pourra-t-il ou non s'acquitter en monnaie dépréciée.

Nous avons déjà critiqué cette solution et nous pensons que la question de la validité de la clause-or concerne l'étendue de la dette et non pas simplement son mode d'exécution. Elle aurait dû logiquement être soumise à la loi brésilienne ou serbe plutôt qu'à la loi française.

La loi monétaire française ayant été reconnue compétente par la Cour Permanente, celle-ci l'applique d'une façon indivisible. La clause-or sera reconnue valable en vertu de l'alinéa 2 de la loi du 25 juin 1928, parce qu'il s'agit d'une opération ayant un caractère international.

« La Cour étant arrivée à la conclusion qu'il y a lieu

1) Arrêt relatif aux emprunts serbes.

d'appliquer le droit interne d'un pays déterminé, il ne semble guère douteux qu'elle doit s'efforcer de l'appliquer comme on l'appliquerait dans ledit pays. Ce ne serait pas appliquer un droit interne, que de l'appliquer d'une manière différente de celle dont il serait appliqué dans le pays où il est en vigueur » (1).

Même si on accepte la théorie qui donne compétence au lieu de paiement, pourquoi avoir choisi Paris plutôt que Vienne ou Berlin où les titres étaient également payables (au cours du change à vue sur Paris)?

La décision signifie sur ce point qu'il faut entendre par lieu de paiement, celui où le paiement est demandé.

Enfin les arrêts de la Cour Permanente comprennent des passages intéressants en ce qui concerne l'ordre public : « Il y a lieu de rappeler qu'il se peut que la loi qui pourrait être jugée, par la Cour, applicable aux obligations de l'espèce, soit, sur un territoire déterminé, tenue en échec par une loi nationale de ce territoire, loi d'ordre public et d'application inéluctable, bien que le contrat ait été conclu sous le régime d'une loi étrangère. »

La Cour permanente fait donc produire à l'ordre public un effet à la fois négatif et positif.

La solution principale donnée par la Cour peut, en définitive, se résumer ainsi : lorsqu'il s'agit d'un emprunt comportant une clause d'option de place, la validité de la clause-or dépend de la loi du lieu où le paiement sera demandé.

Ces arrêts ont eu de très grandes répercussions et ont influencé les tribunaux de presque tous les pays.

(1) Arrêt relatif aux emprunts brésiliens.

CHAPITRE III

LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

SECTION I

La jurisprudence française en est venue, peu à peu, à poser ce principe que le cours forcé ne peut avoir d'effet hors du territoire de la nation qui l'a institué; elle semble avoir admis la notion de la territorialité des lois monétaires restrictives en général et en particulier de celles qui annulent les clauses-or.

Un des premiers arrêts qui énonce cette règle a été rendu par la Cour d'appel de Paris, le 19 avril 1928, dans l'affaire Bagot c / Société des Charbonnages de Sosnowice (1).

« Une société polonaise, dit la Cour, ne saurait s'appuyer sur un décret du gouvernement polonais du 14 mars 1924, qui a valorisé à 33 %, les dettes obligataires des sociétés polonaises pour réduire à un tiers, dans chaque pays, le montant des sommes qu'elles doivent, en la monnaie de ce pays, aux obligataires qui s'y présentent, ledit décret étant un texte réglementaire d'ordre intérieur qui ne peut avoir d'effet au delà des limites de la Pologne. »

Ce principe a été appliqué pour la première fois au

(1) *Clunet*, 1928, p. 695.

sujet d'une mesure étrangère touchant à la clause-or par le tribunal civil de la Seine (1^{re} Chambre), dans un jugement du 18 janvier 1928, rendu dans l'affaire De Mongascon c / Société Italienne des Chemins de fer méridionaux (1) au sujet d'emprunts émis par cette Société.

Le tribunal déclare que la compagnie défenderesse ne pourrait utilement se prévaloir du décret-loi pris le 7 mars 1920 par le Gouvernement italien (2); « Attendu que ce décret ne peut avoir effet à l'égard des porteurs étrangers d'obligations qui ont passé un contrat avec une société italienne, contrat dont les stipulations sont claires et précises et n'ont fait l'objet d'aucune modification, ni d'aucune transaction, entre la société émettrice et les porteurs français de ces titres... »

SECTION II

L'affaire des obligations du Crédit Foncier Égyptien.

Jugement du Tribunal Civil de la Seine (1^{re} Chambre), du 31 mai 1933.

Affaire Boncompagne et consorts c / Crédit Foncier égyptien.

Nous avons étudié dans notre première partie les décisions qui sont intervenues en Égypte au sujet des obligations du Crédit Foncier égyptien (3). Les porteurs français assignèrent le Crédit Foncier égyptien en France, en paiement, en francs de Germinal an XI, du montant nominal des coupons échus et des titres amortis.

(1) *Clunet*, 1928, p. 669.

(2) V. Première partie, chap. VI.

(3) Voir *suprà*, chapitre V.

Rappelons brièvement les faits : les obligations litigieuses (obligations foncières 3 %, 3 1/2 %, et 4 %) contenaient une stipulation expresse de paiement en or. Les intérêts et les titres amortis étaient payables, au choix du porteur, en Égypte et sur plusieurs places étrangères. Ainsi le titre des obligations 3 %, rédigé en français, est ainsi libellé : « obligation foncière 3 % de 500 francs, ou Livres sterling (parité de 25.20) £ 19.16.10. Intérêt semestriel 7 fr. 50 = £ 0,5.11 d 1/2 (net d'impôt), payable en or les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année, à Paris, à Londres, à Bruxelles, à Genève et en Égypte. Titre remboursable en or à 500 francs ou £ 19.16.10. »

Le Crédit Foncier, invoquant le décret khédivial du 2 août 1914, prétendait se libérer en monnaie égyptienne dépréciée.

Le Tribunal civil de la Seine se prononça en faveur des obligataires.

Dans ce jugement, le Tribunal commence par reconnaître qu'il y a clause-or. Puis il mentionne qu'il y a eu émission en France de ces divers types d'obligations; la France est le lieu de conclusion et le lieu d'exécution du contrat.

Le Tribunal invoque ensuite les motifs suivants :

« Attendu, enfin, que le Crédit Foncier Égyptien soutient qu'en toute hypothèse, la législation égyptienne qui le régit ayant édicté le cours forcé, la clause-or serait inopérante et qu'il se libérera valablement en billets de la National Bank of Egypt qui ont, en vertu du décret khédivial du 2 août 1914, la même valeur effective et libératoire que l'or ;

Mais attendu que le cours forcé, mesure prise dans l'in-

térêt national, est restreint au territoire de la nation qui l'institue et ne suit pas les valeurs circulant à l'étranger; qu'il n'est pas opposable en matière de paiement international... »

Après avoir démontré qu'il s'agit bien en l'espèce d'un paiement international, le tribunal condamne le défendeur à payer à ses obligataires, en monnaie légale, une somme calculée sur la base de l'or.

Il est intéressant de noter qu'à l'époque où fut rendu ce jugement, le décret khédivial du 2 mai 1935 n'était pas encore intervenu, et la majorité de la jurisprudence égyptienne décidait, à l'instar de la jurisprudence et de la loi françaises, que la clause-or était valable en matière internationale. Aussi le tribunal civil de la Seine n'était-il pas obligé de faire appel au principe de la territorialité des lois sur le cours forcé, pour donner raison aux obligataires.

En effet,

1^o Si la validité de la clause-or dépendait de la loi du lieu de paiement, en l'espèce la loi française, la clause était valable parce qu'il s'agissait d'un contrat international.

2^o Si, au contraire, la validité de la clause-or dépendait de la loi applicable à la substance de la dette, de deux choses l'une : ou bien la loi française s'appliquait et la clause était valable, en raison du caractère international de l'opération, ou bien c'était la loi égyptienne qui était compétente et la clause demeurerait valable en vertu du même principe; dans les deux cas il aurait fallu reconnaître sa validité.

Mais depuis la date de ce jugement est intervenu le décret khédivial du 2 mai 1935 qui, contrairement à la

loi française de 1928, décide que la clause-or est nulle, même en matière internationale; cette disposition est interprétative, et par conséquent rétroactive. Aussi la question se complique; si le droit égyptien était aujourd'hui reconnu compétent, la clause-or serait nulle, si l'on ne faisait pas appel à la théorie jurisprudentielle de la territorialité de la loi.

Le tribunal n'a pas recherché quelle était la loi applicable en l'espèce : était-ce la *lex loci solutionis*, la *lex loci contractus* ou bien la loi du domicile du débiteur? La question n'a pas été tranchée.

Le tribunal a simplement décidé que les lois sur le cours forcé étant territoriales, le juge français ne devra jamais leur donner effet. Aussi le décret du 2 mai 1935 ne peut-il avoir aucune influence sur une pareille solution; peu importe que le législateur égyptien ait déclaré la loi égyptienne applicable à l'étranger : dans tous les cas le juge français refusera de l'appliquer. La doctrine française de la territorialité des lois sur la clause-or est conforme à la théorie qui a été développée par Arminjon; elle a le mérite de simplifier considérablement les questions de ce genre; elle évite au juge la recherche de la loi compétente pour régir les effets du contrat.

Le Crédit Foncier Égyptien a fait appel de cette décision et la Cour d'appel de Paris, par un arrêt du 3 avril 1936, vient de confirmer le jugement du Tribunal civil de la Seine.

Ainsi, à quinze jours d'intervalle, les obligataires ont été déboutés en Égypte (1) et ont obtenu gain de cause en France. Mais la victoire des obligataires en France

(1) Cour d'Appel mixte du Caire, 18 février 1936, v. première partie, chap. V.

n'aura probablement pas d'effets pratiques, car l'arrêt de la Cour d'appel ne peut recevoir l'exequatur en Égypte et le Crédit Foncier égyptien a manifesté son intention de ne pas en tenir compte.

SECTION III

On a voulu rattacher à cette jurisprudence l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris (1^{re} Chambre), le 26 octobre 1933, dans l'affaire *Travellers' Bank c / Raymond Patenôtre et Banque de France* (1).

Mais cette décision signifie simplement que, dans l'espèce envisagée, le droit français était applicable, à l'exclusion de tout autre.

Raymond Patenôtre avait conclu avec la Travellers' Bank des accords, aux termes desquels la Banque s'engageait à lui garantir, à propos de dollars qu'il devait recevoir périodiquement d'Amérique, le cours minimum de 25 fr. 32 centimes 1/2 par dollar.

A la suite de la dépréciation du dollar, l'opération étant devenue très onéreuse pour la Travellers'Bank, celle-ci refusa d'exécuter ses engagements, invoquant les récentes mesures prises par le Président Roosevelt en matière bancaire.

L'arrêt décide que la Travellers'Bank, ayant contracté en France avec un Français, pour l'exécution en France d'une obligation de payer, est mal venue, pour se soustraire à son obligation, d'exciper des mesures restrictives en matière de banque qui auraient été ordonnées

(1) *D. H.*, 1933, p. 545; *Revue de droit international privé*, 1934, p. 465
Gazette des Tribunaux, 1933, p. 108, n° 135; *Clunet*, 1934, p. 943.

par le Président de la République des États-Unis d'Amérique ; que celles-ci ne peuvent avoir effet que dans les limites de ce pays.

Le droit américain n'est pas applicable en l'espèce ; le contrat est régi uniquement par le droit français.

Donc la question de l'effet des mesures prises par le Président Roosevelt ne se pose pas.

En effet, il s'agit d'un contrat conclu en France, entre un Français et l'agence française d'une banque américaine ; selon la jurisprudence, la *lex loci contractus*, en l'espèce la loi française, est applicable en l'absence d'intention clairement exprimée des parties à ce sujet.

Si les parties avaient voulu se soumettre au droit américain, elles auraient dû le déclarer expressément : comme elles ne l'ont pas fait, seule, la loi française est applicable. La Cour ajoute que les mesures exceptionnelles prises aux États-Unis ne peuvent avoir effet hors de ce pays. Il était superflu de faire appel ici à la notion de territorialité.

La signification de cet arrêt semble être que, même si la loi américaine avait été compétente, les dispositions prises par le Président Roosevelt n'auraient pu être appliquées hors des frontières des États-Unis. Notons que les mesures invoquées par la Travellers'Bank comprenaient l'ensemble des restrictions édictées par le Président Roosevelt en matière bancaire et relatives à la détention de l'or, à la police bancaire et au marché des devises, mesures qui d'après la jurisprudence, s'imposent au respect de tous aux États-Unis, mais ne peuvent produire effet en France.

SECTION IV

L'affaire des obligations de la Bethlehem Steel Company.

Tribunal Civil de la Seine, 1^{re} Chambre. Jugement du 27 mars 1935 (1).

Affaire Société financière commerciale et industrielle c / Bethlehem Steel Company et Bethlehem Steel Corporation.

Nous avons étudié, dans la première partie, la décision rendue aux États-Unis, relativement aux obligations de cette même Société. Le problème s'est posé devant les juges français sous un angle différent.

La demanderesse, société française, possédait 3 obligations 5 % 1942 de la Bethlehem Steel Company, société américaine. L'emprunt litigieux avait été émis en 1912, simultanément aux États-Unis, en Angleterre et en Hollande.

Le prospectus d'émission renfermait les passages suivants : «...Bethlehem Steel Company Emission de Dollars 15 millions 200.000 or 5 %, remboursable le 1^{er} mai 1942... Le principal et les intérêts sont payables à New-York, en monnaie d'or des États-Unis de l'étalon actuel ou égale à l'étalon actuel comme poids et teneur, et à Amsterdam au cours fixe de florins 2, 49 par dollar ». — Le mot « or » figurait plusieurs fois sur les titres et le texte imprimé de l'obligation renfermait les stipulations suivantes : « Bethlehem Steel Company, Obligation Or 5 %... La Bethlehem Steel Company... pour valeur

(1) *Gazette des Tribunaux*, 1 et 2 juillet 1935; *ét Bulletin de l'Institut Juridique International*, t. 33 (1935), p. 103.

regue par le présent titre promet de payer au porteur de cette obligation... le 1^{er} mai 1942, à New-York 1000 dollars, ou à Londres (Angleterre) 205 livres, 13 shillings trois pence sterling; ou à Amsterdam (Hollande) 2.490 florins et de payer les intérêts sur ledit principal à partir du 1^{er} mai 1912, dans lesdites monnaies au taux de 5 % l'an ».

La clause-or et la clause d'option de change figuraient également sur les coupons « Au premier jour de... 19... à moins que l'obligation ci-après ait été antérieurement amortie, la Bethlehem Steel Company paiera au porteur, dans ses bureaux ou dans son agence à New-York (États-Unis d'Amérique) vingt-cinq dollars en monnaie d'or des États-Unis, ou à Londres (Angleterre) cinq livres deux shillings dix pence, ou à Amsterdam (Hollande) soixante-deux florins vingt-cinq cents, représentant six mois d'intérêts alors échus sur son obligation or 5 % ».

Il s'agissait donc incontestablement d'un emprunt contenant une clause-or et une clause d'option de change.

L'émission de cet emprunt avait été effectuée par une banque d'Amsterdam, chargée du paiement des intérêts. Or la Bethlehem Steel Company déclara que les coupons ne seraient payables à Amsterdam en florins, que sur présentation préalable par le porteur d'un « affidavit » attestant 1^o qu'à la date de ce certificat, le propriétaire de l'obligation avait été, pendant six mois sans interruption, un résident *bona fide* d'un autre pays que les États-Unis; 2^o que l'obligation elle-même avait été, depuis le 5 juin 1933 et sans interruption, la propriété d'un résident *bona fide* d'un autre pays que les États-Unis.

La Bethlehem Steel Company basait cette exigence sur

les mesures restrictives adoptées aux États-Unis en matière monétaire.

La Société financière commerciale et industrielle assigna donc la Bethlehem Company, en paiement des coupons devant le Tribunal Civil de la Seine reconnu compétent.

Le Tribunal déclare que si, par hypothèse, l'exigence de la Bethlehem Steel Company se fondait sur de récentes dispositions législatives d'ordre monétaire, intervenues aux États-Unis, « il suffirait de constater que ces mesures, prises dans l'intérêt national, sont restreintes au territoire de la nation qui les institue et ne suivent pas les valeurs circulant à l'étranger, qu'elles ne sont donc pas opposables en matière de paiement international. »

Le tribunal démontre qu'il s'agit bien en l'espèce d'un paiement international, et décide « que les mesures législatives d'ordre monétaire ou économique, prises aux États-Unis, ne peuvent mettre obstacle à l'exécution de l'obligation de paiement contractée au profit de ses obligataires par la Bethlehem Steel Company et consistant notamment à payer à Amsterdam, sans autre condition que la présentation des coupons, les intérêts de l'emprunt au taux de 5 % or; chaque coupon devra être payé à raison de 62 florins 25 cents. »

Les motifs de ce jugement sont curieux. En effet, le tribunal ne recherche pas la loi applicable au contrat d'emprunt. Il déclare que la loi américaine, étant territoriale, ne peut avoir d'effet à l'étranger; mais ensuite, au lieu de rechercher la loi compétente pour déterminer la validité de la clause-or, le tribunal applique simplement la *lex fori*, en l'espèce le droit français avec sa dis-

inction des paiements internes et internationaux et son criterium du paiement international : « ainsi sera réalisé le double mouvement d'importation et de réexportation caractéristique du paiement international ».

Or, les obligations avaient été émises en Hollande, et le lieu de paiement était Amsterdam. Si la validité de la clause-or est soumise à la loi du lieu d'exécution, comme l'a décidé la Cour Permanente, elle dépendra du droit hollandais. Or, aucune disposition du droit hollandais n'interdisant la clause-or, celle-ci est valable.

Mais on pourrait soutenir que la validité de la clause or dépend de la loi compétente pour régir la substance de la dette. Quelle est cette loi? La loi hollandaise, *lex loci contractus*? Ou bien la loi américaine, la société émettrice ayant son siège à New-York?

La Cour Permanente préconise la loi du siège social du débiteur, en matière de titres au porteur. Et si la clause est régie par la loi américaine, est-elle valable en tant que clause de paiement en monnaie étrangère? La question n'est pas encore tranchée par la Cour Suprême des Etats-Unis et les juridictions inférieures ne sont pas d'accord à ce sujet (1). En tous cas, aucune loi, américaine ou autre, ne subordonne le paiement des coupons à la présentation d'un tel affidavit.

Il n'y a pas eu d'appel de ce jugement qui est donc passé maintenant en force de chose jugée.

Telles sont les principales décisions rendues par la jurisprudence française en notre matière. Peu à peu s'est élaborée la théorie d'après laquelle les mesures permettant au débiteur de se libérer valablement en monnaie

(1) Voir première partie, chapitre II.

dépréciée sont territoriales et ne peuvent recevoir application à l'étranger. La jurisprudence a ainsi appliqué aux lois monétaires étrangères la restriction qu'elle avait apportée au domaine d'application des lois françaises sur le cours forcé, restriction qui fut admise par la loi du 25 juin 1928. Elle déclare à propos de l'application de la loi étrangère, Joint Resolution ou décret égyptien du 2 mai 1935, ce qu'elle déclarait à propos de l'application de la loi française. « Le cours forcé, mesure prise dans l'intérêt national, est restreint au territoire de la nation qui l'institue et ne suit pas les valeurs circulant à l'étranger. »

Peu importe ce qu'a dit le législateur étranger au sujet du domaine d'application des mesures qu'il a édictées, car jamais nos tribunaux n'ont admis que la loi étrangère puisse s'imposer en France par la seule volonté du législateur étranger.

Ainsi la jurisprudence française est arrivée à écarter l'application des dispositions impératives étrangères annulant les clauses-or, sans faire appel à la notion de l'ordre public.

On a quelquefois insinué que les solutions élaborées par la jurisprudence française étaient surtout favorables aux porteurs français d'obligation or. Ce n'est pas toujours exact. En effet, c'est conformément à ces principes que l'État français continue à payer à la parité or, c'est-à-dire à raison de 25 fr. 52 par dollar, les coupons de ses emprunts libellés en dollars or 7 1/2 % 1921 et 7 % 1924 émis aux États-Unis, bien que les tribunaux américains aient déclaré la Joint Resolution applicable aux créanciers étrangers pour les paiements à effectuer aux États-Unis. De même les villes de Bordeaux, Lyon, Marseille

et Soissons et les Compagnies de Chemins de fer du Nord (1) et de Paris Orléans (5 % 1928) ont assuré le service de leurs emprunts en dollars or après la dévaluation de la monnaie américaine.

(1) Emprunt 6 1/2 % émis aux États-Unis en 1924 (Nord Railway Company 6 1/2 %, External Sinking Fund).

CHAPITRE IV

LA JURISPRUDENCE BELGE

I. — Les procès relatifs à l'emprunt de la ville d'Anvers.

1^o *Le jugement rendu par le Tribunal de 1^{re} instance
d'Anvers (1^{re} Chambre) le 5 janvier 1935 (1).*

La ville d'Anvers avait émis en 1928 un emprunt extérieur en dollars-or, représenté par des titres au porteur qui contenaient les deux clauses suivantes :

« 1^o Le principal et les intérêts de cette obligation sont payables au bureau principal de la National City Bank of New York dans le district de Manhattan, ville et État de New-York (États-Unis d'Amérique), en monnaie d'or des États-Unis d'Amérique de l'étalon de poids et de titre en vigueur au 1^{er} décembre 1928 ou équivalente à cet étalon (in gold coin of the United States of America of or equal to the standard of weight and fineness existing December 1st 1928) »;

« 2^o Cette obligation sera, à tous points de vue, réputée être un contrat devenu parfait et devant être exécuté à l'intérieur de l'État de New-York (États-Unis d'Amé-

(1) Les établissements Brepols et autres c/ ville d'Anvers. *Bulletin de l'Institut Juridique International*, 32 (janvier 1935), p. 93 et note Pirotte.

rique) et sera interprété conformément aux lois dudit État. »

Le principal et les intérêts étaient aussi quérables à Londres, en livres sterling, au taux du change à vue sur New-York.

Il s'agit donc ici d'une simple clause d'option de place et non pas d'option de change.

La Ville d'Anvers, invoquant la Joint Resolution du 5 juin 1933, prétendit se libérer valablement en payant ses obligataires en dollars dépréciés.

Elle fut assignée devant le Tribunal de première instance d'Anvers par la demanderesse, qui possédait 12 obligations de mille dollars chacune de cet emprunt de 1928 et qui prétendait recevoir, en paiement de ses coupons, des dollars-or des États-Unis de l'étalon en vigueur au moment de l'émission, ou une somme équivalente à la valeur de ces dollars-or au jour du paiement.

Le jugement donne raison à l'obligataire et dit pour droit que les coupons litigieux « sont payables en dollars-or des États-Unis, selon l'étalon en vigueur au 1^{er} décembre 1928 ou par la quantité de devises nécessaires à procurer de l'or du poids et du titre spécifiés à l'engagement. »

En ce qui concerne la clause-or, le Tribunal commence par l'analyser. C'est une clause valeur-or. L'or ici n'est pas envisagé comme monnaie de paiement, mais comme monnaie de compte. « Attendu, en effet, que la référence à un poids d'or ne peut avoir d'autre but que celui de garantir les parties contractantes contre la dévaluation de la monnaie. ». — « Attendu qu'en stipulant en monnaie d'or, les parties ne peuvent avoir envisagé le paiement effectif en monnaie d'or, mais ont eu en vue celle-ci

comme étant le moyen par lequel le montant de la dette devait être limité et établi. »

Puis, le Tribunal, adoptant le principe de l'autonomie de la volonté, déclare, sans rechercher quelle est la loi applicable en l'espèce, que « les conventions librement consenties doivent être scrupuleusement respectées », et que « les tribunaux doivent sanctionner leur exécution » à moins, évidemment, qu'elles ne soient contraires à l'ordre public, ce qui n'est pas le cas.

Donc, la solution du procès dépendra uniquement d'une recherche de l'intention des parties contractantes.

Le Tribunal mentionne ensuite la clause par laquelle les parties se sont soumises aux lois de New-York et recherche quels sont les effets, sur le contrat d'emprunt, de la Joint Resolution du 5 juin 1933 qui annule toute clause-or ou valeur-or.

Le Tribunal, pour écarter l'application de cette mesure, fait appel au principe de la territorialité des lois monétaires, et invoque en même temps la règle d'après laquelle la clause-or est valable lorsqu'il s'agit d'une opération à caractère international.

Or, il s'agit là d'une règle de droit belge et de droit français, qui n'est pas admise en droit américain.

Voici les motifs du jugement à ce sujet :

« Attendu qu'il convient d'observer que l'emprunt litigieux a été qualifié d' « extérieur »; que les éléments qui y entrent en ligne de compte impriment aux mouvements de fonds qu'il comporte un caractère dépassant le cadre de l'économie interne d'un pays déterminé (Cf. Cass., Fr. 14 février 1934, *D. H.*, 177); que les valeurs qui en font l'objet devaient subir un mouvement double et réciproque de flux et de reflux au-dessus des

frontières (Cass. Fr., 3 juin 9 juillet 1930, 14 janvier 1931 et conclusions de M. le Procureur Général Maltes, D. P. 1931-1-5); qu'il s'agit donc d'une opération à caractère international;

« *Attendu d'autre part que les lois monétaires américaines dont il est fait état, ont un caractère strictement territorial; qu'elles sont des lois de police et de sûreté qui obligent tous ceux qui se trouvent sur le territoire des États-Unis; mais qu'aucun texte n'en impose l'application à l'étranger;*

« *Attendu qu'il était donc permis aux parties de distinguer d'avance la valeur du dollar or et du dollar papier et de répudier, pour des stipulations internationales ou pour des règlements extérieurs, une loi territoriale imposant le cours forcé (Cf. Paris 16 avril 1926, D. H. 1926 273, D. P., 1926-2-105 et note de R. Savatier).* »

Quelle est donc la valeur de ces motifs? Le tribunal admet le principe de l'autonomie de la volonté. Les parties ayant le droit de choisir la loi compétente, pour régir leurs rapports, ont choisi la loi américaine.

Or, dit le Tribunal, la Joint Resolution, disposition impérative de droit américain, ne jouera pas.

Le Tribunal justifie cette solution de deux manières :

1^o En faisant appel à la théorie française de la territorialité : les lois monétaires restrictives d'un pays étant strictement territoriales, jamais le juge étranger ne les appliquera, même si le droit de ce pays est compétent pour régir en l'espèce les effets du contrats; même si le droit américain est applicable, la Joint Resolution ne pourra jouer. C'est la théorie soutenue par Arminjon et adoptée par la jurisprudence française;

2^o En faisant appel à la notion de contrat internatio-

nal. En matière de validité de la clause-or, la jurisprudence belge, suivant l'exemple de la jurisprudence et de la loi françaises, a admis que les prohibitions édictées par la loi belge ne jouaient pas en matière de contrats internationaux. Mais pourquoi le tribunal applique-t-il au droit américain une règle qui concerne uniquement l'applicabilité de la loi belge?

Il aurait fallu au moins rechercher si le législateur américain a adopté cette règle.

Il est vrai que, parlant de la Joint Resolution, le Tribunal déclare « qu'aucun texte n'en impose l'application à l'étranger », mais il ne justifie aucunement cette allégation.

Il y a là, semble-t-il, une confusion analogue à celle qui a été commise en France, dans le jugement relatif à la Bethlehem Steel Company (1).

En laissant même de côté le principe de la territorialité, on pourrait déduire de ce jugement que les parties peuvent, en droit international privé, stipuler tout ce qu'elles veulent : se soumettre à un droit étranger et éluder une disposition impérative de ce droit étranger (2).

« Attendu qu'en choisissant pour monnaie de compte l'étalon or d'une façon aussi explicite, comme il l'a été observé ci-dessus, les parties ont certainement voulu exclure tous les risques inhérents aux fluctuations des cours du change; que leur attribuer l'intention de se soumettre à une loi diminuant la valeur des espèces serait enlever tout effet à la clause-or; que celle-ci doit être entendue dans le sens avec lequel elle peut avoir quelque effet (C. civil, art. 1157) ».

(1) Voir *suprà*, deuxième partie, chap. III.

(2) V. Niboyet. *Manuel*, p. 802, n° 689.

C'est là une conséquence de la théorie de l'autonomie de la volonté prise dans son sens le plus absolu; si on suivait ce raisonnement, la clause-or serait toujours valable en matière internationale.

M. de Visscher, dans la consultation qu'il a donnée à propos de ce jugement (1), déclare que le litige est en tous points analogue à l'affaire Feist c / Société Intercommunale belge d'électricité (voir *suprà*).

Mais il y a une grande différence entre ces deux procès.

Dans l'affaire Feist, il s'agissait de l'application en Angleterre d'une loi anglaise. Dans l'affaire de la Ville d'Anvers, il s'agit de l'application, en Belgique, d'une loi étrangère et non pas d'une loi nationale.

De plus, la loi anglaise n'annule pas la clause-or, tandis que la loi américaine l'abroge expressément. On ne peut donc comparer ces deux décisions.

Ainsi, la Ville d'Anvers fut condamnée à effectuer le service de son emprunt sur la base de l'or. Elle fit appel de ce jugement et l'affaire vint devant la Cour de Bruxelles qui rendit un arrêt extrêmement intéressant le 5 février 1936.

*2^o L'arrêt de la Cour de Bruxelles (2^e Chambre)
du 5 février 1936 (2).*

La Cour de Bruxelles, infirmant le jugement du Tribunal Civil d'Anvers du 5 janvier 1935, décida que la

(1) Consultation donnée le 31 octobre 1934, dans l'affaire A. Peten c / ville d'Anvers. Traduction anglaise dans Plesch, *The gold clause*, p. 110 et s.

(2) Affaire ville d'Anvers c / Belgique industrielle. *G. du Palais*, 14 mars 1936.

Ville d'Anvers pourrait valablement payer ses obligataires en dollars dépréciés.

§ 1. — L'arrêt commence par rappeler et préciser certains faits. L'emprunt de 1928 de la Ville d'Anvers est un emprunt extérieur. La Ville d'Anvers a négocié avec une banque américaine (la National City Bank of New York), qui s'est engagée à placer la totalité des titres et qui a été seule chargée du service de l'emprunt. New-York, est à la fois le lieu de l'émission et le lieu d'exécution du contrat. C'est, dit l'arrêt, « conformément à la réalité des choses et à toutes les clauses et modalités insérées dans les titres de l'emprunt, que les obligations de la Ville d'Anvers sont nées et doivent être exécutées dans l'État de New-York (États-Unis d'Amérique) ».

La clause de paiement en livres sterling à Londres est une simple clause d'option de place; elle vise uniquement les modalités du règlement et n'a aucun effet sur la prestation considérée intrinsèquement; « la monnaie du contrat étant et restant le dollar des États-Unis d'Amérique, et le lieu de paiement New-York. »

§ 2. — L'arrêt passe ensuite à la recherche de la loi applicable et décide que la stipulation de paiement en or est régie par les lois de New-York.

« Attendu qu'indépendamment de la référence expresse aux lois de l'État de New-York, le fait que l'obligation litigieuse y est née et doit y être exécutée implique que celle-ci est soumise au droit de cet État, tant en ce qui concerne la substance de la dette qu'en ce qui concerne les modalités du paiement »;

Ces motifs paraissent signifier que la loi des États-Unis est obligatoirement compétente parce que l'obligation est née à New-York et doit y être exécutée, abstraction faite de ce qu'ont voulu les parties. C'est une application des principes de la doctrine d'après laquelle la liberté des contractants ne peut s'exercer que dans le cadre de la loi. Il y a là une réaction contre ce qu'on a appelé l'« hypertrophie de l'autonomie de la volonté », en faveur d'un système plus rationnel, en vertu duquel le juge doit rechercher la loi applicable au contrat afin de déterminer quelle est la liberté laissée aux conventions.

De plus, la Cour reprend la distinction formulée par la Cour Permanente entre la substance de la dette et les modalités de paiement. Les modalités de paiement sont évidemment soumises à la loi américaine, puisque New-York est le lieu de paiement. Quant à la substance de la dette, si la Cour la soumet également à la loi de New-York, c'est sans doute parce que cette loi est la *lex loci contractus*, le lieu de l'émission; la Cour fait donc dépendre la substance de la dette en matière d'emprunt de la loi du lieu de conclusion du contrat et non de la loi du domicile du débiteur comme l'a fait la Cour Permanente. Inutile de rechercher en l'espèce si la question de la validité de la clause-or est régie par la loi applicable à la substance de la dette ou par la loi applicable aux modes de paiement; car dans les deux cas, c'est la loi américaine qui est compétente et cette recherche n'aurait aucun intérêt. Donc, la loi américaine s'applique en vertu des règles admises en matière de solution des conflits de lois.

Malgré cela, la Cour fait encore appel à la théorie de l'autonomie de la volonté, d'après laquelle les parties ont

le droit de choisir la loi compétente. Elle déclare que « dans les rapports internationaux, la volonté des contractants a, sous réserve de l'ordre public, le pouvoir de déterminer la loi qui régit le contrat; que c'est de ce pouvoir qu'il a, en l'espèce, été fait usage, par la référence aux lois de l'État de New-York. »

La loi américaine s'appliquera donc de par la volonté, des contractants eux-mêmes. Mais, contrairement au tribunal d'Anvers, la Cour décide que, si la loi américaine est compétente, elle s'appliquera dans son intégralité. Si les parties ont le droit de se placer sous l'empire d'une loi déterminée, elles doivent en subir ensuite toutes les conséquences.

La Cour semble pourtant admettre que ce principe comporte des exceptions :

« Attendu que la soumission à un droit déterminé entraîne, en principe, la soumission non seulement à la législation existante, mais aussi à toute modification de celle-ci, pouvant intervenir pendant la durée du contrat;

« Attendu que le texte général et absolu de la référence aux lois de l'État de New-York exclut toute limitation de quelque nature qu'elle soit; que c'est le « contrat » (contract), c'est-à-dire la convention entière y compris la clause-or ou valeur-or, qui doit être exécutée et interprétée suivant les lois de l'État de New-York; que si les contractants voulaient exclure toute atteinte à cette clause par les lois futures de cet État, ils pouvaient et devaient le dire, comme on l'a fait pour certains emprunts émis dans les mêmes conditions (Cf. Domké. *La clause dollar-or*, p. 88).

« Attendu que l'emploi du futur ou d'une forme grammaticalement équivalente (to be performed, shall be

construed) implique que les lois de l'État de New-York sont visées aussi bien pour le présent que pour l'avenir, c'est-à-dire que les contractants se sont soumis non seulement aux lois existant lors de l'émission, mais encore à celles qui interviendraient pendant toute la durée de l'emprunt » etc. La Cour décide donc que « la clause-or ou valeur-or est soumise aux lois de l'État de New-York sans aucune restriction, pendant toute la durée du contrat, aussi bien quant à son exécution que quant à sa validité. »

§ 3. — Sur l'applicabilité de la Joint Resolution, la Cour décide donc que la loi américaine étant compétente, cette mesure s'applique en l'espèce.

La Joint Resolution prohibant non seulement toute clause-or, mais aussi toute clause valeur-or, il est sans intérêt, dit la Cour « de rechercher si, dans le litige actuel il s'agit d'une clause-or, ou d'une clause valeur-or, ces clauses tombant l'une comme l'autre sous le coup de la prohibition édictée par la Joint Resolution ».

D'autre part, la Cour s'attache à démontrer que le domaine d'application de la Joint Resolution n'a pas été limité par le législateur américain :

« Cette loi s'applique, sans aucun doute, à toutes les stipulations ayant pour objet un paiement en dollars aux États-Unis, que le débiteur soit américain ou étranger » (1).

§ 4. — *La question de la territorialité des lois abrogeant les clauses-or.* — La Cour écarte ensuite l'objection tirée de la territorialité des lois abrogeant la clause-or. L'in-

(1) Voir première partie, chap. II.

timée invoquait, en effet, le principe en vertu duquel de pareilles lois ne peuvent jamais produire effet à l'étranger.

La Cour analyse la notion de territorialité d'une façon extrêmement intéressante.

« Attendu que la partie intimée objecte encore que la Joint Resolution est une loi politique, sanctionnée pénalement, c'est-à-dire une loi de police et de sûreté, dont il ne pourrait pas être fait application en dehors du territoire américain... »

« Attendu d'ailleurs que la Joint Resolution ne contient aucune disposition de nature politique ou pénale; qu'elle fait en réalité partie d'un ensemble de mesures prises aux États-Unis pour redresser la situation économique et financière;

« Attendu qu'à supposer qu'elle rentre néanmoins parmi les lois de police et de sûreté (notion encore imprécise), il en résulterait qu'elle est territoriale, en ce sens que, dans le pays qui l'a édictée, elle s'applique sans aucune exception, mais non qu'elle ne pourrait jamais s'imposer au respect du juge étranger... ;

« Attendu qu'il importe de marquer qu'en l'espèce le juge belge n'est pas fondé à appliquer sur son propre territoire la loi américaine, mais à reconnaître l'empire de cette loi sur le territoire pour lequel elle a été édictée, les obligations litigieuses étant nées dans l'État de New-York et devant y être exécutées dans la monnaie de cet État; que, saisi par suite d'une règle de compétence, il ne pourrait sans contradiction, après avoir constaté que la Joint Resolution est applicable sans aucune restriction sur le territoire des États-Unis, refuser d'en ordonner l'application sur ce même territoire;

« Attendu qu'en réalité le principe de la territorialité des lois de police et de sûreté a une portée internationale; que la règle de l'article 3 du Code civil belge soumettant aux lois de police et de sûreté aussi bien les étrangers qui agissent en Belgique que les nationaux, a pour corollaire obligé que les États étrangers ont le même pouvoir sur le territoire, chaque État devant reconnaître aux autres; dans les limites de leur juridiction, les droits qu'il s'arroe dans les limites de la sienne;

« Attendu, en conséquence, que le juge d'un État, s'il est fondé à appliquer le principe de la territorialité de ses lois de police et de sûreté, a, par contre, le devoir de respecter ce même principe lorsqu'il connaît des rapports juridiques tombant sous la compétence de lois étrangères du même genre;

« Attendu que, loin d'être en opposition avec ces considérations, les arrêts rendus par la Cour internationale de justice le 12 juillet 1929, s'ils ont admis la validité de la clause-or dans les emprunts serbes et brésiliens, l'ont fait par application de la loi monétaire française qu'ils ont reconnue applicable quant aux modalités du paiement et à laquelle ils ont attribué un effet international;

« Attendu, dès lors, que, même si l'on pouvait considérer la Joint Resolution comme étant une loi de police et de sûreté, le juge belge devrait encore reconnaître qu'elle régit le contrat litigieux. »

Ainsi, tandis que la jurisprudence française déclare que le juge français ne pourra en aucun cas appliquer la loi étrangère territoriale, la Cour de Bruxelles, au contraire, fait une distinction : le juge belge appliquera la loi territoriale étrangère lorsqu'il s'agira de lui faire pro-

duire effet dans son pays d'origine; il refusera de l'appliquer lorsqu'il s'agira de lui faire produire effet hors de ce pays.

Mais comment distinguer les cas où le juge « appliquera la loi étrangère sur son propre territoire » des cas où il l'appliquera sur le territoire pour lequel elle a été édictée.

Il est difficile de trouver un critérium précis à ce sujet. Dans l'espèce envisagée la Cour a déclaré que le juge belge n'appliquait pas la loi américaine sur le territoire belge, et pourtant il l'applique à un débiteur domicilié en Belgique, une municipalité belge. On pourrait se demander si la Cour n'en revient pas simplement, par un détour, au principe d'après lequel la validité de la clause-or est déterminée par la *lex loci solutionis*; la loi du lieu de paiement : la Joint Resolution sera appliquée par le juge belge toutes les fois qu'il s'agira d'un contrat en dollars payable principalement aux États-Unis. Elle ne s'appliquera pas lorsque le contrat sera payable hors des États-Unis.

Que décidera la jurisprudence belge au sujet des clauses d'option de change? L'application du même principe en la matière conduirait à décider que la clause-or sera nulle aux États-Unis, valable dans les autres lieux de paiement qui admettent cette validité. Cette discrimination entre les porteurs serait contraire à la nature même des titres au porteur.

§ 5. — *La question de l'ordre public.* — Enfin l'arrêt décide que l'exception d'ordre public n'est pas opposable en l'espèce :

« Attendu que les dispositions d'une loi étrangère ne

pourraient cependant pas être appliquées par le juge belge, si elles étaient contraires aux principes d'ordre public en vigueur en Belgique; mais que tel n'est pas le cas;

« Attendu qu'il n'est pas question, en l'espèce, de porter atteinte au poids, au titre ou à la force libératrice de la monnaie nationale, en les soumettant à l'empire d'une loi étrangère; que l'ordre public belge n'est pas compromis par l'application de dispositions légales étrangères, réglant les modalités de paiement, à des obligations qui doivent être exécutées à l'étranger et en monnaie étrangère;

« Attendu d'autre part, que la notion de l'ordre public varie non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps; qu'en Belgique, elle a évolué de manière notable sous la pression des événements; que les nombreuses prescriptions d'une portée analogue, édictées dans le pays depuis la guerre, empêchent le juge belge d'admettre que la prohibition de clauses-or ou de clauses valeur-or, ou l'annulation rétroactive, en tout ou en partie, de conventions qui avaient été légalement formées, sont actuellement en opposition avec cette notion. »

Ainsi est bien mis en relief le caractère extrêmement variable de cette notion de l'ordre public.

La Cour infirme donc le jugement de première instance.

La Ville d'Anvers pourra s'acquitter de ses obligations en payant le montant nominal de ses dettes en dollars dépréciés. Cet arrêt est extrêmement intéressant, très bien rédigé. Il aura sans doute de grandes répercussions.

Il diffère profondément du jugement du tribunal

d'Anvers. Pour ce tribunal, ce qui est essentiel, c'est la recherche de l'intention des parties contractantes; pour la Cour, c'est la détermination préalable de la loi applicable.

Cet arrêt a été très vivement critiqué en Belgique par Pirotte (1). Il le déclare contraire à la justice naturelle, à la morale et à la bonne foi. D'après lui « ce qui domine en matière contractuelle, c'est la volonté concordante du débiteur et du créancier. » Aussi approuve-t-il le jugement de première instance.

Notons enfin que si la loi belge a récemment aboli la clause-or, l'emprunt en question ne tombe pas sous le coup de cette prohibition, le législateur belge ayant déclaré cette mesure non applicable aux emprunts émis par l'État, les provinces et les communes.

II. — Les emprunts d'État belges (2).

L'État belge avait émis au cours des années 1924-25-26, par l'intermédiaire de banquiers américains, plusieurs emprunts dont les titres étaient payables et les intérêts remboursables en dollars-or des États-Unis, de l'étalon en vigueur à l'époque de l'émission. Le Gouvernement belge a fixé par une décision ministérielle du 30 avril 1933, un délai du 1^{er} mai au 4 mai 1933 pendant lequel il était possible de faire procéder à l'estampillage des titres, et s'engageait à payer les titres estampillés sur la base de l'or, Les porteurs résidant aux États-Unis n'eurent pas le temps matériel de faire parvenir leurs

(1) *L'Informateur*. Bruxelles, 23 et 24 février 1936.

(2) Pirotte. Le régime juridique des emprunts belges contractés en dollars-or. *Bulletin de l'Institut Juridique International* 31 (1934), p. 245.

titres à Bruxelles pour les faire estampiller. Pratiquement les habitants de la Belgique seuls purent satisfaire à cette exigence, de telle sorte qu'il y a maintenant deux catégories de titres de ces emprunts : les titres estampillés, dont les coupons seront payables en Belgique sur la base de 7 1/2 belgas ou 35 francs belges par dollar et les titres non estampillés, qui demeureront exclusivement payables à New-York, en vertu des clauses du contrat d'emprunt, et dont le service sera assuré en dollars papier.

Cette inégalité de traitement établie unilatéralement par l'emprunteur entre les porteurs de titres d'un même emprunt est extrêmement critiquable. Elle est contraire à la nature des titres au porteur et aucune loi ne donne au débiteur le droit de faire une pareille discrimination.

CHAPITRE V

LA JURISPRUDENCE ANGLAISE

Une décision intéressante vient d'être rendue en Angleterre, le 8 novembre 1935, par la Haute Cour de Justice, Division du Banc du Roi (King's Bench Division), au sujet de l'application de la Joint Resolution dans l'affaire *International Trustee for Protection of Bondholders Aktiengesellschaft v. The King* (1).

Notons que le droit anglo-saxon admet d'une façon très générale et très absolue le principe de l'autonomie de la volonté. Aussi les tribunaux anglais fondent-ils la plupart de leurs décisions, en matière de conventions, sur une interprétation de la volonté des parties contractantes.

Les demandeurs étaient porteurs d'un titre de 1000 dollars d'un emprunt 5 1/2 % libellé en dollars-or, émis en 1917 par le gouvernement anglais aux États-Unis et remboursable en 1937 (1917 Twenty years 5 1/2 Coupon Gold loan).

Les titres de cet emprunt contenaient chacun la clause suivante : « Le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande (ci-après dénommé le débiteur) pour valeur reçue promet de payer au porteur... la somme de 1.000 dollars le 1^{er} février 1937, et de payer

(1) *The Law Times Reports*, vol. 154 (1936), p. 56.

les intérêts de cette somme au taux de 5 1/2 % l'an, chaque semestre, le 1^{er} août et le 1^{er} février de chaque année. Le principal et les intérêts de cette somme seront payables, au choix du porteur, ou bien dans la cité de New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique, au bureau ou à l'agence qui sera chargé, dans ladite cité, par le débiteur, du service des titres de cet emprunt, en monnaie d'or des États-Unis d'Amérique de l'étalon de poids et de fin en vigueur au 1^{er} février 1917, ou dans la ville de Londres, en sterling, au taux fixe de 4 dollars 86 1/2 par livre. » « The Government of the United Kingdom of Great Britain and Ireland hereinafter termed « obligor », for value received promises to pay to bearer... the sum of \$ 1.000 on the 1st Feb., 1937, and to pay interest on such principal sum at the rate of 5 1/2 per cent per annum, semi-annually, on the 1st Aug. and the 1st Feb. in each year. Such principal sum and the interest thereon will be paid at the option of the holder, either in the city of New York, State of New York, United States of America, at the office or agency which will be maintained in the said city by the obligor for the service of the bonds of this issue, in gold coin of the United States of America of the standard of weight and fineness existing on the 1st Feb., 1917, or in the city of London, in sterling money at the fixed rate of \$ 4.86 1/2 to the pound. »

Les coupons d'intérêts joints aux titres contenaient la clause suivante :

« Le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande au (la date) promet de payer au porteur dans la Cité de New-York, États-Unis d'Amérique, au bureau ou à l'agence qui sera désigné à cet effet par

le gouvernement, 27 dollars et demi en monnaie d'or des États-Unis d'Amérique, ou, au choix du porteur, à Londres, en sterling, au taux fixe de 4 dollars 86 1/2 par livre — à titre d'intérêt semestriel de l'obligation gouvernementale 5 1/2 % 1937 ». (The Government of the United Kingdom of Great Britain and Ireland on the (named date) promises to pay bearer at the office or agency which for such purpose will be maintained by the Government, in the City of New York, United States of America, \$ 27 and \$ 50/100 in gold coin of the United States of America, or, at the option of the holder, in London, in sterling money at the fixed rate of \$ 4.86 1/2 to the pound... being six month's interest on the twenty-year 5 1/2 per cent bond of the Government. »

Il s'agit donc d'un contrat contenant une clause-or, rédigée selon un type courant aux États-Unis.

Les porteurs prétendaient être payés sur la base du dollar-or. Ils demandaient à recevoir à New-York, en monnaie légale des États-Unis ayant cours au jour du paiement, une somme équivalente à la valeur de 27 dollars 50 en monnaie d'or ou à Londres, en monnaie anglaise, l'équivalent de cette somme convertie en livres sterling, au taux fixe de 4 dollars 86 1/2 pour 1 livre.

La décision du 8 novembre 1935 que nous allons analyser fut rendue par le juge Branson. Elle repousse la demande des porteurs.

§ 1. — *Quelle est la loi applicable.* — Il faut d'abord dit le juge rechercher quelle est la loi applicable au contrat. Est-ce la loi anglaise ou la loi américaine?

« S'il s'était agi d'un contrat entre sujets d'États différents » dit le juge, « je crois que, d'après les règles

généralement admises, la loi américaine eût été applicable. L'offre fut faite aux États-Unis, l'acceptation y eut lieu. » Donc New-York est le lieu de conclusion du contrat (*lex loci contractus*). « Les souscriptions furent effectuées en dollars, le remboursement devait être fait et les intérêts payés à New-York en dollars... »

Mais, en l'espèce « il ne s'agit pas d'un contrat entre particuliers, mais d'un contrat entre un Souverain et un particulier, de telle sorte que les règles ordinaires sont inapplicables. »

Le juge décide qu'un État souverain ne peut être soumis qu'à sa loi nationale, à moins qu'il ne se soit expressément référé à une loi étrangère. C'est la solution admise par la Cour Permanente. Or, le contrat d'emprunt ne contient pas de stipulation expresse à ce sujet. Il en résulte que le Souverain anglais s'est soumis à la juridiction des tribunaux anglais, et la loi anglaise sera compétente, de par la volonté tacite des parties.

La convention est donc régie par la loi anglaise « the proper law of the contract is the law of England. » La Cour fait dépendre la validité de la clause-or de la loi applicable au contrat en général.

§ 2. — *La clause-or vise-t-elle le mode de paiement ou l'étendue de la dette.* — « Interprétée conformément aux règles du droit anglais, la stipulation contenue dans le titre, de paiement « en monnaie d'or des États-Unis d'Amérique de l'étalon de poids et de fin en vigueur au 1^{er} février 1917 » doit-elle être considérée comme visant le mode de paiement du montant nominal de l'obligation, ou comme fixant l'étendue de l'obligation créée par le titre? »

L'arrêt rendu dans l'affaire Feist ne lie pas le juge, parce que l'obligation n'est pas rédigée dans les mêmes termes et que l'emprunt ne fut pas émis dans les mêmes circonstances.

Le juge Branson, pour interpréter la clause litigieuse commence par examiner l'état de choses existant aux États-Unis le 1^{er} février 1917; la monnaie d'or y circulait librement; de plus la clause-or était de style aux États-Unis. Les parties qui ont stipulé en 1917 un paiement en monnaie d'or d'un poids et d'un titre déterminé, ont envisagé la livraison effective de pièces d'or.

Même si les tribunaux américains, et notamment la Cour suprême des États-Unis, ont reconnu que pareilles clauses constituaient des clauses valeur-or, cette interprétation ne peut lier le juge, lorsqu'il s'agit d'un contrat soumis exclusivement à la loi anglaise.

Dans le cas Feist, les circonstances, lors de l'émission (1928), étaient les suivantes :

- 1^o il n'y avait plus de pièces d'or en circulation;
- 2^o on pouvait facilement prévoir l'abandon de l'éta-lon-or par la Grande-Bretagne.

Lord Russel en conclut que les parties n'avaient inséré la clause-or que pour se prémunir contre la dépréciation monétaire.

Or, dans le cas dont il s'agit, les circonstances étaient différentes; les parties n'ont pas envisagé l'éventualité d'une dépréciation du dollar et, lorsqu'elles ont contracté, la monnaie d'or circulait librement aux États-Unis. Ce que les parties ont donc stipulé, c'est la livraison effective de pièces d'or aux États-Unis (1).

(1) La même interprétation de la clause-or a été donnée par la High Court of Justice (King's Bench Division), dans l'affaire des obligations de la New Brunswick Railway Company. V. Première partie, chapitre III.

Cette interprétation est, à notre avis, extrêmement critiquable. Nous lui préférons l'opinion de la Cour Permanente, d'après laquelle considérer la clause-or comme une pure modalité de paiement serait, non pas l'interpréter, mais la détruire. La Cour suprême des États-Unis, de même, a reconnu à ces clauses le caractère de clauses valeur-or. Nous croyons que la clause-or vise toujours l'étendue de la dette; la monnaie d'or est prise comme monnaie de compte et les parties, en insérant cette clause, ont entendu se soustraire aux fluctuations monétaires.

§ 3. — Passant à l'examen de la clause de paiement à Londres, en monnaie anglaise, au taux fixe de 4 dollars 86 1/2 par livre, le juge décide que ce taux doit être appliqué au montant nominal du titre et non pas, comme le prétendaient les porteurs, au nombre de dollars nécessaires pour se procurer la quantité d'or stipulée.

§ 4. — De l'impossibilité d'exécution de la clause espèces or.

Serait-il possible à l'agent du gouvernement britannique, en l'état actuel de la législation américaine, de payer les porteurs à New-York, en monnaie d'or?

Le juge reconnaît que cela ne serait pas possible, car toutes les pièces d'or, à quelques très rares exceptions près, ont été retirées de la circulation et converties en lingots, et l'on ne frappe plus de pièces d'or analogues.

L'impossibilité d'exécution aux États-Unis peut-elle être invoquée à propos d'une obligation soumise au droit anglais? Oui, dit le juge, qui cite une décision en ce sens,

laquelle d'ailleurs mentionne ces paroles de Dicey (1) : « Un contrat est en général nul en tant que... son exécution est illicite au regard de la loi du pays où le contrat doit être exécuté. »

Il y aurait non seulement impossibilité de fait, mais aussi impossibilité de droit : en effet, dit le juge, la Joint Resolution s'applique aux obligations des débiteurs étrangers lorsqu'elles sont payables en dollars aux États-Unis.

Le jugement conclut en déclarant que la clause de paiement à New-York, en monnaie d'or, ne peut produire d'effets, alors que l'obligation d'effectuer les paiements à Londres, à un taux fixe, calculé d'après le montant nominal du titre, est pleinement valable.

Selon nous ce jugement repose sur une interprétation erronée de la clause-or. Comme l'a écrit une revue anglaise (2) à propos de cette décision : « Ce jugement sera bien accueilli par le Trésor Britannique et le contribuable anglais, qui bénéficieront involontairement des mesures de dévaluation prises par le Président Roosevelt. Malheureusement son effet, en général, est de laisser en suspens la question de la validité de la clause-or au regard de la loi britannique. »

(1) *Conflict of Laws*, 2nd ed., p. 553. Cité par cette décision.

(2) *The Economist*, 16 novembre 1935, p. 954.

CHAPITRE VI

LA JURISPRUDENCE HOLLANDAISE

Nombreuses sont les collectivités hollandaises qui ont émis des emprunts payables en dollars-or. Aussi nous allons analyser quelques-unes des décisions rendues, dans ce pays, au sujet des effets des mesures annulant la clause-or aux États-Unis.

Les décisions les plus importantes ont été rendues à la suite de procès engagés par le Comité de la Bourse d'Amsterdam contre les Sociétés pétrolifères Royal Dutch et Bataafsche Petroleum.

SECTION I

Les procès de la Royal Dutch et de la Bataafsche.

§ 1. — *Jugement du tribunal d'arrondissement de La Haye (4^e Chambre) 15 février 1934 (1).* — A) Première espèce : La « Verreïnging voor den Effectenhandel » (Comité de la Bourse) c / la Société anonyme « Koninklijke Nederlandsche Maatschappij tot Exploitatie van

(1) *Nouvelle Revue de Droit International Privé*, 1 (1934), p. 641; *Annales de droit commercial*, 43 (1934), p. 161.

Petroleumbronnen in Nederlandsche Indië » (Royal Dutch).

La Royal Dutch avait passé, le 1^{er} avril 1930, à New-York, un contrat « Indenture » avec la Irving Trust Company, aux fins d'un emprunt 4 % à émettre par tranches, selon les nécessités de Trésorerie. Il fut convenu que la première tranche (série A) serait de 40 millions de dollars. Cette tranche fut prise ferme par la Banque Dillon Read & C^o de New-York, qui l'émit en titres au porteur de 1.000 dollars chacun.

La Royal Dutch s'engageait à effectuer le remboursement de l'emprunt le 1^{er} avril 1945 ou à une date ultérieure conformément aux dispositions contractuelles, ainsi que le paiement des intérêts, à New-York, par l'intermédiaire de Dillon Read & C^o, chargés du service de l'emprunt et à qui les sommes subséquentes seraient versées à titre de trustee des obligataires, en monnaie d'or des États-Unis de l'étalon ou égale à l'étalon de poids et de fin existant au 1^{er} avril 1930.

Les coupons des titres stipulaient que la Société paierait au porteur, au siège de la banque Dillon Read & C^o à New-York « 20 dollars en monnaie d'or des États-Unis d'Amérique, égale ou équivalente à l'étalon de poids et de fin existant au 1^{er} avril 1930. »

Les titres de la série A énoncent l'obligation de payer les intérêts et de rembourser le capital dans les mêmes termes, mais stipulent, en outre, que le principal et les intérêts du titre seront, au choix du porteur perceptibles (collectible) dans plusieurs lieux de perception (collection), notamment à Amsterdam, en florins, au taux du change à vue sur New-York, au lieu de perception choisi, à la date du paiement. (At the option of the bearer or

registered owner thereof, the principal of and interest on this debenture, shall be collectible as provided below, at any one of the following places of collection: in the City of Amsterdam... in dutch guilders... etc.; in each case at the buying rate, in such optional place of collection, for sight exchange on New-York on the date of presentation of this debenture and on the coupons appertaining hereto for collection. »

Les titres contenaient encore la clause suivante : « Cette obligation et l'Indenture seront considérées comme des contrats de New-York et tous les droits en découlant seront interprétés et déterminés conformément aux lois de l'État de New-York... et l'exécution de chacun de ces droits sera régie par ces lois... »

Il s'agit donc d'un contrat conclu à New-York et de titres payables à New-York et sur d'autres places (Londres, Stockholm, Berlin, Zurich et Amsterdam), en monnaie du lieu, au cours du change à vue sur New-York au jour du paiement.

Le Comité de la Bourse d'Amsterdam demandait à être payé à Amsterdam, en florins hollandais, sur la base du dollar-or. La Royal Dutch soutenait que les Executive Orders et la Joint Resolution du Président Roosevelt l'avaient dispensée de payer ses obligataires sur la base de l'or.

Le Tribunal d'arrondissement de La Haye admit la thèse du Comité de la Bourse dans un jugement très longuement motivé :

1^o Le Tribunal commence par déclarer qu'il s'agit non pas d'une simple clause espèces-or, mais d'une clause valeur-or.

« Attendu que la clause-or insérée dans les titres

d'obligations et coupons, a manifestement pour but de garantir au créancier le remboursement d'une somme de même valeur que celle qu'il a prêtée et de le protéger contre la possibilité d'une dépréciation de la monnaie à rembourser »;

Les mots « in gold coin » ne peuvent avoir pour but de fixer l'espèce de monnaie dans laquelle le remboursement doit s'effectuer, mais tendent seulement à déterminer la valeur qui doit être remboursée. Le tribunal invoque, à l'appui de cette interprétation, la possibilité qui existait de déduire certains impôts du montant des coupons et le fait que la plus petite monnaie d'or, aux États-Unis, était le quarter eagle valant \$ 2.50 : le paiement dans certains cas ne pouvait donc avoir lieu en monnaie d'or, mais seulement sur la base de l'or.

2° La question du lieu de paiement :

Quand donc a lieu le paiement : est-ce lorsque la Royal Dutch envoie les fonds à Dillon Read à New-York, ou bien lorsque Dillon Read remet les sommes dues aux obligataires?

D'après le tribunal, le versement à Dillon Read & Co ne vaut pas paiement. « Ce versement est à considérer, non comme un *paiement*, mais seulement comme un moyen de mettre Dillon Read en état d'effectuer, au nom de la défenderesse, les paiements dus par celle-ci »; Le paiement aura lieu au moment de la remise des coupons, donc à Amsterdam, en ce qui concerne les coupons qui y seront présentés.

D'après le tribunal, le fait que le principal et les intérêts sont perceptibles (collectible) à Amsterdam indique que c'est la Société débitrice qui, dans ce cas, paie dans cette ville « et que ce n'est pas, comme le croit la défen-

deresse, Dillon Read qui permet aux porteurs d'exercer ledit droit, en ne faisant qu'envoyer à Amsterdam ce que la défenderesse aurait payé aux guichets de Dillon Read».

Le paiement aux porteurs se fait donc par la défenderesse, Dillon Read n'est qu'un mandataire. « La distinction faite par la défenderesse entre lieu de paiement (place of payment) et lieu de perception (place of collection) n'est pas admissible, bien que l'Indenture distingue entre payable et perceptible (collectible).

3° De l'applicabilité de la Joint Resolution :

La Royal Dutch invoquait la Public Resolution n° 10 du 5 juin 1933 (Joint Resolution) interdisant d'effectuer des paiements en or ou sur la base de l'or. La demanderesse soutenait que l'exécution du contrat était régie par la loi du pays de l'exécution, donc par la loi hollandaise. Mais la clause valeur-or se réfère-t-elle seulement à l'exécution? Le tribunal formule une réserve à cet égard et déclare :

« Attendu que si même cela était vrai en général, et supposé qu'il s'agisse ici d'une question concernant l'exécution et non le contenu du contrat, la demanderesse ne saurait en bénéficier, vu qu'entre les parties il a été expressément convenu, non seulement que les droits réciproques seraient régis par les lois en vigueur dans l'État de New-York, mais aussi que l'exécution (performance) aurait lieu suivant les mêmes lois. »

Cette dernière affirmation repose sur la théorie de l'autonomie de la volonté. Elle est assez curieuse, car on admet en général que les modalités d'exécution dépendent de la loi du lieu d'exécution, indépendamment de la volonté des parties.

La loi américaine est donc reconnue compétente, et la Joint Resolution s'applique.

4° La question de l'ordre public :

La demanderesse avait soutenu que le juge néerlandais, dans un procès entre néerlandais, devait refuser d'appliquer la Joint Resolution comme contraire à l'ordre public.

Le Tribunal rejette cet argument et déclare expressément que la Joint Resolution n'est pas contraire à l'ordre public néerlandais.

5° Le domaine d'application de la Joint Resolution :

La Joint Resolution concerne-t-elle les obligations payables en monnaie étrangère? Le Tribunal répond négativement à cette question. De plus, il déclare, en invoquant le préambule de la Joint Resolution, que cette mesure ne peut se rapporter qu'à des paiements qui ont lieu sur le territoire des États-Unis (1).

6° En ce qui concerne la clause de paiement à Amsterdam.

L'étendue des engagements de la défenderesse n'est pas déterminée par la valeur du dollar à New-York;

« Attendu, au contraire, et ce d'ailleurs en conformité au considérant ci-dessus, à savoir que la clause-or insérée dans les titres d'obligations doit être entendue comme une clause valeur-or, il résulte de la définition susvisée que le montant dû en florins à Amsterdam dépend, non pas de la valeur du dollar à New-York, telle qu'elle est influencée par la Public Resolution, mais uniquement de la valeur d'une quantité d'or dûment spécifiée, et que la prestation due à Amsterdam doit donc être considérée non pas comme étant une prestation dérivée, mais

(1) Voir Première partie, chapitre II.

comme étant, au contraire, une prestation tout à fait indépendante. »

Aussi le tribunal condamne la Royal Dutch à payer les coupons litigieux à Amsterdam, en florins, sur la base du dollar-or.

B) Deuxième espèce : Les emprunts de la Bataafsche. La « Verreiking voor den Effectenhandel » (Comité de la Bourse) c/ la société anonyme « Bataafsche Petroleum Maatschappij. (1) »

La Bataafsche avait contracté à New-York, le 1^{er} janvier 1927, un emprunt 4 1/2 %, dans des conditions analogues à celles de l'emprunt de la Royal Dutch; même clause-or, même clause de soumission aux lois de l'État de New-York.

Les obligations de la Bataafsche étaient également payables à New-York chez Dillon Read & Co, mais, à la différence des obligations de la Royal Dutch, leur paiement ne pouvait être exigé sur d'autres places; elles n'étaient pas payables à Amsterdam.

Le Tribunal décide qu'il s'agit bien d'une clause valeur-or, mais que la loi américaine ayant aboli pareilles clauses, le paiement sur la base de l'or est impossible à New-York. Cependant New-York demeure le lieu de paiement et la société se libérera valablement en payant ses obligataires, en cette ville, en dollars papier.

Les deux affaires vinrent en Appel devant la Cour de La Haye.

§ 2. — *Cour d'Appel de La Haye (Chambre civile)*
14 janvier 1935 (2). — A). Affaire de la Royal Dutch :

(1) *Annales de droit commercial* vol. 43 (1934), p. 172.

(2) *Revue critique de Droit International*, 1935, p. 439, note de Staal.

La Royal Dutch avait interjeté appel du jugement du tribunal de La Haye ; elle invoquait les moyens suivants :

1^o La clause-or qui se trouve sur les titres et coupons est une clause espèces-or et non pas, comme l'a jugé le tribunal, une clause valeur-or ;

2^o La prestation due à Amsterdam n'est pas une prestation indépendante, mais une prestation dont l'étendue dépend de la prestation due à New-York ;

3^o Le tribunal ne respecte pas les dispositions de l' « Indenture ».

La Cour admet implicitement que le droit américain et la Joint Resolution sont applicables en principe, en vertu de la clause de soumission aux lois de New-York. La question de la validité de cette clause n'a pas été discutée. Puis la Cour passe à l'analyse des griefs formulés par l'appelante :

1^o La clause est-elle une clause espèces-or ou valeur-or.

La Cour affirme qu'il s'agit d'une clause espèces-or contrairement à l'opinion admise par le Tribunal ;

« Considérant que l'appelante s'oppose dans le premier grief, à bon droit, à l'opinion du tribunal en tant qu'il a décidé que la clause d'or était une clause de valeur-or et non pas une clause de monnaie-or ;— qu'en effet les termes clairs de cette clause, tant sur le coupon que sur le titre et dans l' « Indenture » n'admettent aucune autre interprétation que celle-ci, à savoir que l'appelante s'est obligée à payer la somme de dollars convenue en pièces d'or des États-Unis du titre indiqué » ;

Bulletin de l'Institut Juridique International, 32 (avril 1935), p. 338 ; *Nouvelle Revue de droit international privé*, 2 (1935), p. 108 ; *Annales de droit commercial*, vol. 44 (1935), p. 88. V. aussi Donker Curtius. La clause de paiement en or de la « Royal Dutch ». *Clunet*, 1935, p. 541.

Cette interprétation, à notre avis, est inexacte; la Cour d'ailleurs ne la motive pas; (Dans le même sens High Court of Justice, King's Bench Division, 8 novembre 1935, v. *suprà*, 1^{re} partie, chap. V). En tous cas, si la Cour avait interprété la clause comme une clause valeur-or, le résultat n'eût pas été différent, la loi américaine prohibant aussi bien les paiements sur la base de l'or que les paiements en monnaie d'or.

2^o La question du lieu de paiement :

L'intimée soutenait que l'obligation de l'appelante de payer en florins à Amsterdam n'avait subi aucune modification de par les lois américaines, de sorte qu'elle avait droit à une quantité de florins d'une valeur équivalente à celle de la quantité de dollars-or primitivement dus. Le Tribunal avait suivi cette opinion et admis que la prestation promise à Amsterdam était une prestation indépendante, sans rapport direct avec celle qui était due à New-York et que, par conséquent, elle n'était pas affectée par les mesures prises aux États-Unis.

La Cour est d'un avis différent. Elle constate que les coupons sont stipulés payables à New-York et que les titres ainsi que l'Indenture déclarent le capital et les intérêts payables également à New-York. Après quoi il est énoncé que les sommes dues sont aussi perceptibles (collectible), à l'option du porteur, dans diverses villes d'Europe, dans la monnaie de ces pays, au cours du change à vue sur New-York au jour du paiement. La Cour oppose ces deux termes payable et perceptible (collectible). Elle considère « que l' « Indenture » fait une distinction nette entre les expressions « payable » et « collectible », comme cela se fait toujours à l'égard des émissions d'emprunt en Amérique, et que « dans tous les cas où il

est question de « payable » sur des places d'Europe, un cours de conversion fixe est indiqué, tandis que, lorsqu'il est stipulé perceptible (collectible), en tel lieu, le paiement se fait au change variable sur New-York au jour de la présentation des coupons, comme il est énoncé dans l'« Indenture » et sur le titre en question ». Au fond cette distinction entre « payable » et « collectible » correspond à celle que nous faisons en droit français entre l'option de change et l'option de place.

La cour décide « que l'appelante n'a pas une obligation indépendante de payer à Amsterdam, mais une obligation accessoire; qu'elle s'est obligée — en accord avec tout le plan de cet emprunt en dollars américains — uniquement à payer à New-York et que c'est seulement pour la commodité des porteurs de titres en Europe que le droit leur est donné de recevoir ce qui leur est dû à New-York, entre autres, à Amsterdam, en florins. »

Donc les porteurs ne pourront recevoir à Amsterdam plus qu'ils ne recevraient à New-York. « L'appelante n'est pas tenue de payer en florins une valeur supérieure à ce qu'elle devait payer à New-York en dollars au jour de la présentation. »

Or, en vertu de la Joint Resolution, le paiement à New-York ne pourra avoir lieu qu'en dollars papier; la Royal Dutch pourra donc s'acquitter en florins à Amsterdam sur la base du dollar papier, c'est-à-dire au cours du change à vue sur New-York au jour du paiement.

Que faut-il penser de cette distinction entre le lieu de paiement et le lieu de perception? On a soutenu qu'elle

correspondait à la distinction entre l'obligation de versement et l'obligation de transfert : (1)

« La détermination de la nature du rapport entre ces deux obligations (l'obligation de versement et l'obligation de transfert, qui est bien, vue du côté débiteur, la faculté de perception du créancier), voilà, en réalité, tout le litige. En effet, si le transfert est une obligation dérivée du paiement, tout le monde était d'accord pour reconnaître que la loi américaine la régissait, puisque ce paiement, dû à New-York, tombait sous l'emprise de la résolution du 5 juin 1933; mais si ce transfert était ce paiement même, était donc une obligation autonome, la question se posait de l'application de la loi du lieu de ce « paiement » (en l'espèce Amsterdam). » L'obligataire soutenait que les deux termes correspondent aux mêmes notions. C'est aussi la thèse du Tribunal. Mais « si la distinction était de pure terminologie, on comprend mal pourquoi le paiement se fait selon un change fixé une fois pour toutes, la « perception » selon le change du jour de la présentation à la perception. (2) »

Nous croyons qu'il est plus exact et plus simple de distinguer la monnaie de contrat et la monnaie de paiement, la première devant être régie par la loi applicable à la substance de la dette, la deuxième par la loi applicable aux modes d'exécution.

4^o La question de l'ordre public. Enfin la Royal Dutch prétendait, comme en première instance, que la Joint Resolution ne pouvait être appliquée en Hollande parce que contraire à l'ordre public néerlandais : « La

(1) F. Donker Curtius. La clause de paiement en or de la « Royal Dutch. *Clunet*, 1935, p. 541.

(2) *Ibidem*.

Joint Resolution, loi promulguée dans l'intérêt national exclusif des États-Unis et destinée à produire ses effets à l'intérieur des frontières de ce pays, loi qui supprime avec effet rétroactif, des clauses essentielles des conventions, ne peut s'appliquer dans un procès intenté en Hollande, entre parties néerlandaises, parce que cette loi est tout à fait contraire aux principes hollandais de l'ordre public. »

Mais la Cour déclare expressément que la Joint Resolution n'est pas contraire à cet ordre public ;

« Attendu que l'intimée oublie que la règle d'après laquelle les conventions doivent être respectées ne s'impose pas au législateur et que les cas où le législateur néerlandais, dans des circonstances extraordinaires, à titre provisoire, est intervenu à l'égard des contrats privés, même avec effet rétroactif, sont précisément dans ces dernières années tellement nombreux, qu'il est étonnant d'entendre affirmer par l'intimée que ce qu'a fait la Joint Resolution aux États-Unis serait contraire aux principes de l'ordre public néerlandais. »

Il est intéressant de remarquer que la Hollande est restée fidèle au régime de l'étalon-or et n'a pas abrogé les clauses-or. C'est un des rares pays où l'exception d'ordre public en la matière avait quelques chances d'être invoquée avec succès.

Cependant les juges néerlandais, aussi bien en première instance qu'en appel, ont repoussé cette exception.

B) L'emprunt de la Bataafsche (1) :

Le Comité de la Bourse soutenait en appel que New-York était supprimé comme lieu de paiement et remplacé

(1) *Annales de droit commercial*, vol. 44 (1935), p. 95; *Bulletin de l'Institut Juridique International*, vol. 32 (1935), p. 331.

par le lieu du siège social de la société, c'est-à-dire La Haye, lieu naturel de paiement en matière de titres au porteur.

Mais la Cour rejette cette conception. Elle déclare que la clause est une clause espèces-or, et conclut en disant que « les lois des États-Unis d'Amérique auxquelles les parties se sont soumises, ont rendu impossible à l'intimée d'exécuter son obligation de payer en monnaie d'or des dits États-Unis et ont supprimé son obligation de payer sur la base de l'or. » Aussi confirme-t-elle le jugement du tribunal de première instance.

Le Comité de la Bourse s'est pourvu en Cassation contre ces deux décisions.

§ 3. — *L'arrêt de la Haute Cour des Pays-Bas (Chambre civile) du 13 mars 1936* (1) dans l'affaire de la Royal Dutch.

La Cour confirme l'arrêt relatif à la Bataafsche et casse celui relatif à la Royal Dutch.

Sa décision rendue dans l'affaire de la Royal Dutch est longuement motivée. Le Comité de la Bourse, invoquait, dans son pourvoi en Cassation, plusieurs moyens, que nous pouvons résumer ainsi :

1^o Par la clause-or, et la distinction entre « payable » et « collectible », les parties ont entendu garantir les porteurs d'obligations et de coupons tant contre la dépréciation du dollar que contre celle du florin, et l'exécution du contrat à Amsterdam ne peut être régie

(1) *Weekblad van het recht*, 22 avril 1936, p. 98 IJaargang, nos 280-282; *Neaerlandsche Jurisprudentië*, 1936, p. 497, *Handelsblad*, 13 et 15 mars 1936.

par une loi américaine, qui n'est pas applicable hors des États-Unis;

2^o La Joint Resolution ne met pas obstacle au paiement à Amsterdam sur la base de l'or;

3^o Le juge néerlandais, dans un procès entre néerlandais, au sujet d'une dette payable aux Pays-Bas, ne peut appliquer une loi étrangère contraire aux lois néerlandaises qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs; ces lois sont, en particulier, celles qui décident que l'expropriation ne peut avoir lieu sans indemnité, et que les conventions légalement formées tiennent lieu de lois à ceux qui les ont faites, et ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour des causes que la loi autorise (dans ce dernier cas, une loi étrangère, intéressant uniquement l'ordre public d'un État étranger, et applicable seulement dans cet État, ne peut exempter le débiteur de remplir son obligation). Le pourvoi invoque encore le principe d'après lequel les conventions doivent être exécutées de bonne foi, et soutient que, bien que les parties se soient soumises au droit américain, une disposition de ce droit, modifiant des obligations valablement contractées, ne peut être appliquée par le juge néerlandais.

La Cour déclare que la Cour d'appel de La Haye a entendu interpréter la clause, non comme une clause monnaie-or, mais comme une clause valeur-or : « Considérant... que la Cour donne à la clause le sens — d'ailleurs incontestablement exact et raisonnable — que, en cas d'impossibilité de paiement en la monnaie stipulée, le paiement doit être effectué, au moyen d'un instrument de libération ayant cours légal, sur la base-or de la monnaie stipulée. »

En effet, la Cour examine les effets sur l'obligation, de la Joint Resolution du 5 juin 1933 qui annule les clauses or et valeur-or. Si la Cour avait considéré la clause uniquement comme une clause monnaie-or, elle aurait simplement invoqué les mesures monétaires prises aux États-Unis en avril 1933, mesures qui ont retiré l'or de la circulation et qui ont rendu impossible l'exécution des clauses espèces-or. Elle n'aurait pas eu besoin d'invoquer la Joint Resolution.

Quant à l'obligation de paiement à Amsterdam, la Cour d'appel avait décidé qu'il y avait là une obligation dérivée, et que le porteur n'avait droit au paiement en cette ville que de la même valeur qu'il obtiendrait, s'il présentait le coupon à New-York. La Haute Cour décide « que l'exactitude des considérations qui ont mené la Cour à ce résultat, de par leur caractère de pur fait, ne sont pas susceptibles de contrôle en Cassation. »

Mais la Haute-Cour décide que c'est à bon droit que le moyen, en son troisième chef, soutient que l'ordre public néerlandais s'oppose à l'application de la Joint Resolution. Elle considère :

« Que le juge néerlandais, maintenant qu'il est saisi d'une demande d'exécution en ce sens, doit, en vertu des principes de droit international privé reconnus au Pays-Bas, juger cette demande d'après le droit étranger; mais que ces mêmes principes excluent l'application de ce droit, si cette application devait avoir des conséquences que les conceptions néerlandaises ne peuvent tolérer;

« Que l'application que la Cour fait de la Joint Resolution dans l'espèce conduit à l'annulation partielle d'une obligation contractuelle, dont l'exécution peut

être poursuivie aux Pays-Bas en vertu d'une clause expresse du contrat;

« Que cela porte atteinte au principe fondamental de l'ordre juridique aux Pays-Bas, inscrit dans l'article 1374 du Code civil, principe proclamant que les conventions légalement formées doivent être observées;

« Qu'il est vrai que, d'après une idée qui a cours aux Pays-Bas — ainsi qu'en témoignent les résolutions du législateur néerlandais lui-même — ce principe doit souffrir exception en des circonstances déterminées, mais que le fait que le législateur des États-Unis, pour des motifs empruntés à la situation spéciale *de ce pays*, ait cru devoir abroger la clause-or dans des contrats existants, ne justifie pas suffisamment l'atteinte portée au droit, stipulé et consenti dans le contrat de l'espèce, de réclamer paiement *dans notre pays*, en admettant que la Joint Résolution ait effectivement voulu étendre ainsi son empire, comme la Cour l'a admis, pour des motifs qui sont à respecter en Cassation;

« Que la Cour, en décidant ce point en sens contraire, est partie, à tort, de l'idée que, si en principe le droit étranger est applicable, le juge néerlandais ne doit et ne peut omettre d'en appliquer une disposition que si le caractère de cette disposition même est contraire, selon la conception néerlandaise, à ce qui pour un législateur est honnête et décent, chose que la Cour n'admet pas en ce qui regarde la Joint Resolution;

« Que ce n'est donc pas par une application — encore que ce soit une application indirecte — de la Joint Resolution, à l'obligation de payer à Amsterdam, que la Cour aurait pu en arriver à réduire la portée de cette obligation »;

Enfin la Haute Cour déclare qu'une traite à Amsterdam pour un certain nombre de dollars-or doit s'entendre ainsi : une traite pour un nombre de dollars équivalents à la valeur-or des dollars stipulés.

La Haute Cour des Pays-Bas casse donc l'arrêt attaqué et renvoie l'affaire devant la Cour d'appel de La Haye. Cet arrêt est donc entièrement basé sur la notion d'ordre public, ce qui est extrêmement intéressant. La Hollande n'a en effet pas dévalué sa monnaie ni promulgué le cours forcé; aussi on comprend très bien que les tribunaux néerlandais déclarent une loi étrangère sur le cours forcé contraire à l'ordre public néerlandais.

SECTION II

Tribunal de district d'Amsterdam (3^e Chambre)
22 mars 1935. S. G. Appeldoorn c/ la société alle-
mande Osram G. m. b. H. Kommanditges (1).

Le demandeur, S. G. Appeldoorn, possédait 4 coupons de 35 dollars et 4 titres de 1.000 dollars d'un emprunt 7 % émis en 1925 par la défenderesse, société allemande. Les titres contenaient les stipulations suivantes : « Nous promettons de payer au porteur de ce titre l'équivalent de 1.000 dollars-or des États-Unis d'Amérique de l'étalon actuel de poids et de fin... » et plus loin : « Ces obligations portent intérêt au taux de 7 % l'an depuis le 1^{er} décembre 1925. Cet intérêt est payable... en dollars-or des États-Unis de l'étalon actuel de poids et de fin ». Les titres et les coupons étaient d'autre part stipulés payables

(1) *Weekblad van het Recht*, n° 12919, 18 juin 1935. Traduction anglaise dans Plesch. *The Gold Clause*, p. 90.

à Amsterdam au taux du change à vue sur New-York au jour du paiement.

Le demandeur demandait à être payé en florins à Amsterdam sur la base du dollar-or. La société défenderesse invoquait la Joint Resolution et prétendait se libérer valablement en payant sur la base du dollar papier.

Il s'agit donc d'un contrat conclu en dollars-or, entre une société allemande et un ressortissant hollandais; remarquons que l'exécution ne devait pas avoir lieu aux États-Unis, mais seulement à Amsterdam.

§ 1. — Le tribunal recherche d'abord quelle est la loi qui régit le contrat. Le demandeur prétend que c'est la loi hollandaise, la défenderesse que c'est la loi allemande.

Le tribunal décide que la loi hollandaise est compétente. Car l'emprunt a été émis à Amsterdam et l'exécution doit avoir lieu hors d'Allemagne. D'autre part, bien qu'il s'agisse d'un emprunt international émis dans divers pays, chaque tranche émise dans un pays déterminé peut, comme dans l'espèce actuelle, être considérée comme un emprunt séparé.

§ 2. — Puis le tribunal passant à l'interprétation de la clause-or déclare qu'il s'agit d'une clause valeur-or et non d'une clause espèces-or; la défenderesse s'est engagée à payer en monnaie hollandaise l'équivalent d'une certaine quantité de dollars-or.

§ 3. — Les effets des mesures édictées par le président Roosevelt.

La Société défenderesse soutenait qu'en vertu des mesures prises aux États-Unis pour annuler la clause-or

et modifier la valeur du dollar, elle pouvait valablement se libérer en payant ses obligataires en florins sur la base du dollar papier, c'est-à-dire au cours du change à vue d'Amsterdam sur New-York au jour du paiement.

Mais le tribunal n'admet pas cette prétention. « La défenderesse néglige cependant le fait suivant : ces mesures ne se réfèrent qu'au dollar en tant que monnaie ayant force libératoire, alors que, dans le cas présent, le dollar a été choisi en considération de la valeur-or qu'il possédait lorsque le contrat fut conclu; il a été considéré comme représentant une certaine unité d'or fin, et doit, par conséquent, être envisagé essentiellement comme un étalon de valeur. Au lieu du dollar on aurait pu prendre une même quantité d'or fin sans faire figurer aucunement le mot « dollar ». » Pour ces raisons, les mesures restrictives prises aux États-Unis ne sont pas applicables en l'espèce.

Cette solution me paraît extrêmement juste. Les parties ont introduit certaines notions dans leur contrat, notamment la définition du dollar-or tel qu'il existait en 1925. Cette définition vaut comme droit contractuel.

Le dollar a d'ailleurs été choisi uniquement comme monnaie de compte, et non comme monnaie de paiement. Il se réfère à la substance même de la dette et la clause-or, qu'elle dépende de la loi applicable à la substance de la dette ou de la loi applicable aux modes de paiements, est, de toutes façons, valable, puisque dans les deux cas le droit hollandais est compétent. Le fait que la dette est libellée en dollars ne peut suffire à justifier l'applicabilité du droit américain.

§ 4. — Enfin la défenderesse prétendait que certaines lois allemandes l'empêchaient de payer en valeur-or.

Le tribunal déclare que, du moment que le contrat est régi par le droit hollandais, les prohibitions édictées par le droit allemand sont sans effets sur lui. De plus, le fait que la défenderesse ne peut se procurer en Allemagne la quantité de devises nécessaires pour effectuer ses paiements sur la base de l'or, ne constitue pas un cas de force majeure, car il est possible que la défenderesse ait des fonds en Hollande ou puisse en transférer. Enfin, en droit hollandais, la force majeure ne met pas obstacle à l'exécution d'un contrat, elle ne fait que la différer.

Le Tribunal condamne donc la défenderesse à payer au demandeur, sur remise des coupons, à Amsterdam, en florins, la valeur du contenu d'or fin de 140 dollars des États-Unis du poids et du titre en vigueur le 2 décembre 1925, sur la base du prix de l'or, au jour du paiement, sur le marché libre de l'or.

SECTION III

Tribunal d'arrondissement de Rotterdam, 1^{re} Chambre, 29 avril 1935 (1).

Le comité de la Bourse c/la Ville de Rotterdam.

L'intérêt de cette affaire réside dans son analogie avec celle de l'emprunt de la ville d'Anvers.

La demanderesse était propriétaire de coupons d'un emprunt émis par la ville de Rotterdam, dûment autorisée selon le droit hollandais. L'emprunt avait été émis entièrement à New-York. Les obligations contenaient la clause-or: « le principal et les intérêts de cette obligation

(1) *Bulletin de l'Institut Juridique International*, 33 (1935), p. 109.

sont payables au siège de la National City Bank of New-York, chargée du service de l'emprunt, dans le district de Manhattan, Ville et État de New-York, en dollars-or des États-Unis d'Amérique égaux ou équivalents à l'éta-lon actuel de poids et de fin » (in gold coin of the United States of America of or equal to the present standard of weight and fineness).

L'emprunt tout entier avait été souscrit par une banque américaine établie à New-York, par une convention conclue le 25 avril 1924, dont la disposition finale s'énonce comme suit : « Ce contrat sera interprété conformément aux lois de l'État de New-York (États-Unis d'Amérique). »

La principale question qui se pose en cette affaire, dit le tribunal, est la suivante : la défenderesse qui s'est engagée contractuellement à payer à New-York, peut-elle être condamnée à remplir son obligation à Rotterdam?

Le Tribunal examine les points suivants :

1^o Y a-t-il clause valeur-or ou clause de monnaie-or? Le tribunal déclare qu'il ne tranchera pas cette question, vu son manque total d'intérêt pratique dans l'espèce, les deux clauses étant en effet abolies aux États-Unis.

2^o Quelle est la loi applicable.

La loi américaine est applicable, dit le juge, les parties l'ayant expressément stipulé. Mais même si cette clause n'avait pas existé, il aurait fallu appliquer le droit américain, les circonstances indiquant clairement le droit qui selon l'intention des parties est applicable à la convention.

Le droit américain étant compétent, la Joint Resolution s'applique et, par conséquent, la défenderesse est autorisée à payer ses obligataires à New-York en dollars papier.

3° La question de l'ordre public.

Le demandeur prétendait que le juge néerlandais ne devait pas appliquer cette Résolution, parce qu'elle était contraire à l'ordre public tel que celui-ci se concevait aux Pays-Bas. Mais, comme le Tribunal et la Cour de La Haye, le Tribunal de Rotterdam repousse cet argument :

« Attendu qu'il faut bien faire ressortir que ce n'est qu'avec une extrême prudence qu'il faille se servir de l'ordre public comme d'une arme dirigée contre une disposition du législateur d'un pays étranger prise légalement, surtout quand cette disposition concerne un emprunt émis dans ce pays et dans la monnaie de ce pays...; qu'il ne peut être donné aux tribunaux néerlandais de juger de l'opportunité des mesures monétaires prises auxdits États-Unis, lesquelles, d'après les autorités compétentes de ce pays, se justifient par la situation économique de cette partie du monde. »

4° Quant au lieu de paiement et à l'applicabilité de la Joint Resolution, le Tribunal tient compte du fait qu'il s'agit d'un emprunt extérieur. Les obligations n'ont été émises qu'à New-York et n'ont donc été présentées qu'à la souscription du public américain qui, dans la suite, pouvait les acheter à la Bourse de New-York, où elles devaient être cotées.

« Attendu qu'en conséquence, le paiement stipulé demeure toujours, non seulement possible à New-York, mais même inchangé dans son essence, parce que la Joint Resolution a voulu édicter, pour ce public, l'équivalence des dollars-or et des dollars papier...

« Attendu que c'est aussi pour ce motif qu'il est impossible d'éliminer New-York comme lieu de paiement et de

remplacer cette ville par Rotterdam, d'une part parce que les contractants ont délibérément exclu cette ville comme lieu de paiement..., et d'autre part, parce que la demanderesse, en remplaçant New-York par Rotterdam, romprait, contre le gré de la défenderesse, le lien non moins sûrement établi par elle entre New-York et le droit en vigueur en cette ville. »

Le jugement remarque qu'il est bien possible que cette solution porte préjudice aux obligataires néerlandais qui, contrairement à l'intention de la défenderesse et à ses desseins clairement manifestés, ont acheté les obligations expressément soumises au droit américain, parce qu'ils avaient une plus grande confiance dans le dollar que dans le florin. La défenderesse a tout fait pour empêcher que les obligations ne fussent négociées en Hollande. Ceux qui ont acheté les titres soumis au droit américain devront subir les conséquences des lois américaines.

Donc la défenderesse ne peut être condamnée à payer à Rotterdam — le demandeur n'y a aucun droit — et la défenderesse paiera valablement ses obligataires à New-York, en dollars-papier. En conséquence le Tribunal déboute le Comité de la Bourse d'Amsterdam. De même que la Cour de Bruxelles (Affaire de l'Emprunt de la ville d'Anvers) le Tribunal applique la Joint Resolution aux faits qui se produisent sur le territoire des États-Unis.

CHAPITRE VII

LA JURISPRUDENCE DE QUELQUES AUTRES PAYS

SECTION I

La jurisprudence égyptienne.

Les tribunaux mixtes égyptiens ont adopté, en matière d'application d'une loi étrangère sur le cours forcé, les mêmes solutions que les tribunaux français. Ils ont constamment décidé que les lois sur le cours forcé, nationales ou étrangères, avaient une portée restreinte au territoire de la nation qui les édictaient. Le décret égyptien du 2 mai 1935 a modifié ce point de vue au sujet du domaine d'application de la loi égyptienne, mais non pas au sujet des effets de la loi étrangère.

§ 1. — Procès soulevés par la dépréciation du franc français. *L'affaire de la Compagnie du Canal de Suez*. Cour d'appel mixte d'Alexandrie (2^e Chambre), 4 juin 1925 (1).

Cet arrêt confirme un jugement rendu par le Tribunal

(1) Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez c/A. Dabbah et consorts. *Clunet*, 1935, p. 1080; *Journal des Tribunaux mixtes*, août 1925.

civil du Caire le 26 janvier 1925. La Compagnie de Suez avait contracté au cours des années 1880 à 1918, à Paris, divers emprunts, représentés par des obligations au porteur d'une valeur nominale de 500 francs, productives d'un intérêt de 3 ou 5 % suivant le type émis. Il n'y avait pas de clause-or expresse. Les obligataires prétendaient qu'il s'agissait de francs égyptiens ou francs-or, un rapport de valeur ayant été établi en Égypte entre la pièce d'or de 20 francs et la livre égyptienne or, à raison de piastres au tarif 3,8575 le franc. La société prétendait qu'il s'agissait du franc français et qu'elle pouvait se libérer en francs dépréciés.

La Cour d'appel mixte commence par rappeler que la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez est une société égyptienne, ayant son siège social à Alexandrie et son domicile administratif à Paris. Elle est soumise aux lois égyptiennes et « si, pour se constituer, il lui a été permis d'emprunter la forme d'une société anonyme en France et d'être réglée par les lois qui y régissent ces sociétés, cela n'enlève rien à sa personnalité égyptienne et ne la soumet en aucune façon à la loi française en tant qu'émanation de la souveraineté française, les principes du droit français dont elle a été exceptionnellement autorisée à se prévaloir devant être, en l'occurrence, considérés comme conventionnellement formant partie du droit égyptien. »

Puis la Cour déclare : « l'intention des parties a été d'adopter une unité fixe, soit le franc-or, ayant une valeur en Égypte. Elles n'avaient en vue ni le franc français, ni le franc égyptien, mais ce franc était plus exactement le franc tout court, le franc universel d'un étalon monétaire commun à plusieurs pays, ayant une valeur fixe et

déterminée en Égypte où le louis d'or avait alors cours légal ». La Cour admet donc l'existence, en l'espèce, d'une clause-or tacite.

Puis, examinant ensuite les conséquences du cours forcé décrété en France, elle motive sa décision de la manière suivante :

« Attendu que les dispositions prises à cet égard par le législateur en vue d'empêcher l'exode de l'or, ou en tout cas pour sa propre convenance, sont, du point de vue juridique, strictement territoriales, quelles que puissent en être les conséquences du point de vue économique; que le créancier à l'étranger n'a donc pas à subir les effets d'une pareille mesure, lorsqu'il réclame paiement au siège social d'une société créée et établie dans son propre pays et régie par les lois de ce pays, dans ses rapports avec lui et en vertu d'une obligation assumée par cette société, de payer en une monnaie de compte internationale. »

La Cour ajoute d'ailleurs à ces motifs une justification économique : la société n'a subi aucun préjudice à la suite du cours forcé décrété en France, car il est constant qu'elle continue, comme par le passé, à encaisser les revenus de son entreprise en or.

L'arrêt conclut en déclarant que les obligataires pourront se faire payer en Égypte en francs-or.

Le Tribunal civil de la Seine statuant sur la demande d'un autre groupe d'obligataires (affaire de la marquise de Vaucouleurs), avait décidé, au contraire, par un jugement du 1^{er} avril 1925, qu'il s'agissait de francs français, qu'il n'y avait pas de référence à l'or, et que, par conséquent la Compagnie pouvait se libérer en francs dépréciés.

La Compagnie du Canal de Suez s'est inclinée devant la décision rendue en Égypte. L'arrêt de la Cour d'appel d'Alexandrie a donc mis fin au conflit entre la Compagnie et ses obligataires.

§ 2. — *L'affaire des retraités de la Banque ottomane.* — La détermination de la base sur laquelle doivent être payées les pensions des employés de la Banque ottomane a donné lieu, en Égypte, à de nombreux procès. Les pensions avaient été, avant la guerre, stipulées payables en livres turques, qui, à cette époque, étaient des livres-or.

Un rapport avait été établi entre la livre turque et la livre sterling d'une part, et la livre turque et la livre égyptienne d'autre part, d'après la valeur-or de ces monnaies; le taux de conversion était, dans le premier cas, de 100/110 et dans le deuxième cas de 39/44. La Banque ottomane n'avait donc vis-à-vis de ses employés aucun engagement exprès de payer en or. Lorsque la guerre survint et que la dépréciation de la livre turque atteignit de grandes proportions, la Banque continua cependant à verser à ses employés d'Égypte le même nombre de livres égyptiennes qu'auparavant. C'est seulement lors de la dépréciation de la livre égyptienne, survenue en 1931, que la banque invoqua la dépréciation de la piastre turque.

La Cour d'appel mixte d'Alexandrie, dans un arrêt rendu le 13 juin 1934 (1), confirmant le jugement du Tribunal de commerce mixte d'Alexandrie du 26 décembre

(1) *Clunet*, 1934, p. 1008. Affaire Émile Hannah contre Banque Ottomane. Voir sur l'action en interprétation de ce jugement, tribunal de commerce d'Alexandrie, 14 janvier 1935. *Journal des Tribunaux mixtes*, 6-7 février 1935, n° 1859.

1932, déclare que les employés de la Banque ottomane ont toujours été payés sur la base des livres turques-or; elle reconnaît donc l'existence d'une clause-or tacite et décide que « ni la loi ottomane de 1915 sur le cours forcé, ni aucune loi promulguée en cette manière, n'a prétendu étendre son domaine sur les paiements et les opérations faites à l'étranger. En conséquence, la loi ottomane sur le cours forcé, qui n'a pas complètement supprimé l'unité monétaire turque or (laquelle continue à figurer sur les bulletins de change), ne met pas obstacle au paiement des pensions de retraite des employés de la Banque ottomane en Égypte, sur la base de la livre turque, convertie en piastres égyptiennes à la parité de l'or, en conformité de l'obligation contractée par la banque ».

D'autres employés de la Banque ottomane lui intentèrent des procès, qui furent tranchés en sens différent, à deux jours d'intervalle, par les Tribunaux de commerce du Caire et d'Alexandrie.

1^o Jugement du Tribunal de commerce mixte du Caire (1^{re} Chambre) du 13 avril 1935. Affaire Mazas c /Banque ottomane (1).

Le Tribunal rejette la prétention des demandeurs qui réclamaient un paiement en livres turques converties en piastres égyptiennes à la parité de l'or et décide qu'en continuant, lors de la dévaluation de la livre turque, à payer ses employés en sterling, la Banque n'a pas entendu payer ses employés sur la base de la livre turque-or, mais a voulu adopter l'étalon sterling. La pension sera donc payable en livres sterling.

2^o Jugement du Tribunal de commerce mixte

(1) *Journal des Tribunaux mixtes*, 6-7 mai 1935.

d'Alexandrie du 15 avril 1935. Affaire Nacouz c / Banque ottomane (1).

Le Tribunal admet au contraire la prétention des demandeurs :

a) Il décide que la monnaie du contrat est la livre turque-or, la monnaie de paiement étant la livre sterling ou égyptienne et qu'il y a clause-or tacite.

b) Passant à l'examen du domaine d'application de la loi turque sur le cours forcé, le tribunal déclare: « Il est admis et a été jugé comme un principe certain que les lois sur le cours forcé sont strictement territoriales et, en conséquence, la loi turque sur le cours forcé ne saurait faire obstacle au paiement en or exigé en Égypte. »

La Banque ottomane est donc condamnée à effectuer le service des pensions des demandeurs « en livres égyptiennes à la parité de la livre turque-or, sur la base du prix de l'or métallique à Londres ».

SECTION II

La jurisprudence allemande.

Un arrêt extrêmement intéressant a été rendu en Allemagne par la Cour d'appel de Berlin, le 7 mars 1935, dans l'affaire des obligations-or 7 % de la Deutscher Sparkassen und Giroverband (Association des Caisses d'épargne et des Chambres de compensation allemandes) (2). Cette décision infirme un jugement du Tribunal de Berlin du 6 octobre 1934.

(1) *Journal des Tribunaux mixtes*, 6-7 mai 1935.

(2) *Bulletin de l'Institut Juridique international*, 1935 (vol. 33), p. 78.

Les demandeurs étaient porteurs d'obligations-or 7 % de 1.000 dollars émises en 1926 par la Deutscher Sparkassen und Giroverband, société allemande, et remboursables le 1^{er} février 1947. Ils demandaient que fut reconnu en justice leur droit d'être payés sur la base de l'or.

Chaque obligation contenait une clause-or, par laquelle la société emprunteuse s'engageait à payer la somme de 1.000 dollars, en dollars-or des États-Unis d'Amérique égaux ou équivalents à l'étalon de poids et de fin existant au 1^{er} février 1926. Les titres contenaient désignation d'agents aux États-Unis, chargés du service de l'emprunt. Le Trust Deed était rédigé en langue anglaise.

Les demandeurs prétendaient que la Joint Resolution ne pouvait s'appliquer qu'aux porteurs américains. La défenderesse soutenait que le contrat était régi par la loi américaine, que la Joint Resolution s'appliquait aussi bien aux créanciers non américains qu'aux créanciers américains et qu'elle pouvait valablement se libérer en payant le montant nominal de ses titres en dollars dépréciés. Elle invoquait également l'article 8 § 9 du Trust Deed, stipulant que tous les porteurs de l'emprunt seraient traités de la même manière.

La Cour donne raison aux porteurs.

1^o La Cour interprétant la clause-or déclare qu'il ne s'agit pas d'une clause or-espèces, mais d'une clause valeur-or, ayant pour but de protéger les obligataires contre les conséquences d'une dépréciation éventuelle de la monnaie américaine, bien que cette dépréciation fut considérée comme très peu probable à l'époque de l'émission;

2^o La Joint Resolution du 5 juin 1933 est sans effet sur cette clause.

A. En premier lieu, en vertu de l'intention des parties. Celles-ci ont précisé qu'elles se soumettaient aux lois américaines en vigueur à l'époque de l'émission et que les lois monétaires postérieures ne seraient pas applicables. En effet, une clause (Cl. XII § 1) du Trust Deed stipule que ce Trust Deed et tous les droits et actions des parties contractantes et des porteurs de titres et coupons seraient régis par les lois des États-Unis. Et la clause VIII ajoute que la société emprunteuse renonce à toute modification de ces lois, qui affecterait les conditions d'exécution du Trust Deed ou des titres et coupons émis en vertu du contrat, et que la société émettrice renonce expressément à tout avantage résultant de pareilles lois.

Donc la défenderesse avait bien clairement manifesté son intention de renoncer à invoquer tout changement de la législation existante qui pourrait modifier, en quoi que ce soit, les droits des obligataires à son égard. C'est pour cette raison que la Joint Resolution ne pourra être appliquée.

La Cour admet donc cette théorie de l'autonomie de la volonté d'après laquelle les parties non seulement peuvent choisir le droit compétent, mais encore adopter certaines dispositions de ce droit et en exclure d'autres.

Par conséquent, la Joint Resolution ne jouera pas, en raison de l'intention des parties.

Il est évident, ajoute l'arrêt, qu'en ce qui concerne le paiement aux États-Unis, la Joint Resolution sera applicable. Mais les parties ne subiront pas les effets de cette mesure, là où elle ne peut être rendue exécutoire.

B. De plus, ajoute l'arrêt, le législateur américain n'a pas étendu l'empire de la Joint Resolution hors des fron-

tières des États-Unis et ne peut avoir entendu régir une convention conclue entre un emprunteur allemand et un prêteur allemand, dont l'exécution doit avoir lieu hors des États-Unis. Remarquons qu'au contraire, l'exécution devait avoir lieu aux États-Unis, d'après le contrat. D'autre part, nous avons vu (1^{re} partie) que le droit américain ne semble pas faire de distinction entre créanciers et débiteurs américains et non américains. Cet argument est donc peu convaincant;

3^o Enfin, la Cour examine la portée de la clause du Trust Deed stipulant qu'aucun porteur ne pourrait être privilégié par rapport aux autres. Le tribunal de Berlin avait en effet décidé que cette clause s'opposait à ce qu'une catégorie de porteurs soit payée sur la base de l'or, alors que d'autres obligataires seraient payés aux États-Unis en dollars dépréciés. C'est pour cette raison qu'il avait déclaré que la défenderesse pouvait payer indistinctement tous ses obligataires en dollars dévalués. La Cour n'est pas de cet avis et réforme la décision du tribunal sur ce point. Elle déclare que l'égalité de traitement entre tous les porteurs conduirait à une profonde inégalité de fait. « Il résulte de la Joint Resolution que le principe du paiement dollar pour dollar se justifiait ainsi : le pouvoir d'achat du dollar demeure et demeurera le même. » En effet, le pouvoir d'achat n'a presque pas varié. La Cour suprême des États-Unis invoque ce fait pour déclarer que les créanciers n'ont subi aucun dommage à la suite de l'abrogation de la clause-or.

Mais la situation est toute différente lorsqu'il s'agit de créanciers allemands qui seraient obligés d'accepter leur paiement au taux du change actuel, approximativement 1 dollar = R. M. 2.50, car il est clair que le pouvoir

d'achat de 2.50 R. M. n'équivaut pas à celui de R. M. 4.20 de 1926.

D'autre part, les porteurs allemands ne reçoivent que des reichsmarks non exportables, alors que les sujets américains reçoivent en Amérique des dollars réels, ayant gardé leur pouvoir d'achat.

Aussi, dit la Cour, de la clause stipulant l'égalité de traitement entre tous les porteurs, il ne faut pas déduire que, parce que les obligataires américains, en vertu de la Joint Resolution du 8 juin 1933, ne peuvent réclamer que le montant nominal de leur dette en dollar, les obligataires allemands doivent se contenter d'une conversion au taux actuel du change. Il en résulterait, en réalité, que les obligataires américains et les obligataires allemands seraient traités d'une façon si différente, que la défenderesse agirait à l'encontre de la bonne foi et du sens de la justice;

4° La Joint Resolution a-t-elle rendu impossible tout paiement en valeur-or? Les obligations étaient en effet payables aux États-Unis.

Il y aurait impossibilité d'exécution dit la Cour si l'on décidait que les porteurs ne peuvent réclamer leur paiement ailleurs qu'aux États-Unis. Mais les lieux de paiement en Amérique n'ont été institués que pour la commodité des créanciers, parce que la plupart des obligataires sont américains et les obligataires conservent la faculté d'exiger le paiement en Allemagne, aux bureaux de la défenderesse.

La Deutscher Sparkassen und Giroverband devra donc payer ses obligataires en Allemagne, en marks, sur la base de la valeur du dollar-or au jour de paiement. La Cour déclare que c'est là une solution conforme « à la bonne

foi, aux conceptions de l'équité et à l'intention présumée des parties contractantes ».

Ainsi la Cour admet la conception d'après laquelle le domicile du débiteur demeure le « lieu naturel de paiement », contrairement à l'opinion de la Cour de Bruxelles et de la Cour d'appel de La Haye; d'autre part elle fait une discrimination entre les porteurs. La solution de l'arrêt ne profitera en réalité qu'aux porteurs allemands car, étant donné que l'exportation de capitaux hors d'Allemagne est interdite, les obligataires non allemands qui voudraient se faire payer en Allemagne, en marks, sur la base du dollar or, ne pourraient rapatrier le montant des sommes ainsi reçues en paiement!

Il faut remarquer cependant que les obligations de la Deutscher Sparkassen und Giroverband ne seront remboursables qu'en 1946. A cette époque les capitaux pourront peut-être sortir librement d'Allemagne. Quant au dollar, sa valeur aura peut-être varié jusque-là, de même que son pouvoir d'achat.

SECTION III

Jurisprudence suédoise.

Arrêt de la Cour d'appel Royale de Stockholm (Svea Hovrätt) 16 avril 1935 (1).

Compagnie d'Assurances Skandia c / Office National de la Dette suédoise (Försäkringsaktiebolaget Skandia c / Riksgäldskontoret).

(1) *Bulletin de l'Institut Juridique International*, 33 (1935), p. 345. Voir la consultation donnée à propos de cet arrêt par Sauser-Hall, dans Plesch. *La clause-or*, 2^e éd., Londres, 1935, p. 69.

Le Gouvernement suédois avait émis, en 1924, un emprunt 5 1/2 % de 30 millions de dollars, par l'intermédiaire de l'Office National Suédois de la Dette. Les titres rédigés en langue anglaise indiquaient qu'ils étaient payables à New-York, au siège social de la National City Bank of New-York (chargée du service de l'emprunt), « en monnaie d'or des États-Unis d'Amérique, égale ou équivalente à l'étalon actuel de poids et de fin » « (In gold coin of the United States of America, of or equal to the present standard of weight and fineness. »).

La Compagnie d'assurances Skandia possédait des titres de cet emprunt pour une valeur nominale de 736.500 dollars. A la suite des mesures prises par le Président Roosevelt, la National City Bank refusa de payer les coupons sur la base de l'or et l'Office National de la Dette fit savoir qu'il ne paierait ses porteurs qu'en dollars ayant cours au jour du paiement. La Skandia assigna l'Office National de la Dette, demandant qu'il soit condamné à effectuer le service de l'emprunt en dollars-or ou sur la base de l'or.

L'arrêt de la Cour de Stockholm est très clairement rédigé :

§ 1. — Quelle est la loi applicable en l'espèce.

La Cour, selon la doctrine de la Cour Permanente, distingue entre les modalités de paiement qui seront régies par la loi du lieu de paiement, en l'espèce la loi américaine, et la substance de la dette.

S'agissant d'un État souverain, la substance de la dette sera soumise à la loi de cet État, à moins d'une stipulation contraire expresse, laquelle est absente dans le cas

présent. La loi suédoise est donc compétente, en ce qui concerne la substance de la dette.

§ 2. — L'interprétation de la clause. Est-ce une clause espèces-or ou une clause valeur-or?

La clause-or, décide la Cour, a évidemment pour but deprémunir les souscripteurs contre la dépréciation monétaire. C'est là une solution qui tend à se généraliser.

§ 3. — La validité de la clause-or dépend-elle de la loi qui régit la substance de la dette ou de la loi qui régit les modalités de paiement?

La Cour décide que la clause-or concerne la substance de la dette et sa validité doit être déterminée par la loi suédoise :

« Ladite clause ne peut donc être envisagée simplement comme une stipulation d'un caractère purement monétaire, mais doit être considérée comme se référant aussi à la substance de la dette. La question de la validité et de l'efficacité de la clause or doit donc être tranchée selon le droit suédois, et, comme la validité de telles clauses n'est pas limitée par la loi suédoise, la validité de la clause, à l'époque de l'émission de l'emprunt, ne peut être mise en doute. »

L'avis de la Cour diffère, sur ce point, de celui de la Cour Permanente qui déclare que la clause-or concerne les modalités de paiement. La solution de la Cour de Stockholm est extrêmement intéressante et, à notre avis, juridiquement exacte.

§ 4. — De l'effet de l'abrogation de la clause-or aux États-Unis.

L'Office national de la dette invoquait les Executive Orders du 10 mars et des 5 et 20 avril 1933 relatifs à la détention de l'or par les banques, ainsi que la Joint Resolution du 5 juin 1933. La Cour décide que ces dispositions prohibitives ne peuvent s'appliquer en l'espèce.

« Lesdites mesures législatives ne peuvent cependant empêcher les porteurs qui ne résident pas aux États-Unis d'Amérique et qui ne sont en aucune manière soumis à la juridiction des États-Unis, d'obtenir un paiement sur la base de l'or, conformément aux stipulations contenues dans le titre, en ce qui concerne les titres qui étaient déjà possédés par de tels porteurs à l'époque où ces lois furent promulguées. »

Les lois en question ont pu rendre impossible le paiement à New-York en valeur-or, même pour les porteurs non américains. Ce fait, cependant n'est pas certain, et en tous cas « ne peut priver les porteurs du droit de se faire payer sur la base de l'or, ni en aucune autre manière porter atteinte à leurs droits; mais le paiement sera, dans ce cas, effectué à Stockholm à la place de New-York. »

Le Gouvernement Suédois devra donc effectuer le service de son emprunt sur la base de l'or, à Stockholm, en couronnes suédoises.

Il faut remarquer que la dernière partie de l'arrêt comporte une réserve : la solution donnée ne s'applique qu'aux porteurs ne résidant pas aux États-Unis ou d'une façon générale, non soumis au droit américain, de telle sorte que l'égalité entre les porteurs semble rompue. De même que la Cour d'appel de Berlin, la Cour de Stockholm admet l'existence d'un « lieu naturel de paiement » et fait une discrimination entre les porteurs.

Du point de vue économique, il faut noter que la demanderesse, société d'assurances suédoise, aurait vu une partie de son capital se dévaluer si la législation américaine s'était appliquée; elle n'aurait pu, par suite, faire face à ses engagements.

D'autre part, si la solution de la Cour de Stockholm diffère de celle qui a été adoptée par la Cour de Bruxelles (emprunt de la ville d'Anvers) et par la Cour d'appel de La Haye (emprunt de la Royal Dutch), il faut remarquer que les circonstances n'étaient pas les mêmes, l'emprunt suédois ayant été émis par un État souverain, ne contenant pas de référence aux lois de New-York et ayant été émis en Suède.

SECTION VI

La jurisprudence autrichienne.

Emprunt autrichien international de 1930; tranche américaine.

§ 1. — Tribunal de bailliage du premier quartier de Vienne (Bezirksgericht Innere Stadt Wien). 1^{er} mars 1934 (1).

La demanderesse possédait un coupon d'une obligation de 1.000 dollars de la tranche américaine de l'emprunt autrichien international de 1930. Les titres étaient stipulés payables en monnaie d'or des États-Unis d'Amérique, de l'étalon de poids et de fin existant au 1^{er} juil-

(1) *Rechtsprechung*, 1934, p. 82 et s.; *Clunet*, 1935, p. 193.

let 1930. La demanderesse prétendait recevoir son paiement sur la base de l'or.

Le Tribunal a débouté la demanderesse et décidé que l'obligation pouvait être valablement payée en dollars papier. En effet, le droit américain, de même que le droit autrichien, prohibe les clauses-or; il n'est donc pas nécessaire de rechercher quel est le droit applicable, puisque le résultat serait le même dans l'un et l'autre cas.

Cette décision est passée en force de chose jugée.

Wahle (Rechtsprechung 1934, p. 84) critique cette solution. D'après lui le droit autrichien est applicable en l'espèce et ce droit oblige l'État autrichien à payer les coupons en question en dollars-or.

§ 2. — Cour suprême (Vienne). Toutes Chambres Réunies. Avis (Gutachten) donné le 26 novembre 1935 (1).

Il s'agit encore ici des tranches américaines de l'emprunt de la Société des Nations et de l'emprunt autrichien international de 1930 (Völkerbund anleihe und Internationale Bundesanleihe 1930).

La Cour suprême décide, contrairement au tribunal de bailliage du premier quartier de Vienne, que l'État fédéral autrichien n'est pas obligé d'assurer le service de ces emprunts en dollars-or. En vertu de la Joint Resolution, il peut se libérer valablement en payant, en dol-

(1) Präs 645/35-J. M. Z. 12.339/35 publié dans le *Journal Officiel du Ministère de la Justice autrichien* (Amtsblatt der österreichischen Justizverwaltung) du 10 décembre 1935, p. 106-120. *Clunet*, mars-avril 1936, p. 442. Voir aussi l'arrêt de la Cour Suprême, Vienne, 22 janvier 1935.1, Ob.1013/35. *Notariatszeitung*, 1935, p. 161-162; *Clunet*, mars-avril 1936, p. 443, qui déclare la Joint Resolution applicable à une obligation libellée en dollars-or, qui pourra être valablement exécutée en schillings autrichiens, sur la base du dollar-papier.

lars actuels, le montant nominal des titres et des coupons (1).

SECTION V

Jurisprudence italienne.

En Italie également, des procès se sont élevés relativement à l'application des mesures prises aux États-Unis par le Président Roosevelt. Nous résumerons deux décisions intéressantes : celle du Tribunal de Turin du 7 juillet 1934 et celle de la Cour d'appel du Milan du 19 juillet 1934.

1^o Tribunal de Turin, 7 juillet 1934.

Bona c / Societa Idroelettrica Piemonte (2).

La demanderesse, de nationalité italienne, possédait 9 obligations 6,50 % série A, émises le 1^{er} avril 1930 en dollars-or par la Société anonyme hydroélectrique du Piémont, société italienne. Elle demandait à être payée sur la base du dollar-or. La Société, invoquant la Joint Resolution, prétendait se libérer valablement en dollars papier.

Les obligations émises par la défenderesse stipulaient le paiement de 1.000 dollars en monnaie d'or des États-Unis, de l'étalon de poids et de fin existant au 1^{er} avril 1930, ou équivalents à cet étalon et le paiement des inté-

(1) Voir aussi Pirotte. Le régime de l'emprunt garanti 1923-1943 du gouvernement autrichien. *Bulletin de l'Institut Juridique International*, t. 34 (1936), p. 7.

(2) *Foro italiano*, 1934.I.1351; *Nouvelle Revue de droit international privé* II (1935), p. 414.

rêts de cette somme à partir du 1^{er} avril, en pareille monnaie d'or, au taux de 6 1/2 % l'an.

Le capital et les intérêts de ces obligations étaient stipulés payables à New-York, au siège de la Bank of American Nation Association, chargée du service de l'emprunt.

M^{me} Bona fut déboutée de sa demande par le tribunal de Turin.

1^o Le Tribunal interprète la clause en question comme une clause valeur-or. Les parties ont inséré cette clause pour se soustraire, dans la mesure du possible, aux fluctuations monétaires. Une pareille clause est licite au regard du droit italien;

2^o Mais le paiement devant avoir lieu à New-York, la Joint Resolution s'applique, annulant la clause-or. Les obligataires ne pourront réclamer un paiement en or à New-York à la Bank of American National Association et ne pourront recevoir que des dollars dépréciés.

Le Tribunal de Turin fait donc dépendre la validité de la clause-or de la *lex loci solutionis* et applique la Joint Resolution à des paiements devant avoir lieu aux États-Unis;

3^o De plus le Tribunal déclare que la demanderesse ne peut s'adresser directement à la société défenderesse et exiger d'être payé en lires en Italie, sur la base de l'or; il estime que la clause de paiement en Amérique est une clause essentielle de l'obligation. M^{me} Bona soutenait que cette clause n'avait été insérée qu'en faveur des obligataires, qui conservaient la faculté de se faire payer en Italie. Le Tribunal n'admet pas cette thèse « les parties ayant précisément entendu d'une manière indiscutable que, pour ce qui touche aux garanties des obliga-

tions et au mode de paiement, l'obligation elle-même suivrait exclusivement les aléas du dollar-or américain en Amérique, pacte certainement valable». En conséquence, la Joint Resolution est applicable.

Le Tribunal semble appliquer la loi américaine : 1^o parce que c'est la *lex loci solutionis*; 2^o en vertu de l'intention présumée des parties;

4^o Le Tribunal déclare enfin que la décision du Congrès américain est applicable, ne portant pas atteinte à la souveraineté de l'État Italien, et n'étant pas contraire à l'ordre public selon les lois nationales.

Bien plus, il est nécessaire d'appliquer cette décision en Italie, en vue de protéger l'industrie nationale qui a émis les emprunts et qui serait sans cela défavorisée sur le marché international et sur le marché interne, ce qui aurait de graves répercussions sur l'économie nationale.

« On doit au contraire observer qu'en ne reconnaissant pas la validité de la disposition du Congrès américain, on causerait un grave préjudice à l'économie nationale, comme on l'a déjà montré, préjudice reconnu en effet comme très grave et auquel on chercha à obvier par les récentes dispositions prises par le décret-loi royal du 26 mai 1934, n^o 804 et le règlement ministériel de même date. La décision du Congrès Américain ne vise aucun principe de droit international public, puisqu'elle est en fait l'institution d'un cours forcé, disposition que tous les États ont toujours prise lorsqu'ils estimaient devoir sauvegarder l'économie de la nation dans une circonstance quelconque. » C'est là un motif économique et opportuniste.

Enfin le Tribunal rappelle que la Joint Resolution, loi impérative, s'applique à tous les paiements qui doivent

prendre place sur le territoire des États-Unis, que le créancier soit américain ou étranger.

La Société hydroélectrique du Piémont pourra donc payer ses obligataires à New-York, en dollars-papier, et ceux-ci ne pourront se faire payer en Italie.

Il faut remarquer que cet emprunt offre certaines caractéristiques : notamment, les obligations en question n'ont pas été admises à circuler en Italie; il s'agit d'un emprunt extérieur qui bénéficie de certaines exemptions fiscales. La Société défenderesse avait d'autre part émis une partie de son emprunt en lires, en Italie. Il y avait donc une séparation très marquée entre la tranche américaine et la tranche italienne de cet emprunt. Et le Tribunal en a déduit que ceux qui choisissaient le marché américain devaient supporter les aléas de cette opération.

Les porteurs ont fait appel de ce jugement, en faisant valoir que la législation d'exception américaine ne pouvait avoir d'effets sur des contrats étrangers devant être exécutés dans un pays étranger, dont les tribunaux n'avaient qu'à appliquer leur propre conception de l'étendue et de la nature de la dette, sans se préoccuper des lois d'ordre public du pays de la monnaie choisie comme étalon, lois de police purement territoriales.

La Cour de Turin, le 27 décembre 1935 (1), vient de déclarer cet appel non recevable.

2^o Cour d'appel de Milan 19 juillet 1934.

Società Italiana dell'alluminio c/ Società Italiana Allumina (2).

(1) *Foro italiano*, 1935, I, p. 229.

(2) *Clunet*, 1935, p. 1058; *Monitore dei tribunali*, 1935, p. 60.

Cet arrêt confirme le jugement rendu par le Tribunal de première instance de Milan le 22 janvier 1934. Il décide que la clause dollar-or est une clause valeur-or, par laquelle, les contractants ont entendu se garantir contre la dépréciation éventuelle de la monnaie indiquée.

En conséquence, le fait que cette monnaie a subi une diminution importante de valeur ne porte aucune atteinte à l'obligation du débiteur de se libérer en versant de l'or.

Dans d'autres pays encore des procès ont été engagés au sujet de l'application d'une loi étrangère annulant la clause-or, notamment en Suisse (Affaire Societa di Elettricità. Bezirksgericht de Zurich 26 février 1935), dans la Sarre (Emprunt de la Ville de Sarrebrück, Cour suprême 21 décembre 1934) au Danemark (Emprunt de la Société des Téléphones de Copenhague).

De nouveaux litiges surgissent à chaque moment. C'est ainsi que le département des finances de la ville d'Oslo ayant appelé au remboursement en dollars-papier, pour le 1^{er} septembre 1935, les titres de l'emprunt en dollars-or 6 % 1924-1934 de la ville d'Oslo, l'association suisse des banquiers a invité les porteurs suisses à faire connaître s'ils étaient disposés à participer à un procès qui serait engagé en Norvège contre cette ville en vue d'obtenir que le remboursement de l'emprunt précité soit effectué sur la base de l'or (1).

De même la Canadian National Railway Company a appelé ses obligations 4 1/2 % 1924, — 54, émises en dollars-or au remboursement anticipé en dollars-papier, le 1^{er} septembre 1935. L'Association nationale des Porteurs

(1) *L'Economiste européen*, 6 septembre 1935, p. 2.

français de valeurs mobilières et l'Association Suisse des banquiers ont fait procéder à l'encaissement des titres de cet emprunt, sur la base du dollar-papier, en faisant constater par acte authentique le refus de remboursement sur la base de l'or (1).

Les litiges relatifs au domaine d'application d'une loi étrangère annulant ou restreignant la clause-or se sont donc beaucoup multipliés depuis quelques années. Les décisions rendues à ce sujet varient à l'infini, suivant les circonstances. Les facteurs dont dépend la solution d'un litige de ce genre sont en effet extrêmement nombreux : système de droit adopté par le juge du pays où le procès est intenté (notamment pour l'interprétation de la clause-or, la détermination de la loi compétente et en ce qui concerne la notion de territorialité des lois monétaires et les qualifications), intention des parties, clauses qu'elles ont insérées (référence à une loi étrangère, clauses-or, d'option de change, d'option de place), nature du contrat (bail, emprunt), lieu de conclusion du contrat, lieu d'exécution, modalités d'exécution, personnalité du débiteur (État souverain ou simple particulier), nationalité des parties, etc... Les intérêts en présence influent aussi sur les décisions rendues en cette matière.

Aussi, même dans un pays déterminé, les parties ne peuvent jamais être tout à fait sûres que la loi monétaire étrangère s'appliquera ou ne s'appliquera pas.

Le système de la jurisprudence française est à peu près le seul qui donne une certitude aux contractants : jamais les lois étrangères édictant le cours forcé ou interdisant les clauses-or ne pourront être appliquées par les tribunaux français.

(1) Cf. *L'Economiste européen*, 20 septembre 1935, p. 2.

Cependant si l'on considère l'ensemble de la jurisprudence intervenue en la matière, l'accord semble devoir se faire sur certains points, notamment ceux qui ont été tranchés par la Cour Permanente : distinction entre la substance de la dette et les modalités de paiement, interprétation de la clause-or comme une clause valeur-or, détermination de la loi applicable lorsque le débiteur est un État souverain, etc... Le désaccord se manifeste surtout sur les points suivants : rôle du lieu de paiement, loi applicable lorsque le débiteur n'est pas un État souverain, et sur les questions suivantes : le siège social du débiteur reste-t-il le lieu naturel de paiement, l'égalité peut-elle être rompue entre porteurs d'un même emprunt, etc. Aussi, les décisions rendues en cette matière sont elles extrêmement variées.

CONCLUSION

Que faut-il conclure de cette étude? Les lois interdisant la clause-or ont-elles réellement, en l'état actuel du droit, une portée internationale restreinte? Nous avons vu que le législateur même qui a édicté ces mesures les a déclarées parfois inapplicables aux rapports internationaux ou à une certaine catégorie de contrats internationaux. Lorsqu'il en est ainsi, les lois dont il s'agit ont incontestablement une portée internationale restreinte, et ce fait sera reconnu aussi bien par les juges nationaux que par les tribunaux étrangers.

Mais dans les cas où la loi elle-même ne prévoit pas de limites à son empire, les juges nationaux l'appliquent chaque fois que la *lex fori* sera compétente. Quant aux juges étrangers ils n'adoptent pas tous la même solution : les uns décident que les lois abrogeant la clause-or n'ont pas un domaine restreint en matière internationale et leur font produire effet chaque fois que le droit dont elles relèvent est reconnu compétent; d'autres déclarent que la loi restrictive s'applique à tous les faits qui se produisent sur son territoire mais non à ceux qui se produisent à l'étranger. D'autres enfin décident qu'une pareille loi, étant strictement territoriale, ne peut produire aucun effet hors de son pays d'origine; ils refusent donc à cette loi toute portée internationale. Mais cette restriction apportée au domaine de la loi abrogeant la clause-or est

souvent plus théorique que pratique : en effet, si le débiteur ne réside pas dans le pays du juge, il ne pourra être contraint de s'exécuter. Théoriquement la loi restrictive ne s'appliquera pas et la clause-or sera maintenue, mais en fait, le créancier ne recevra pas la valeur-or qui lui est due, de telle sorte que tout se passera comme si la loi étrangère s'était appliquée.

En matière de paiements, il est difficile de condamner un débiteur étranger à exécuter une obligation alors que les lois de son pays lui interdisent de le faire; une pareille décision ne sera jamais rendue exécutoire dans le pays du débiteur. Les tribunaux ne peuvent donc restreindre d'une manière efficace l'empire de la loi étrangère, que dans les cas où le débiteur réside sur leur territoire ou y possède des biens.

Aussi, en définitive, la portée internationale des lois qui annulent la clause-or, dépend, dans une large mesure, de la volonté du législateur qui les a édictées.

Il résulte de tout ce qui précède que la clause-or ne représente pas actuellement une garantie réelle pour le créancier, même en matière internationale. La clause qui semble donner aujourd'hui le plus de sécurité est la clause d'option de change, mais c'est une sécurité toute relative, elle peut être également annulée. De plus, dans les emprunts nouveaux, les collectivités émettrices, au lieu de stipuler une clause d'option de change, préfèrent émettre leurs emprunts extérieurs en tranches séparées, chaque tranche étant émise dans un pays différent.

Outre les lois interdisant la clause-or, diverses mesures sont venues entraver, au cours de ces dernières années, les paiements internationaux : moratoires des règlements extérieurs, réglementation du commerce des devises,

fixation d'un cours fictif du change, etc... D'autres moyens encore ont été employés pour réduire les droits des créanciers. Ainsi l'État allemand, qui avait emprunté avec clause-or, n'a pas supprimé cette clause, mais a réduit de force, à plusieurs reprises, l'intérêt de ses titres (de 8 à 4 %); d'autre part, il a pratiquement cessé de payer les porteurs étrangers de ces titres; par conséquent les porteurs allemands ont vu leurs créances diminuées d'environ 50 % et les porteurs étrangers de 100 %. Les interventions législatives, en matière de conventions privées, deviennent donc de plus en plus fréquentes à notre époque. Jamais le principe *pacta sunt servanda* n'a subi d'aussi fortes atteintes, aussi bien en droit interne qu'en droit international.

Les partisans du respect des contrats et du maintien des clauses-or ont quelquefois tendance à blâmer indistinctement toutes les décisions qui annulent ces clauses; mais ils oublient que le rôle du juge doit se borner à appliquer le droit positif; leur blâme doit se porter, dans la majorité des cas, sur le législateur.

Les nations qui sont plus créancières que débitrices de l'étranger, telles que la France, souffrent particulièrement de ces mesures restrictives. En effet, les emprunts-or étrangers placés dans l'épargne française se montent environ à 200 milliards de nos francs actuels, qui devraient faire rentrer dans le pays environ 10 à 12 milliards de francs par an; or il n'en rentre actuellement que 2 milliards. Pour défendre les intérêts des porteurs a été créée en France la Commission des emprunts-or, Commission interparlementaire constituée auprès de l'Association nationale des porteurs de valeurs mobilières, dont la tâche est considérable; malheureusement les

résultats qu'elle a obtenus sont bien faibles. Dans d'autres pays également, des groupements se sont formés en vue de protéger les porteurs de titres d'emprunt : Association Suisse des banquiers, Association Belge pour la défense des détenteurs de fonds publics, etc. D'autre part, s'est fondé à Bâle le Comité International contre la répudiation de la clause-or.

Enfin il faut signaler qu'en matière d'abrogation de la clause-or il y a interdépendance des problèmes d'ordre juridique, politique, économique, social et financier. La Joint Resolution a été promulguée en vue de venir en aide aux propriétaires fonciers américains dont les terres étaient grevées d'hypothèques; l'abolition de la clause-or aux États-Unis a eu pour but aussi de maintenir le pouvoir d'achat du dollar; le décret égyptien du 2 mars 1935 a été édicté dans l'intérêt du Crédit Foncier égyptien qui était en mauvaise posture. En France les solutions de la jurisprudence ont été motivées par la crainte d'attenter au crédit de l'État et de précipiter la chute de notre monnaie nationale. Le Rapport au Roi précédant l'arrêté royal belge du 11 avril 1935, déclare que « dans une époque où l'économie est troublée, où des événements anormaux bouleversent l'équilibre des prestations antérieurement stipulées, les exigences impérieuses de l'intérêt public et de l'économie nationale peuvent mener à asseoir le principe de l'intangibilité des contrats, sur les réalités plus que sur les apparences formelles. »

Enfin, lorsqu'il s'agit de condamner un État ou une ville, les tribunaux ne peuvent pas rester indifférents aux conséquences politiques qu'aura leur décision. De plus, les répercussions d'un jugement annulant ou, au contraire,

maintenant la clause-or, sont considérables : si la société débitrice qui, par suite de la dévaluation monétaire, voit diminuer ses revenus, continue à payer ses obligataires sur la base de l'or, ce sont ses actionnaires, souvent des étrangers qui en pâtiront; aussi, la plupart du temps, ces sociétés ne peuvent même pas décider qu'elles maintiendront la clause-or; elles doivent s'en remettre à la justice du soin de déterminer la validité de cette clause. Il est extrêmement difficile en cette matière de déterminer où résident la justice et l'équité. Lorsqu'un débiteur perçoit tous ses bénéfices en monnaie dépréciée, il peut sembler inique de le condamner à payer ses dettes en or. Cette considération a semble-t-il influencé parfois les tribunaux, notamment dans les affaires de la New Brunswick Railway Company et de la Bethlehem Steel Company (Cour de New-York).

Comme l'a dit une revue anglaise (1) :

« Ainsi une branche de droit extrêmement compliquée se développe peu à peu au sujet des diverses formes de clauses-or. Les considérations d'équité elles-mêmes ne sont pas simples. D'une part il serait évidemment désirable que les débiteurs ne soient pas tenus au paiement de sommes plus élevées que celles qui ont été envisagées par eux ou leurs créanciers au moment de la conclusion du contrat. Il serait désirable aussi qu'un contrat puisse être révisé, si les conditions dans lesquelles il a été conclu ont changé d'une manière profonde et imprévue... Mais d'autre part, il devrait être possible à deux parties de stipuler, en connaissance de cause, un certain paiement, sans que le contrat risque d'être annulé simplement parce qu'une circonstance qu'elles avaient toutes deux

(1) *The Economist*, 19 janvier 1935, p. 116.

prévue, rend l'exécution de l'obligation du débiteur plus difficile. »

Il y a donc sans cesse, en cette matière, des conflits entre l'équité, le droit et l'intérêt national, conflit entre la conception de l'économie dirigée et la notion du respect des contrats...

Une nouvelle expression, assez juste, a été employée à propos de ces questions : on a parlé de « droit économique », droit dominé, en effet, par des principes d'économie politique, droit international privé qui, par certains côtés, se rapproche du droit public. Le mot de Bartin peut être invoqué ici : « le droit international privé, c'est pour moi un problème de souveraineté, rien de plus » (1). Tout ce qui touche à la protection des obligataires a tendance, de plus en plus, à devenir une question de droit public. D'autre part, en matière d'emprunts d'État se posent sans cesse des problèmes de droit constitutionnel et de droit international public, notamment le suivant : un État peut-il répudier unilatéralement ses propres engagements ? Nous croyons qu'il faut répondre négativement à cette question et sommes de l'avis du juge Reynolds (2) qui cite ce passage de Hamilton : « Il est théoriquement impossible de concilier l'idée d'une promesse qui oblige, avec le pouvoir de promulguer une loi qui en modifie les effets. »

Il serait souhaitable, au point de vue juridique, comme au point de vue économique, que l'instabilité actuelle des paiements internationaux prit fin. Le retour de tous les

(1) Bartin. *Principes de droit international privé d'après la loi et la jurisprudence françaises*, t. II, p. 10.

(2) Arrêts de la Cour Suprême des États-Unis du 18 février 1935. Opinion dissidente.

pays au régime de l'étalon-or simplifierait les questions juridiques en rendant les clauses-or inutiles. Cette solution est d'ailleurs préconisée par la plupart des économistes et par les milieux d'affaires, comme la plus apte à favoriser la reprise des échanges internationaux (1).

Mais en attendant que les circonstances se prêtent à cette stabilisation générale des monnaies nous pouvons nous borner à souhaiter :

1^o Que les clauses-or soient de nouveau reconnues valables dans toutes les législations;

2^o Que, du moins, les pays qui annulent les clauses-or, déclarent ces restrictions non applicables aux contrats relatifs à des opérations internationales et que les clauses de paiement en monnaie étrangère soient toujours reconnues valables;

3^o En dernier lieu, en attendant ces réformes législatives, il serait simplement désirable que les diverses jurisprudences arrivent à des solutions objectives, précises et concordantes.

(1) Cf. les résolutions adoptées par l'International Law Association dans son XXXVIII^e Congrès tenu à Budapest le 10 septembre 1934. *The Economist. The gold Clause in Europe*, 19 janvier 1935, p. 116; *The International Law Association, Report of the 38th Conference held at Budapest, september 6th to 10th 1934*, Londres, 1935; *Payments in Gold and in, Foreign Currencies*, p. 148. Cf. l'Économie Internationale, avril 1935, n^o 4, vol. VII, p. 7. Déclarations des Professeurs Ch. Rist et T. E. Gregory. Et Supplément à l'Économie Internationale, juillet 1935 (brochure n^o 89), Résolution n^o 2 adoptée par le VIII^e Congrès de la Chambre de Commerce Internationale tenu à Paris du 24 au 29 juin 1935.

Vu :

Le Doyen,

EDGAR ALLIX

Vu :

Le Président de la thèse,

J. P. NIBOYET

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
pour le Recteur, l'Inspecteur de l'Académie.

J. PERRON

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- ARMINJON (P.). — *Précis de droit international privé*, t. II, 2^e éd., Paris, Dalloz, 1934.
- BARTIN. — *Principes de droit international privé selon la loi et la jurisprudence françaises*, Paris, Éditions Domat-Montchrestien, t. I, 1930; t. II, 1932; t. III, 1935.
- British Year Book (the) of International Law, Humphrey Milford, Oxford University Press, 1933-1934-1935.
- BUSTAMANTE Y SIRVEN (Antonio Sanchez). — *Le Code de droit international privé et la Sixième Conférence panaméricaine*. Traduit de l'espagnol par Paul Goulé, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1929.
- DICEY. — *A Digest of the law of England with reference to the Conflict of laws*, 5^e éd. par A. Berriedale Keith, Londres, Stevens & Sons, 1932.
- LA PRADELLE (A. de) et NIBOYET (J.-P.). — *Répertoire de droit international*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1929.
- NIBOYET (J.-P.). — *Manuel de droit international privé*, 2^e éd., Paris, Sirey, 1928.
- *Supplément au Répertoire de Droit International*, Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1934, p. 230, Paiements.
- Restatement of the Law of conflict of Laws as adopted and promulgated by the American Law Institute at Washington, May 11th 1934, Saint-Paul, American Law Institute Publishers, 1934.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX ET ARTICLES DE REVUES.

ANDRÉ-PRUDHOMME. — De la règle « Le lieu de paiement détermine la nature de la monnaie ». *Journal du Droit International* (Clunet), 1925, p. 865.

- Les Emprunts des États Brésilien et Serbe devant la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye. *Journal du Droit International* (Clunet), 1929, p. 837 et s.

ARMINJON. — Les lois politiques et le droit international privé. *Revue de Droit International privé*, 1930, t. 25, p. 385.

CAPITANT (H.). — Des succédanés de la clause payable en or. *Dalloz Hebdomadaire*, 1926, chronique, p. 1 et 17.

- Des cas où la jurisprudence admet la validité de la stipulation en or et en monnaie étrangère. *Dalloz Hebdomadaire*, 1926, chronique, p. 33.

DAWSON (J. P.). — The Gold Clause decision. *Michigan Law Review*, 1935, vol. 33, p. 647.

DOMKE (Martin). — La protection des porteurs de valeurs mobilières. *Bulletin de l'Institut Juridique International*, t. 31 (1931), p. 244.

- La dépréciation monétaire (annotation bibliographique). *Bulletin trimestriel de la Société de législation comparée*, t. 63 (1934), p. 523.
- De l'effet à l'étranger de la loi américaine répudiant la clause-or sur les emprunts non américains. *Nouvelle Revue de Droit International Privé*, volume n° 3, 1934, p. 546. Les Éditions Internationales, Paris, 1934.
- La clause valeur-or dans la jurisprudence récente. *Nouvelle Revue de Droit International Privé*, volume n° 1, 1935, p. 29. Les Éditions Internationales, Paris, 1935.
- La clause « Dollar-or ». *La non-application de la législation américaine aux emprunts internationaux*, 2^e éd. Les Éditions Internationales, Paris, 1935.

- La clause-or dans la législation polonaise du 12 juin 1934. *Bulletin trimestriel de la Société de Législation comparée*, t. 63 (1934), p. 365.
- DONKER CURTIUS (F.). — La clause de paiement en or de la « Royal Dutch ». *Journal du Droit International* (Clunet), 1935, p. 541.
- Economist (The). — The Gold clause, 22 septembre 1934, p. 530, *U. S. A. The Gold clause controversy*, 2 février 1935, p. 245; *The Gold clause in Europe*, 19 janvier 1935, p. 116.
- FENWICK (C. G.). — The « Gold clause » decisions in relation to foreign bondholders. *American Journal of International Law*, t. 29 (avril 1935), p. 310.
- GORDON. — Force and effect of clauses providing for payments of private indebtedness in Gold. *Michigan Law Review*, t. 31 (1933), p. 953.
- GENY. — La validité juridique de la clause payable en or dans les contrats entre particuliers français en temps de cours forcé. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1926, p. 55.
- GOTTSCHALK (Rudolf). — The law relating to devaluation of currency. *The Journal of comparative legislation and international law*, t. 17, 1935, p. 47.
- GUISAN. — La dépréciation monétaire et ses effets en droit civil. *Thèse Lausanne*, 1934.
- GUTTERIDGE (H. C.). — Chronique de droit international privé anglais en 1933. *Revue critique de droit international*, t. 29, 1934, p. 646.
- International Law Association (The). — Report of the 38th Conference held at Budapest, September 6th to 10th 1934, Londres, 1935.
- JÈZE (Gaston). — Effets de la loi américaine d'annulation de la clause-or sur les emprunts émis par les États étrangers avec clause de paiement sur la base du dollar-or. *Revue de Science et de Législation financières*, janvier 1936, p. 38.
- KUHN (Arthur K.). — The gold clause in international loans.

The American Journal of International Law, t. 28 (1934), p. 312.

La loi égyptienne sur le cours forcé. Son application aux conventions de droit interne et aux rapports internationaux. Journal du Droit International (Clunet), 1935, p. 1103.

MESTRE (A.) et JAMES. — La clause-or en droit français. Etude juridique, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1926.

MESTRE (Achille). — Les contrats en monnaie étrangère. *Revue politique et parlementaire*, t. 151, mai 1932, p. 242.

MESTRE (A.), CAUDRON (E.-R.), ZEILER (A.). — Quelques aspects juridiques des paiements internationaux en France, Angleterre, Allemagne. *Cahiers de Droit Etranger*, 5 (édition française), Paris, Sirey, 1934.

NIBOYET (J.-P.). — La Théorie de l'Autonomie de la volonté. *Recueil des cours de l'Académie de Droit International de La Haye*, t. 41 (1927), p. 1 à 116.

— Des conflits de lois relatifs aux paiements depuis la dernière guerre. *Revue de droit international privé*, t. 20, 1925, p. 161 et sq.

NEBOLSINE (George). — The Gold clause in private contracts. *Yale Law Journal*, 1933, t. 42, p. 1051.

NUSSBAUM (A.). — La clause-or dans les contrats internationaux. *Recueil des cours de l'Académie de Droit International de La Haye*, t. 43 (1933), p. 559 et s.

— Comparative and International Aspects of American Gold clause abrogation. *Yale Law Journal*, novembre 1934, n° 1, p. 53.

— International legal effects of Dollar depreciation. *Chicago Law Review*, vol. 2 (1935), p. 291.

— International legal effects of dollar depreciation. *The University of Chicago Law Review*, vol. 2 (1935), p. 291.

— Multiple Currency and index clauses. *University of Pennsylvania Law Review*, Philadelphie, vol. 84, n° 5, mars 1936, p. 569.

OUALID (William). — La réforme monétaire et bancaire aux

- États-Unis. *Revue du droit bancaire*, t. 11, 1933, p. 65.
- PERCEROU (André). — Les arrêts de la Cour Suprême des États-Unis sur les clauses-or. *Annales de droit commercial*, t. 44, 1935, p. 29.
- PIROTTE (Simon). — *La clause-or devant la loi et les tribunaux*. Paris, Librairie du Recueil Sirey ; Bruxelles, F. Larcier, 1933.
- *Manuel pratique et formulaire de la clause-or*. F. Larcier, Bruxelles, 1934.
- Le régime de l'emprunt garanti 1923-1943 du Gouvernement autrichien. *Bulletin de l'Institut Juridique International*, t. 34 (janvier 1936), p. 7.
- Le régime juridique des emprunts belges contractés en dollars-or. *Bulletin de l'Institut Juridique International*, t. 31, 1934, p. 245.
- PLESCH (A.). — *The Gold clause. A collection of International Cases and opinions*, 2^e éd., Londres, Stevens & Sons, 1936.
- PCST (Russel L.) et WILLARD (Charles H.). — The power of Congress to nullify Gold clauses. *Harvard Law Review*, t. 46, 1932-1933, p. 2215 et sq.
- SHATSKY (Boris). — Les décisions des tribunaux américains. Répudiation de la clause-or par les États-Unis. *Journal du Droit International* (Clunet), 1933, p. 539.
- STAAL (D.-L.). — Note sous l'arrêt de la Cour d'appel de La Haye du 14 janvier 1935. *Revue critique de Droit International*, 30 (1935), p. 439.

III. — REVUES. BULLETINS. RECUEILS DE JURISPRUDENCE.

- American Journal of International Law*. Published by the American Society of International Law. The Rumford Press-Concord (N. H.).
- Annales de droit commercial, français, étranger et international* (fondées par E. Thaller, directeur J. Percerou).
- Bulletin de l'Institut Juridique International*, Leyde A. W. Sijthoff, La Haye, Martinus Nijhoff.

- Bulletin trimestriel de la Société de législation comparée*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.
- Clunet*. Journal du Droit International fondé en 1874 par Ed. Clunet, continué par André Prudhomme, Paris.
- D. Dalloz*. Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.
- D. H. : Dalloz*. Recueil hebdomadaire de jurisprudence.
- Économie (L') Internationale*. Bulletin de la Chambre de Commerce internationale.
- Economist (The)*.
- Économiste (L') Européen*.
- G. P. : Gazette du Palais*. Journal quotidien et Recueil mensuel.
- G. T. : Gazette des Tribunaux*.
- Harvard Law Review*, Cambridge (Massachusetts).
- Journal (The) of Comparative legislation and international law*, Londres.
- Journal des Tribunaux mixtes d'Égypte*, Alexandrie.
- Law Quaterly Review*.
- Law Reports* : 1^o Appeal Cases before the House of Lords; 2^o Chancery Division; 3^o King's Bench Division; 4^o Probate Division; 5^o Statutes.
- Law Times Reports (The)*.
- Michigan Law Review*.
- New-York University Law Quaterly Review*.
- Nouvelle Revue de droit international* (La Pradelle et Goulé), Paris, Les Éditions Internationales.
- Publications de la Cour Permanente*, Leyde, A. W. Sijthoff. Série A, n^{os} 20 et 21; série C, n^o 16, III et IV (arrêts relatifs aux emprunts serbes et brésiliens).
- Recueil des Cours de l'Académie de droit international* établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale, Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- Revue critique de droit international* (J.-P. Niboyet), Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- Revue de droit bancaire*.
- Revue de droit international privé* (A. Darras et A. de La Pradelle), Paris, Librairie du Recueil Sirey.

Revue politique et parlementaire.

Revue de science et de législation financières publiée par G. Jèze,
Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurispru-
dence.

Revue trimestrielle de droit civil.

S. : Sirey. Recueil général des lois et arrêts.

United States Reports Cases adjudged in the Supreme Court,
New-York.

University (The) of Chicago Law Review.

University (The) of Pensylvanie Law Review.

Yale Law Journal, New Haven (Connecticut).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

Le problème à l'égard du pays qui a interdit la clause-or	11
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le droit français</i>	12
<i>Section I.</i> — Nullité de la clause-or en période de cours forcé	12
<i>Section II.</i> — La clause-or est licite en matière de paiements internationaux	14
CHAPITRE II. — <i>Lois et jurisprudence des États-Unis.</i> .	19
<i>Section I.</i> — L'abrogation de la clause-or aux États-Unis.	19
§ 1. — Les mesures prises par le président Roosevelt. La Joint Resolution.	19
§ 2. — Les arrêts de la Cour Suprême des États-Unis.	22
<i>a)</i> L'abrogation de la clause-or dans les contrats privés	22
<i>b)</i> L'abolition de la clause-or en matière d'obligations gouvernementales	24
<i>c)</i> L'abolition de la clause-or en ce qui concerne les certificats d'or	25
<i>Section II.</i> — Portée internationale de la Joint Resolution	25
§ 1. — Affaire de l'emprunt de la Bethlehem Steel Co.	26

§ 2. — Affaire Mac Adoo c/ Southern Pacific Co.	30
§ 3. — L'affaire Anglo-Continentale Treuhand A. G. c/ St Louis Southwestern Railway Co.	31
§ 4. — Affaire de la Compania de Inversiones Internacionales c/ Industrial Mortgage Bank of Finland	36
CHAPITRE III. — <i>Le droit anglais</i>	42
<i>Section I.</i> — Les lois monétaires anglaises.	42
<i>Section II.</i> — La jurisprudence anglaise	44
§ 1. — L'arrêt de la Chambre des Lords dans l'affaire Feist c/ Société intercommunale belge d'électricité	45
§ 2. — L'affaire des obligations de la New Brunswick Railway Co	47
§ 3. — L'arrêt du Conseil Privé du Roi du 12 avril 1934	50
CHAPITRE IV. — <i>Le droit belge</i>	53
<i>Section I.</i> — Les mesures prises en 1914 et la loi de stabilisation du 25 octobre 1926. La jurisprudence belge	53
<i>Section II.</i> — L'arrêté royal du 11 avril 1935.	57
CHAPITRE V. — <i>Le droit égyptien</i>	62
<i>Section I.</i> — Le décret du 2 août 1914	62
§ 1. — La constitutionalité.	64
§ 2. — La validité de la clause-or dans les rapports internationaux. Jurisprudence des tribunaux mixtes	67
Affaire de la Dette Publique égyptienne	68
Affaire du Crédit foncier égyptien.	68
Affaire de l'Agricultural Bank of Egypt	70
<i>Section II.</i> — Le décret-loi du 2 mai 1935.	72
Son influence sur la jurisprudence mixte. Affaires du Crédit foncier égyptien et de la Land Bank of Egypt	75
Affaire de la Dette Publique égyptienne	79
Le décret-loi du 2 mai 1935 et la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez.	79

CHAPITRE VI. — <i>Législations de quelques autres pays</i> .	82
<i>Section I. — Allemagne</i>	82
— <i>II. — Autriche</i>	83
— <i>III. — Brésil</i>	84
— <i>IV. — Luxembourg</i>	86
— <i>V. — Dantzig</i>	88
— <i>VI. — Pologne et pays divers (Italie, Roumanie, Hongrie).</i>	89

DEUXIÈME PARTIE

Le problème à l'égard des autres pays. De l'application d'une loi étrangère abrogeant la clause-or.	91
--	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les questions de droit soulevées en cette matière.</i>	93
<i>Section I. — La loi applicable aux contrats en général.</i>	93
<i>Section II. — La loi applicable en matière de contrat contenant une clause-or</i>	98
Distinction entre la substance de la dette et les modalités de paiement	99
Les lois interdisant les clauses-or touchant-elles à la substance de la dette, ou bien seulement aux modalités de paiement .	102
<i>Section III. — Les lois abrogeant la clause-or ont-elles une portée strictement territoriale</i>	105
Distinction entre la notion de territorialité et celle de l'ordre public	106
Théorie d'Arminjon. De quelques applications jurisprudentielles.	106
<i>Section IV. — La question de l'ordre public</i> . . .	111
<i>Section V. — Le domaine laissé à la liberté des conventions</i>	114
Clauses de soumission à une loi étrangère.	114
Clauses d'option de place et d'option de change	115
CHAPITRE II. — <i>Les arrêts de la Cour permanente de Justice Internationale de La Haye.</i>	116

Affaires relatives aux emprunts serbes et
brésiliens. Arrêts du 12 juillet 1929.

CHAPITRE III. — <i>La jurisprudence française.</i>	122
<i>Section I.</i> — Le cours forcé ne peut avoir d'effets hors du territoire de la nation qui l'institue. Ap- plications de ce principe	122
<i>Section II.</i> — L'affaire des obligations du Crédit Foncier Égyptien	123
<i>Section III.</i> — L'affaire de la Travellers' Bank c/ Raymond Patenôtre.	127
<i>Section IV.</i> — L'affaire des obligations de la Beth- lehem Steel Co	129
CHAPITRE IV. — <i>La jurisprudence belge</i>	135
<i>Section I.</i> — Les procès relatifs à l'emprunt de la ville d'Anvers.	135
§ 1. — Le jugement rendu par le tribunal de première instance d'Anvers le 5 janvier 1935	135
§ 2. — L'arrêt de la Cour de Bruxelles du 5 fé- vrier 1936	140
<i>Section II.</i> — Les emprunts d'État belges.	149
CHAPITRE V. — <i>La jurisprudence anglaise</i>	151
L'arrêt de la Haute Cour de Justice (King's Bench Division) du 8 novembre 1935, dans l'affaire de l'emprunt émis par le gouvernement anglais au États-Unis en 1917	151
CHAPITRE VI. — <i>La jurisprudence hollandaise</i>	158
<i>Section I.</i> — Les procès de la Royal Dutch et de la Bataafsche	158
§ 1. — Jugement du tribunal d'arrondissement de La Haye du 15 février 1934.	158
§ 2. — Arrêt de la Cour d'appel de La Haye du 14 janvier 1935.	164
§ 3. — Arrêt de la Haute Cour des Pays-Bas du 13 mars 1936	170
<i>Section II.</i> — L'affaire Appeldoorn c/ la Société allemande Osram	174

<i>Section III. — Affaire de l'emprunt de la ville de Rotterdam</i>	177
CHAPITRE VII. — <i>La jurisprudence de quelques autres pays.</i>	181
<i>Section I. — La jurisprudence égyptienne</i>	181
§ 1. — L'affaire de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez.	181
§ 2. — L'affaire des retraités de la Banque Ottomane.	184
<i>Section II. — La jurisprudence allemande</i>	186
Affaire de la Deutscher Sparkassen und Giroverband.	
<i>Section III. — La jurisprudence suédoise.</i>	191
L'affaire Compagnie d'assurances Skandia c/ Office national de la dette.	
<i>Section IV. — La jurisprudence autrichienne.</i>	195
Procès relatifs à la tranche américaine de l'emprunt autrichien international de 1930.	
<i>Section V. — La jurisprudence italienne</i>	197
Affaire Bona c/ Societa Idroelettrica Piemonte.	197
Affaire Societa Italiana dell'alluminio c/ Societa Italiana Allumina	200
CONCLUSION	204
BIBLIOGRAPHIE	211

